

*Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !*

# Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N° 27. Été 2007. Prix : 1 €. Prix de soutien : 1 € 50.

**FACE AUX PROJETS RÉACTIONNAIRES DE  
SARKOZY ET DE SON GOUVERNEMENT**

**TOUS ENSEMBLE,  
PRÉPARONS SANS ATTENDRE  
LA RÉSISTANCE SOCIALE !**

Il n'y a rien à négocier dans le programme de Sarkozy !  
L'heure est à l'auto-organisation des travailleurs et des  
jeunes et au front unique de leurs organisations !

**TOUS AU FORUM DE LA RÉSISTANCE  
SOCIALE  
SAMEDI 7 JUILLET à Paris**

*Forum du Syndicalisme  
de Classe et de Masse*

- La résolution adoptée
- La contribution au débat du CILCA

*Venezuela*  
Chavez tente  
d'intégrer totalement  
le mouvement ouvrier  
à l'État bourgeois

*Le Viêt Nam*  
à l'heure de la  
restauration  
capitaliste

## Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d' « humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (para-syndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électoraliste* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.

**Tirage du n° 26 (avril 2007) :** 200 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, plus de 3700 personnes et organisations (françaises et étrangères) reçoivent ce journal par Internet. — **Pour s'abonner, nous contacter.**

**Contacts :** Tél. : 06 64 91 49 63 — Courriel : [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr) — Site Internet : <http://groupecri.free.fr>

**Comité de rédaction :** Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Gaston Lefranc, Antoni Mivani, Quôc-Tê Phan, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction. Les lecteurs sont invités à participer à l'élaboration en proposant articles, témoignages et documents.

## IL FAUT PRÉPARER SANS ATTENDRE LA RÉSISTANCE SOCIALE AUX ATTAQUES DE SARKOZY

**Sarkozy, son gouvernement et sa majorité absolue à l'Assemblée sont mandatés par le MEDEF, la bourgeoisie et l'Union européenne capitaliste pour infliger une défaite majeure aux travailleurs, aux immigrés et aux jeunes.** La répression a sévi d'emblée contre les manifestants qui ont décidé de s'opposer à ses projets dès le 6 mai au soir et les jours suivants (violences policières et peines de prisons sévère prononcées par les Tribunaux). L'adoption des premières lois est prévue *dès juillet* :

- Loi-cadre sur le « service minimum » : Sarkozy prétend que cela ne remettrait pas en cause le droit de grève. C'est faux : une grève avec les trains qui roulent, les usines qui tournent et les écoles ouvertes, serait impuissante à faire plier le patronat et le gouvernement. La bourgeoisie veut ainsi désarmer les travailleurs avant de lancer son offensive de casse sociale.

- Loi aggravant la répression : abaissement de la majorité pénale à 16 ans et peines planchers pour les « multirécidivistes ».

Le gouvernement veut disposer d'instruments pour museler toute révolte, comme celle de 2005.

- Loi contre l'Université publique : Sarkozy veut finir de détruire le cadre national des diplômes, soumettre encore davantage l'Université aux besoins du patronat par des contrats de financement et remplacer les titulaires partant en retraite par des précaires.

- Puis viendront les « franchises » interdisant le remboursement des premières consultations médicales, et la « TVA sociale » faisant payer par les salariés les cadeaux du gouvernement au patronat.

- Pour la suite, le gouvernement veut précariser tous les salariés en instituant un contrat unique de travail, sur le modèle d'un super-CPE, afin de

rendre encore plus difficile la lutte contre les suppressions d'emplois et l'augmentation des cadences.

- Dans le prochain Budget, un fonctionnaire partant à la retraite sur deux ne sera pas remplacé : ce sera l'asphyxie des services publics !

- De ce point de vue, l'abrogation du décret de Robien contre les enseignants du secondaire n'est destinée qu'à faire accepter par les syndicats des « négociations » préparatoires à une attaque encore plus grave contre le statut.

- Enfin, Sarkozy veut imposer un nouveau traité européen capitaliste et libéral.

- Dans ce contexte, le patronat ne se sent plus de joie : il annonce de nouveaux plans de licenciements et de restructurations. D'ailleurs, Sarkozy soutient le plan Power 8, qui supprime 10 000 emplois à Airbus.

« Légitimité démocratique » toute formelle de Sarkozy... et collaboration de classe bien réelle des principales directions du mouvement ouvrier

**Il est donc urgent de préparer la résistance sociale unitaire.** Certes, le nouveau gouvernement jouit de la « légitimité démocratique » formelle que lui confèrent les élections. Mais Sarkozy le petit Bonaparte a surtout été porté au pouvoir par les mécanismes plébiscitaires et démagogiques de la Ve République, par les trusts de la communication capitaliste, par le vote de bourgeois grands et petits et de vieillards manipulés. Et il a été fortement aidé par Ségolène Royal et le PS, qui ont défendu un programme similaire au sien pendant toute la campagne présidentielle, comme l'a confirmé de manière évidente notamment le débat télévisé du 2 mai : Royal et Sarkozy se sont prononcés l'un comme l'autre contre la régularisation massive des sans-papiers, pour une répression renforcée des jeunes délinquants, pour la réforme des régimes spéciaux de retraite et l'application des principales dispositions de la loi Fillon, pour le renforcement de l'Union européenne capitaliste, pour l'accroissement des cadeaux fiscaux aux entreprises, pour

la domestication accrue des syndicats, etc.<sup>1</sup>

**Après l'élection de Sarkozy, le PS a confirmé qu'il n'était décidément pas un instrument au service des travailleurs : il s'est immédiatement incliné devant la prétendue « légitimité » de Sarkozy** et, allant jusqu'au bout de son allégeance aux institutions de la Ve République, il est allé jusqu'à refuser de se battre sérieusement pour gagner les législatives ! Les travailleurs l'ont bien compris, en refusant massivement d'aller voter au premier tour. Il a fallu attendre l'annonce d'un risque de « vague bleue » UMP à l'Assemblée pour que les dirigeants du PS commencent à contester un peu le programme de l'UMP (en se cantonnant en fait prudemment à la question de la « TVA sociale » et des « franchises » de soins). Même après le second tour, qui s'est révélé pourtant moins catastrophique que prévu pour la « gauche », les dirigeants du PS ont immédiatement

<sup>1</sup> Cf. ci-dessous la déclaration du Groupe CRI après le premier tour de la présidentielle.

déclaré qu'ils constitueraient une « opposition » responsable, « constructive ». François Hollande est allé jusqu'à déclarer sur France Info, dès le 18 juin au matin, qu'il ne s'agissait en aucun cas d'essayer d'« empêcher » le nouveau gouvernement de mener sa politique ! Après avoir fait appel aux travailleurs pour sauver ses sièges de députés et en gagner quelques-uns en plus, le PS a donc clairement indiqué à Sarkozy qu'il lui laissait les mains libres pour faire passer ses contre-réformes !

**En fait, l'élection de Sarkozy et de l'UMP ne leur confère de « légitimité » que du point de vue de la pseudo-démocratie bourgeoise.** Pour la classe ouvrière et la jeunesse, un gouvernement qui veut achever de détruire leurs acquis sociaux ne saurait avoir une quelconque légitimité ! Et ce ne sont pas ces élections qui peuvent suffire à effacer la victoire des travailleurs dans les urnes lors du référendum du 29 mai 2005, la révolte de la jeunesse populaire en novembre 2005 et la victoire partielle, mais réelle, des travailleurs et des jeunes

imposant le retrait du CPE au printemps 2006...

**En dernière instance, seule la lutte de classe de la prochaine période décidera quel est le véritable rapport de force entre le nouveau gouvernement et la classe ouvrière.** La bourgeoisie et Sarkozy savent d'ailleurs très bien qu'ils doivent être prudents face aux énormes forces de résistance potentielle de la classe ouvrière et de son alliée naturelle, la jeunesse révoltée. C'est ce qu'exprime à sa manière un chroniqueur du *Monde*, Bertrand Le Gendre, le 5 juin : pour lui, le « *paradoxe de la situation à laquelle risque de se heurter le nouveau gouvernement* », c'est que, « *pour réformer la France, il ne suffit pas de triompher électoralement, il faut aussi apprivoiser les minorités agissantes, sinon elles mordent* ». Or ces « minorités agissantes » sont avant tout, aux yeux du journaliste, les travailleurs et les jeunes qui luttent, en un mot ce que nous appelons pour notre part l'« avant-garde » de la classe ouvrière. Au-delà de considérations plus ou moins confuses sur les « extrêmes », c'est bien à cette avant-garde que pense l'auteur, comme le confirme la conclusion de son article : « *Plébiscité par son camp, conforté par un bipartisme qu'il a contribué plus qu'un autre à asseoir, le nouveau président risque de se heurter, non au PS, installé depuis le "tournant*

*de la rigueur" (1983) dans le cercle de la raison, mais aux minorités. C'est de là, pour les partis dominants, que vient généralement le danger. Les émeutes dans les banlieues et le rejet du CPE en témoignent. Elles rappellent qu'en France, traditionnellement, la politique a ses raisons que la raison électorale ne connaît pas.* » Ce représentant idéologique de la bourgeoisie pose donc parfaitement le problème : l'élection plébiscitaire et démagogique de Sarkozy ne se transformera en véritable victoire sociale que s'il est capable de maîtriser la classe ouvrière et la jeunesse ; or cela implique avant tout de mettre hors d'état de nuire son « avant-garde » — qui, depuis 1995, en période de mouvement, reçoit le soutien d'une majorité de la population.

**C'est pourquoi la priorité de Sarkozy est non seulement de montrer sa détermination à réprimer ceux qui protestent, mais surtout de neutraliser les organisations du mouvement ouvrier en s'assurant du soutien de leurs dirigeants.** Or, du point de la classe ouvrière, tout le problème est que, pour le moment, il réussit parfaitement son pari : depuis son élection, il peut compter non seulement sur l'appui du PS, mais aussi sur l'allégeance de la direction du PCF et des principaux dirigeants syndicaux. Tous ces gens-là, en effet, s'inclinent devant sa prétendue

« légitimité démocratique » et lui demandent bien gentiment de « négocier », de « discuter », de se « concerter ». Tous nous rebattent les oreilles avec leur prétendu « dialogue social », leur prétendue « démocratie sociale ». C'est ainsi que la secrétaire nationale du PCF s'est réjouie de la récupération de Guy Môquet par Sarkozy. Mais surtout, les dirigeants de la CFDT, de FO et de la CGT se sont précipités chez Sarkozy avant même son investiture officielle pour « négocier » avec lui sur la base de son programme ! (Cf. ci-dessous la déclaration du CILCA.)

**Pourtant, il n'y a rien à négocier dans le programme anti-social et antidémocratique de Sarkozy !** Et, pour préparer la résistance, il n'y a aucune raison d'attendre la rentrée, alors que Sarkozy va convoquer le nouveau Parlement dès juillet pour faire passer toute une première série de mesures plus réactionnaires les unes que les autres. Au contraire, il faut faire face à l'urgence et se préparer à prendre des initiatives contre les premières lois du Parlement sarkozyste. Mêmes limitées, de premières mobilisations en juillet sont tout à fait possibles et nourriront de toute façon la préparation d'un grand mouvement d'ensemble des travailleurs et de la jeunesse.

## Propositions pour préparer la résistance sociale

Ce grand mouvement de résistance sociale supposera la constitution d'un **front unique des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier** contre les attaques de Sarkozy et du patronat. Mais il y a trois conditions indispensables et indissociables pour imposer ce front unique, c'est-à-dire pour mettre en échec la politique collaboratrice des principales directions. Dans les trois cas, il s'agit de **regrouper et de renforcer l'avant-garde large des travailleurs et des jeunes**, afin qu'elle puisse servir de vecteur conscient et organisé à la mobilisation de toute la classe ouvrière.

**1) Il faut d'abord et avant tout œuvrer, sans attendre, à l'auto-organisation des travailleurs, des sans-papiers et des jeunes.** Il faut que des Assemblées générales, des **Comités de préparation de la résistance sociale**, même minoritaires dans un premier temps, se constituent partout où c'est possible, dans les

universités, les entreprises, les quartiers. Les travailleurs et les jeunes ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils n'ont pas d'autre moyen que leur auto-organisation démocratique pour préparer la résistance sociale, pour décider leur orientation politique indépendante et leurs initiatives concrètes. C'est pourquoi il faut que tous ceux (individus et organisations) qui veulent préparer sans attendre la résistance aux attaques de Sarkozy répondent positivement à l'Appel de l'Assemblée générale parisienne du 8 juin qui propose notamment, pour coordonner les comités locaux, organisations et individus, la tenue d'un **grand Forum de la résistance sociale** le samedi 7 juillet (cf. l'appel ci-dessous).

**2) Il faut de plus construire un courant lutte de classe dans les syndicats**, pour regrouper les militants qui refusent la collaboration de classe et les unir au-delà de leurs différentes sensibilités dans leur combat contre les

bureaucrates et contre la politique de « concertation » avec Sarkozy. C'est en ce sens qu'agit le CILCA (Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de Classe Antibureaucratique, dont sont membres, avec d'autres, les militants syndicaux du Groupe CRI). Et c'est à cela que peuvent contribuer, s'ils en ont la volonté au-delà de leurs différentes sensibilités, les collectifs et militants syndicaux de lutte de classe qui ont participé à 130, le 26 mai, au Forum du syndicalisme de classe et de masse (cf. ci-dessous la résolution adoptée par ce Forum et la contribution du CILCA).

**3) Enfin, il faut construire un grand regroupement politique anti-capitaliste conséquent et cohérent.** Celui-ci ne pourra être évidemment qu'indépendant de la direction du PS, mais aussi de la direction du PCF, qui se contente d'un « anti-libéralisme » sans consistance et pense avant tout à sauver ses députés et son appareil par l'alliance avec le PS. En revanche, ce

regroupement anti-capitaliste pourrait compter sur le soutien d'une bonne partie des travailleurs et des jeunes qui ont lutté ces dernières années et qui, pour certains, ont voté malgré la pression du prétendu « vote utile » pour les organisations se réclamant de l'anti-capitalisme, à commencer par LO et la LCR.

De fait, **les principales organisations dites d'« extrême gauche », qui se réclament de la classe ouvrière et de l'anti-capitalisme, ont une responsabilité particulière** : elles devraient être à l'avant-garde du rassemblement des militants, des travailleurs conscients et des jeunes révoltés pour préparer la résistance sociale. Malheureusement, force est de constater que les directions de ces organisations (notamment LCR, LO, PT, etc.) ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités. Elles n'ont pas pris la moindre initiative depuis le second tour de la présidentielle. Elles ont refusé de se battre pour la constitution d'AG et de Comités unitaires de préparation de la résistance sociale.

Elles ont refusé d'appeler aux manifestations contre les projets de Sarkozy (notamment les 16 mai et 2 juin). Et, au lieu de tirer les leçons de leur cuisante défaite collective du premier tour de la présidentielle, chacune a présenté ses propres candidats aux législatives dans ses propres intérêts d'appareil, menant une campagne insipide, alors qu'il aurait fallu utiliser cette échéance électorale pour commencer à construire ensemble et à faire connaître un regroupement politique basé sur un programme de lutte anti-capitaliste cohérent et conséquent, qui aurait fourni le meilleur point d'appui pour la préparation de la résistance sociale.

Pour sa part, le Groupe CRI continue et continuera d'appeler ces organisations à s'unir pour être capables de peser dans les grandes luttes qui nous attendent. Il est plus urgent que jamais de se battre aujourd'hui pour rassembler les anti-capitalistes, sans opportunisme, mais sans sectarisme. Il faut ouvrir la discussion sur la stratégie et le programme de lutte que nous voulons

contre Sarkozy, mais aussi pour préparer l'alternative au capitalisme, l'alternative au système bourgeois de l'UMPS. On a beaucoup parlé d'un prétendu « changement » dans les sommets de la droite et de la gauche bourgeoises. Il serait temps qu'on parle d'un vrai changement dans les organisations du mouvement ouvrier. Car la nouvelle situation n'exige rien de moins qu'une **refondation radicale du mouvement ouvrier, une refondation authentiquement anti-capitaliste**, qui rompe totalement avec le PS, la direction du PCF, la collaboration de classe sous toutes ses formes et le réformisme, mais aussi avec le manque d'initiative, l'opportunisme et/ou le sectarisme de l'« extrême gauche ». Une refondation qui soit en même temps une réactualisation des fondamentaux du communisme révolutionnaire, axée sur *l'objectif d'un gouvernement anti-capitaliste des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs.*

Ludovic Wolfgang

## APPEL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 8 JUIN POUR UN FORUM DE LA RÉSISTANCE SOCIALE (Samedi 7 juillet à Paris)

*L'Assemblée générale qui a réuni 40 étudiants et travailleurs le 8 juin à l'Université de Tolbiac, à l'appel de l'AG qui a suivi la manifestation du 2 juin, déclare :*

**Le programme de Sarkozy et de son gouvernement est un programme de destruction sociale généralisée :**

- Mise en cause du droit de grève, destinée à priver les travailleurs de leur arme la plus efficace ;
- Aggravation de la répression, loi abaissant la majorité pénale et instaurant des peines-planchers, loi généralisant les fichages génétique, biométrique, etc. ;
- Loi aggravant la mise en concurrence des Universités, leur privatisation, l'application du rapport Hetzel, l'opposition entre des « pôles de compétitivité » pour une minorité et des « facs poubelles » pour les autres ;
- Contrat de travail unique généralisant la précarité pour tous les travailleurs ;
- Augmentation du temps de travail en lieu et place d'une augmentation des salaires ;
- Nouveaux cadeaux fiscaux aux plus riches ;

• Casse des régimes spéciaux de retraite et de la Sécurité sociale pour tous (nouvelle élévation de l'âge de la retraite, nouvelles augmentations des exonérations pour les patrons, nouveaux remboursements de soins et de médicaments...);

• Poursuite et augmentation des expulsions de sans-papiers ;

• Préparation d'un nouveau trait européen capitaliste et libéral ;

• Soutien aux plans patronaux de licenciements et de restructurations (comme à Airbus, dans l'automobile, etc.).

**C'est pourquoi il est urgent de préparer la résistance sociale contre ces projets réactionnaires et contre la répression** : ce devrait être la priorité de toutes les organisations qui se réclament de la défense des travailleurs et des jeunes. Et nous ne saurions attendre la rentrée, alors que les premières mesures du nouveau gouvernement sont annoncées pour juillet (session extraordinaire du Parlement) ! Par conséquent :

**1) L'AG appelle les travailleurs, étudiants et lycéens à s'auto-organiser pour se tenir prêts à combattre dès juillet les mesures de**

**Sarkozy.** Il faut mettre en place des **Comités de préparation de la résistance sociale** partout où c'est possible (entreprises, établissements, quartiers...). Il s'agit d'informer sur les projets de Sarkozy, de définir des propositions et perspectives de lutte, de distribuer des tracts à la population, de mobiliser contre les procès de militants, de manifestants ou de grévistes, etc.

**2) L'AG appelle les organisations syndicales qui continuent de vouloir négocier avec Sarkozy à cesser de participer à ce piège où il essaie de les enfermer : il n'y a rien à négocier dans le programme de Sarkozy !** Les organisations syndicales et politiques qui se réclament des travailleurs et des jeunes doivent au contraire constituer sans attendre un **front unique de la résistance sociale**, dont le programme sera d'empêcher le gouvernement de faire passer ses projets et de combattre la répression.

**3) L'AG estime que les luttes qui nous attendent dans la prochaine période devront aller vers la grève générale**, seul moyen pour vaincre réellement Sarkozy. La grève générale

ne se décrète pas, mais elle se prépare. C'est pourquoi il est nécessaire de populariser dès maintenant cet objectif, en tirant collectivement les leçons des grands mouvements de novembre-décembre 1995, de mai-juin 2003 et du printemps 2006.

#### **4) L'AG appelle à la tenue, début juillet, d'un premier**

*FORUM PRÉPARATOIRE DE LA  
RÉSISTANCE SOCIALE*

Il s'agit de réunir les Comités locaux de la résistance sociale, les organisations syndicales, politiques et associatives et tous ceux qui veulent réellement combattre les projets de Sarkozy. C'est ainsi que nous pourrions aider la dynamique de l'auto-organisation, avancer vers un front unique de la résistance sociale, aider les travailleurs et les jeunes à reprendre confiance et être en mesure d'agir concrètement tous ensemble dès les premières lois en juillet.

**Contacts : [resistancesociale@free.fr](mailto:resistancesociale@free.fr)**

*PS : À l'heure où nous bouclons ce journal, un projet d'appel au Forum et d'ordre du jour est en cours de discussion entre plusieurs organisations, qui se sont déjà mises d'accord pour qu'il ait lieu SAMEDI 7 JUILLET à Paris (Université Paris-III Censier).*

## **APPELS D'ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DEPUIS LE SECOND TOUR ET COMPTE-RENDU D'ACTIVITÉ DU Groupe CRI ET DE QUELQUES AUTRES ORGANISATIONS POUR PRÉPARER LA RÉSISTANCE SOCIALE**

*Le Groupe CRI n'a pas de très grands moyens, mais il fait tout ce qui est en son pouvoir pour concrétiser ses propositions en aidant à la préparation de la résistance sociale contre le programme du MEDEF. Pendant la campagne présidentielle, il a combattu pour l'unité des organisations qui se réclament de l'anti-capitalisme, à commencer par LO et la LCR, sur la base d'un programme anti-capitaliste cohérent et conséquent, seul apte à nourrir et préparer la résistance de la classe ouvrière et la jeunesse aux projets de la bourgeoisie, qui étaient portés avant tout par Sarkozy, Bayrou et Royal. Analysant la large victoire électorale de ces candidats au premier tour de la présidentielle, nous avons*

*confirmé notre appel au boycott du second tour en raison de la similitude des programmes proposés par Sarkozy et par Royal. La clarté sur cette question était en effet une condition politique fondamentale pour aider les travailleurs et la jeunesse à se préparer au combat contre le gouvernement qui devait de toute façon sortir des urnes avec un mandat du MEDEF, quel que soit le vainqueur officiel. (Cf. sur ce point notre déclaration d'entre-deux-tours ci-dessous, ainsi que nos articles sur le PS dans les deux précédents numéros du CRI des travailleurs.) Après le 6 mai, le Groupe CRI a fait tout ce qui était en son pouvoir pour participer à la mobilisation contre les projets de Sarkozy et proposer une*

*orientation politique aux jeunes et aux militants décidés à montrer sans attendre leur volonté de préparer la résistance sociale. Nous avons ainsi aidé à faire connaître largement les appels d'Assemblées générales et les informations sur la répression des manifestations spontanées après les résultats du second tour, et avons proposé des initiatives unitaires dès que c'était possible.*

Les deux premières Assemblées générales qui ont eu lieu, dès le lendemain du second tour, sont celles de Lyon et de Tolbiac. L'AG de Lyon a adopté l'Appel suivant :

### **Appel d'une AG de jeunes réunie à Lyon le 7 mai**

*Dès l'annonce de la victoire électorale de Sarkozy, des milliers de personnes ont manifesté spontanément dans les quartiers populaires comme dans les centres des grandes villes de France. Le lendemain, ce sont les lycéens qui sont descendus dans la rue pour exprimer leur révolte. Et le soir, les manifestations ont continué.*

*C'est la première fois de toute l'histoire de la Ve République que des manifestations massives s'opposent à la légitimité d'un président avant même qu'il ne soit investi. Et c'est justifié ! Le mode de scrutin, l'existence même d'un président de la république qui concentre entre ses mains des pouvoirs énormes, les manipulations et connivences médiatiques évidentes qui ont soutenu Sarkozy, sont fondamentalement antidémocratiques et évacuent de la représentation une large part de la société.*

*La réponse du pouvoir a été immédiate : des centaines d'arrestations, des dizaines de blessés. Nous exigeons la libération des emprisonnés, la levée immédiate des poursuites. Nous avons raison de nous révolter, car ce que nous promet Sarkozy, c'est :*

- les cadences infernales du « travailler plus pour gagner moins »*
  - la liquidation du droit de grève (service minimum, vote majoritaire dans les entreprises et les universités)*
  - la liquidation du contrat de travail (contrat unique sur le modèle du CPE/CNE refusé par la jeunesse et les salariés l'année dernière)*
  - la casse des retraites, du service public (santé, éducation, culture, etc.)*
  - la chasse accrue aux sans-papiers et à leurs familles*
  - l'alignement de la politique internationale de la France sur celle des U.S.A., en plus de la continuation du pillage néo-colonial en Afrique*
- Et pour faire passer tout cela, le renforcement de tous les dispositifs policiers et sécuritaires et la suppression des libertés publiques et des possibilités d'expressions.*

*Comme la majeure partie des travailleurs, des jeunes et des quartiers populaires qui n'ont pas voté pour lui, nous ne reconnaissons aucune légitimité à l'État Sarkozy. Les opprimés de ce pays doivent surmonter leur démoralisation présente pour faire face aux batailles à venir, qui seront décisives. Et ce n'est pas en négociant avec le futur gouvernement Sarkozy, que nous pourrions le mettre en échec.*

*Les manifestations spontanées ne suffiront pas pour mettre un coup d'arrêt aux attaques et faire tomber le pouvoir. Sur nos lycées, nos universités, dans nos entreprises et nos quartiers : organisons nous !*

*Manifestons massivement pour avertir le gouvernement à venir que nous ne laisserons rien passer, et pour redonner le moral à ceux qui l'ont perdu. Et, surtout, dès à présent, tissons les liens nécessaires pour l'avenir : c'est dans l'unité de la jeunesse et des salariés, avec toutes leurs organisations, et par la coordination nationale, que l'on pourra les faire plier ! L'exemple du CPE nous le montre.*

De son côté, le syndicat étudiant FSE Paris-I/Paris-IV (auquel participent des militants du Groupe CRI), avant même le résultat du second tour, avait lancé un appel à des Assemblées générales dès le 7 mai, quel que soit ce résultat. L'Assemblée générale proposée par la FSE à

l'Université de Tolbiac a fortement contribué à enclencher une dynamique de mobilisation dans plusieurs Universités, avec des AG rassemblant plusieurs centaines d'étudiants — jusqu'à 700 à Tolbiac. La volonté de combat des jeunes, qui s'exprimait en même temps par de multiples

manifestations quasi-quotidiennes dans les grandes villes, s'est traduite au plus haut point dans l'appel à la grève lancé par l'AG des étudiants de Tolbiac alors même que la situation n'était pas mûre pour sa réalisation et son extension :

#### **Appel de l'AG de la fac de Tolbiac en grève le 9 mai**

*Voté à une très large majorité par les 700 étudiants réunis en Amphi N.*

*Dès l'annonce de la victoire électorale de Sarkozy, des milliers de personnes ont manifesté spontanément. Les médias aux ordres ont sciemment minoré la révolte pour faire croire à l'unité nationale derrière Sarkozy. Révolte violemment réprimée par la police sarkozyste qui a procédé à des centaines d'arrestations. Nous exigeons la libération de tous nos camarades et l'arrêt de toutes les poursuites.*

*Nous avons raison de nous révolter car Sarkozy, à l'instar de Thatcher, veut briser le mouvement ouvrier, liquider les derniers acquis sociaux, et s'attaquer aux libertés démocratiques.*

*Dès juillet 2007, Sarkozy veut que le parlement décide : la destruction de l'université publique : sélection à l'entrée de l'université, sélection à l'entrée du master; hausse des frais d'inscription, attaques contre le statut des personnels. la liquidation du droit de grève : service minimum, obligation de voter à bulletins secrets pour décider de la continuation de la grève. Le durcissement des conditions du regroupement familial la mise en place de peines planchers pour les récidivistes*

*Et ce n'est qu'un début. Car Sarkozy a annoncé des conférences sociales en septembre pour associer les syndicats à la destruction du code du travail, avec notamment la mise en place du contrat de travail unique, instaurant la précarité pour tous.*

*Les manifestations spontanées, les luttes isolées, ne suffiront pas à stopper les mesures de Sarkozy. Nous lançons un appel à tous ceux qui veulent s'opposer à la politique de Sarkozy : ne cédon pas à la démoralisation ! Organisons nous dans nos lycées, dans nos universités, dans nos quartiers, dans nos entreprises, et construisons tous ensemble la grève générale qui seule peut empêcher Sarkozy d'appliquer son programme.*

*Nous appelons l'ensemble des étudiants à se réunir au plus vite en Assemblée générale et à nous rejoindre dans la grève, avec piquets de grève.*

*Nous lançons un appel à toutes les directions syndicales : il est de votre responsabilité de refuser toute concertation avec ce gouvernement, d'appeler les travailleurs à se réunir en Assemblée générale, et de dresser la perspective de la grève générale.*

*Nous saluons les travailleurs d'Airbus à Saint-Nazaire et à Nantes, qui sont en grève contre l'avis des principaux syndicaux. Nous lançons un appel à tous les travailleurs : rejoignez nous dans la grève, venez nous rencontrer à Tolbiac.*

*Nous sommes également solidaires des révoltes qui ont éclaté dans les quartiers populaires. Unissons nos forces pour combattre la politique patronale, autoritaire, raciste de Sarkozy !*

**Le mercredi 9 mai 2007 à 22h 46.**

La présidence ayant fermé l'Université, les piquets de grève n'ont finalement pas pu être mis en place le jeudi matin. Puis la présidence a fait rentrer massivement les non-grévistes, et un vote a décidé la levée de la grève dans l'après-midi. Mais la situation n'était de toute façon pas mûre pour

une grève durable : il s'agissait avant tout d'engager une dynamique politique de préparation de la résistance sociale. De fait, la mobilisation de Tolbiac a joué un rôle moteur, en permettant la tenue d'AG, réunissant parfois plusieurs centaines de personnes (Nanterre, Lyon,

Toulouse...) dans une dizaine d'Universités, où l'idée de préparer de grandes manifestations politiques contre les projets de Sarkozy a fait son chemin. C'est ce début de mobilisation qui a conduit des organisations politiques et syndicales de jeunesse à appeler aux manifestations du 16 mai :

#### **Appel unitaire d'organisations de jeunesse : Préparons dès maintenant la riposte à Sarkozy et son projet**

*Nous, organisations de jeunesse, nous opposons à Nicolas Sarkozy et à son projet. L'expulsion massive de sans-papiers, le projet d'un « ministère de l'immigration et de l'identité nationale » nourrissent le racisme et font passer les immigrés pour responsables de tous les maux. Le projet de mise en place d'un contrat unique de travail sur le modèle du CNE ne ferait que généraliser la précarité. Le renforcement de l'autonomie des universités et la sélection à l'entrée des facs seraient une nouvelle attaque contre l'éducation. L'objectif de Sarkozy est de remettre en cause l'essentiel des droits sociaux et démocratiques acquis depuis des dizaines d'années.*

*Face à ces attaques programmées contre les salariés et les jeunes, nous appelons les jeunes à s'organiser pour préparer la riposte, qui sera nécessaire. Nous nous battons pour une éducation ouverte à tous, quelle que soit l'origine sociale et quelle que soit la nationalité.*

*Nous nous battons pour que chaque jeune ait un emploi, un droit à l'avenir, un droit à un environnement vivable. Nous nous opposons à la criminalisation des mouvements sociaux et nous demandons l'amnistie des jeunes arrêtés arbitrairement alors qu'ils étaient descendus dans la rue contre Sarkozy et son projet.*

*Des milliers de jeunes ont manifesté dès le dimanche soir et des centaines d'étudiants et de lycéens se sont réunis en Assemblées Générales à Nanterre, Tolbiac, Toulouse...*

*C'est pourquoi nous exigeons :*

- L'arrêt des expulsions et la régularisation de tous les sans-papiers
- Non au Contrat Unique et abrogation du CNE : un CDI pour tous
- Pas touche au droit de grève !
- Non à la sélection et à l'augmentation des frais d'inscription à l'université

*Nous appelons à la constitution de Comités de Résistance ouverts à tous, dans toutes les facs, tous les lycées et quartiers, et nous appelons à des Assemblées Générales et à des réunions dans tous ces lieux.*

*Nous appelons à des manifestations dans toutes les villes de France le Mercredi 16 mai.*

*Nous invitons les organisations de salariés, les organisations politiques et associatives, à une réunion unitaire le Mardi 22 mai à 19 h à la Bourse du Travail à Paris, pour discuter de la perspective d'une grande manifestation.*

Le Groupe CRI, qui n'avait pas été invité à la réunion de ces organisations, a signé cet Appel dès qu'il en a eu connaissance, tout en regrettant l'horaire choisi pour la manifestation parisienne qui, en plein après-midi, empêchait la venue massive de travailleurs (en revanche, les manifestations de province étaient convoquées pour la plupart en début de soirée, avec dans certains cas la participation de militants syndicaux,

de la LCR, etc.). Nous avons ensuite participé à la préparation et à l'organisation de la manifestation parisienne, qui a rassemblé plus de 2000 jeunes et militants, pendant que celles de province en réunissaient plusieurs centaines dans une dizaine de grandes villes. À la fin de la manifestation parisienne, des représentants du MJCF, des JCR, d'AL et du Groupe CRI ont pris la parole à la fin de la manifestation parisienne.

Lors de l'Assemblée générale qui a suivi, réunissant 150 manifestants, un militant CRI a proposé le texte de synthèse des débats et propositions qui a été amendé et adopté (après vote contradictoire sur l'idée de « préparer la grève générale » et sur l'interpellation des organisations syndicales et politiques du mouvement social).

#### **Appel de l'AG parisienne du 16 mai**

*« L'Assemblée générale se félicite du succès de la manifestation qui a réuni 2 000 étudiants, jeunes, travailleurs contre le programme de régression sociale de Nicolas Sarkozy.*

*L'AG appelle à la poursuite de la mobilisation pour préparer la résistance sociale sans attendre : contre la casse des acquis sociaux ; contre la mise en cause du droit de grève ; contre le contrat de travail unique qui généraliserait la précarité ; contre la privatisation de l'éducation et les « pôles d'excellence » ; contre l'élévation de la productivité, pour les 300 euros pour tous ; contre les expulsions de sans-papiers, pour la régularisation de tous ; contre la répression des jeunes qui se mobilisent, militants, manifestants, pour l'amnistie de tous.*

*Il n'y a donc rien à négocier dans le programme de Sarkozy, mais il s'agit de le mettre en échec par un mouvement d'ensemble, de préparer la grève générale. C'est pourquoi l'AG*

- appelle à une nouvelle manifestation des jeunes et des salariés le SAMEDI 2 JUIN, suivie d'une nouvelle AG régionale ;*
- appelle les organisations syndicales et politiques du mouvement social à se joindre à cet appel ;*
- appelle à la tenue d'AG et de Comités de préparation de la résistance sociale partout où c'est possible (universités, lycées, quartiers, entreprises) et à leur coordination. »*

Par son orientation politique claire et son adoption en AG, cet appel fournissait un point d'appui important à la mobilisation commencée. Mais c'est alors que les organisations qui avaient convoqué les manifestations du 16 mai ont montré leur vrai visage : après avoir pourtant voté l'Appel de l'AG, notamment la décision de manifester le 2 juin (elle-même proposée au préalable par l'AG des étudiants mobilisés de Nanterre), elles ont capitulé sous la pression des gros

appareils des syndicats, du PCF et des organisations d'extrême gauche, tous d'accord pour refuser la moindre mobilisation avant les législatives. Les organisations de jeunesse ont en effet renoncé l'une après l'autre, le MJCF et les JCR ouvrant le bal, suivis par la CNT-FTE, AL, SUD-Étudiants, etc., à appeler à la manifestation du samedi 2 juin, violant ainsi le mandat de l'AG du 16 mai approuvé par leurs propres militants et dirigeants présents ! Au-delà des prétextes, ces organisations

ont montré ainsi leur manque de volonté politique, en étant incapables d'assumer jusqu'au bout leurs responsabilités en l'absence des principales directions du mouvement ouvrier.

Cependant, parmi les organisations qui avaient appelé au 16 mai, quelques-unes ont maintenu l'appel à manifester le 2 juin. Cela a été le cas à Limoges, où l'appel suivant a été lancé :

#### **Appel de Limoges à la manifestation du 2 juin**

*La Fatalité n'existe pas ! Seule la lutte paie !*

*Dès l'annonce de la victoire électorale de Sarkozy, des milliers de personnes ont manifesté spontanément dans les quartiers populaires comme dans les centres des grandes villes de France. Le lendemain, ce sont les lycéens qui sont descendus dans la rue pour exprimer leur révolte. Et le soir, les manifestations ont continué. Rapidement, les étudiants se sont organisés en assemblées générales dans les facs parisiennes (Paris 1, Paris 4, Paris 10...) et en province (Lyon, Marseille, Toulouse Mirail...) en vue de débattre et de s'organiser face aux politiques réactionnaires promises par le gouvernement.*

*La réponse du pouvoir a été immédiate : déchaînement des forces de l'ordre, résultats : plus de 600 arrestations, des dizaines de blessés. Ces arrestations arbitraires entraînent des peines visant à criminaliser tous les manifestants et à décrédibiliser leurs révoltes (comparutions immédiates avec des peines de prison ferme dans toutes les villes ...)*

*Nous exigeons la libération des emprisonnés, la levée immédiate des poursuites. Nous avons raison de nous révolter, car ce que nous promet Sarkozy, c'est :*

- Les cadences infernales du « travailler plus pour gagner moins » ;*
- La liquidation du droit de grève (service minimum, vote majoritaire dans les entreprises et les universités).*
- La liquidation du contrat de travail (contrat unique sur le modèle du CPE/CNE refusé par la jeunesse et les salariés l'année dernière).*
- La casse des retraites, du service public (santé, éducation, culture, etc.).*
- Rafles des sans-papiers et de leurs familles, création du ministère de l'identité nationale.*
- Aggravation du partenariat économique, qui sous couvert de développement, impose une politique impérialiste qui organise le pillage économique, culturel et intellectuel.*

*Pour faire passer tout cela, nous assistons depuis plusieurs années au renforcement de tous les dispositifs policiers et sécuritaires et la suppression des libertés publiques et des possibilités d'expressions.*

*Les acquis sociaux (santé, retraite, éducation, droit du travail...) ont été à chaque fois le résultat de luttes et de mots d'ordres portés par des mouvements populaires suffisamment massif pour les imposer et donc faire plier le patronat et le gouvernement à sa botte. Nous ne nous faisons aucune illusion sur ces élections.*

*Les opprimés de ce pays doivent surmonter leur démoralisation présente pour faire face aux batailles à venir, qui seront décisives. Et ce n'est pas en négociant avec le futur gouvernement Sarkozy, que nous pourrions le mettre en échec.*

*Les manifestations spontanées ne suffiront pas pour mettre un coup d'arrêt aux attaques et faire tomber le pouvoir. Sur nos lycées, nos universités, dans nos entreprises et nos quartiers : organisons-nous !*

*Mobilisons-nous massivement pour avertir le gouvernement à venir que nous ne laisserons rien passer, et pour redonner le moral à ceux qui l'ont perdu. Et, surtout, dès à présent, tissons les liens nécessaires pour l'avenir : c'est dans l'unité de la jeunesse et des travailleurs, avec toutes leurs organisations, et par la coordination nationale, que l'on pourra les faire plier !*

*Nous ne perdrons que les luttes que nous ne mènerons pas !*

*Rassemblement Samedi 02 Juin à 15h, Place d'Aine*

**AGEL-FSE, CGT-Jeunes, Groupe Jeunes LCR**

À Paris, ce sont la FSE et le Groupe CRI qui ont maintenu l'appel à manifester le 2 juin, bientôt relayés par la tendance intersyndicale Émancipation, le CILCA, la tendance PSL de la FSU et le syndicat SUD-Étudiants de l'École normale

supérieure. Il s'agissait à la fois de respecter la décision de l'AG du 16 mai et d'assurer la continuité de la mobilisation qui, quelles soient ses fluctuations, ne doit pas s'arrêter si l'on veut que les travailleurs et les jeunes puissent faire face aux

premières mesures du nouveau gouvernement en juillet. Le Groupe CRI a diffusé massivement un tract (disponible sur son site Internet) et fait circuler un courriel collectif et une lettre ouverte spécifique aux JCR :

### **Communiqué du Groupe CRI appelant à manifester le 2 juin**

*Le Groupe CRI appelle tous les étudiants, jeunes, travailleurs et organisations qui veulent préparer sérieusement la résistance aux projets de Sarkozy, à manifester SAMEDI 2 JUIN à 14 h 30, Paris, Place Blanche, M° Blanche*

*Cette manifestation a été proposée par l'AG des étudiants de Nanterre le 16 mai et décidée par l'AG qui a suivi la manifestation parisienne du 16 mai.*

*Rappelons l'appel adopté par cette AG de 150 personnes, y compris les militants des organisations qui avaient convoqué la manifestation du 16 mai (JCR, SUD-Étudiants, CNT, FSE, AL, CRI...) (...)*

*Le Groupe CRI s'indigne de l'attitude des organisations qui, après avoir voté l'Appel de l'AG du 16 mai, ont fait volte-face quelques jours plus tard en annonçant qu'elles n'appelleraient plus à la manifestation du 2 juin.*

*Il les appelle à reconsidérer leur position pour tenir leur engagement pris le 16 mai et respecter la décision d'une AG souveraine à laquelle elles ont elles-mêmes participé.*

*Dans le cas contraire, ces organisations auraient la lourde responsabilité d'avoir entravé un début très prometteur de mobilisation (manifestations spontanées après les résultats du second tour, AG dans plusieurs Universités, succès des manifestations du 16 mai appelées par les organisations de jeunesse dans plusieurs villes de France...).*

*A moins de poursuivre des intérêts qui ne sont pas ceux de la mobilisation contre les projets de Sarkozy, il n'y a aucune raison de reporter sine die (voire « en septembre » comme le proposent certaines organisations !) la décision de préparer immédiatement, pierre à pierre, la résistance sociale.*

*Tout au contraire, le nouveau gouvernement a annoncé clairement que plusieurs de ses projets passeront dès l'été (mise en concurrence des universités, mise en cause du droit de grève, mesures répressives...).*

*Comme le dit l'Appel du 16 mai, il est donc indispensable de convoquer des AG dès maintenant, partout où c'est possible, et de constituer des Comités de préparation de la résistance sociale, afin de pouvoir faire face à ces attaques dès qu'elles seront annoncées.*

*Les manifestations permettent de centraliser et de rendre publique régulièrement, dans chaque ville, ces indispensables premiers pas concrets vers la grande mobilisation qui surviendra tôt ou tard, avec d'autant plus de chances de succès qu'elle aura été préparée sans attendre.*

Groupe CRI

### **Lettre ouverte du Groupe CRI aux JCR**

*Camarades,*

*Nous avons contribué de façon unitaire avec d'autres organisations à appeler, organiser et assurer le succès de la manifestation du 16 mai contre la politique de régression sociale programmée par Sarkozy-Fillon. Cela partait du constat qu'il était nécessaire de commencer à construire « une opposition politique et sociale » à cette politique.*

*Le communiqué élaboré et signé au soir de la manifestation par toutes les organisations qui y avaient appelé traçait une perspective claire : « Nous pensons qu'il est de la responsabilité des organisations politiques, syndicales et associatives de préparer la résistance sociale. C'est pourquoi nous les invitons à une réunion unitaire le mardi 22 mai à 19h à la Bourse du Travail de Paris, pour discuter de la perspective d'une grande manifestation. »*

*De son côté, l'AG réunie au CICP avec 150 participants, dont les militants des organisations en question, a adopté un texte qui appelle notamment à une manifestation unitaire samedi 2 juin. Et vos militants ont voté cet appel.*

*Dans ces conditions, nous avons été abasourdis par la position que vos mandatés ont défendu lors de la réunion du 22 mai. Ils ont indiqué que les JCR n'appelleraient pas à la manifestation du 2 juin et ont proposé d'organiser une manifestation au mois de... septembre ! Cela nous semble une décision politiquement incompréhensible de votre part.*

*Vous savez très bien, comme nous, puisque Sarkozy l'avait annoncé dès son élection et que cela a été confirmé et précisé depuis, que le gouvernement a prévu de faire adopter toute une série de contre-réformes dès l'été lors d'une session extraordinaire du Parlement : cadeaux fiscaux aux riches, abaissement de la majorité pénale à 16 ans, peines automatiques pour les « multirécidivistes », durcissement des lois contre les étrangers et les immigrés, contre-réforme de l'université pour avancer dans sa soumission aux intérêts patronaux et sa privatisation, etc.*

*Vos mandatés ont invoqué comme seul argument pour justifier leur position la crainte qu'une nouvelle manifestation le 2 juin réunisse moins de monde que la première, ce qui serait « contre-productif ».*

*Pour notre part, nous ne voyons aucune raison pour qu'une nouvelle manifestation réunisse moins de jeunes et de travailleurs, sauf si moins d'organisations y appellent, la préparent et l'organisent. De ce point de vue, les choix de la LCR, votre organisation " mère ", sont essentiels. En effet, la candidature d'Olivier Besancenot, qui s'est positionné comme l'un des opposants le plus déterminés au programme de Sarkozy, a recueilli 1,4 million de voix. Il est clair que, si elle se joignait à l'appel, il y aurait à coup sûr non pas moins, mais plus de manifestants le 2 juin que le 16 mai.*

Or, selon une dépêche AFP du 9 mai, « l'ancien candidat LCR à la présidentielle, Olivier Besancenot, a déclaré mercredi qu'il désapprouvait les violences qui ont suivi l'élection de Nicolas Sarkozy, appelant plutôt à une journée de vigilance unitaire, fin mai, début Juin, pour contrer la politique de la droite ». Sans nous attarder ici sur la première partie de la citation, que nous désapprouvons, pourquoi la LCR n'a-t-elle même pas envoyé un représentant à la réunion du 22 mai qui avait justement pour perspective de « discuter de la perspective d'une grande manifestation » ?

Nous ne pouvons attendre ni du PS, ni des dirigeants des grandes confédérations syndicales, qui sont d'accord avec Sarkozy pour des réformes sous réserve de « concertation », qu'ils prennent l'initiative pour stopper la casse sociale qui s'annonce. Il y a à cela une raison de fond : le programme de Royal, soutenu par les principales directions syndicales, était sur la plupart des points très proche de celui de Sarkozy. Seuls les anticapitalistes peuvent prendre l'initiative, constituer un pôle de regroupement pour tous ceux qui veulent combattre cette politique destructrice (et ils sont nombreux) et par là préparer les nécessaires luttes de masses.

C'est pourquoi nous vous demandons de reconsidérer votre décision et d'appeler avec les organisations déjà signataires à la manifestation du 2 juin. Et nous pensons que vous avez un rôle crucial à jouer pour convaincre vos camarades de la LCR d'y appeler aussi.

Dans l'attente de votre réponse, salutations révolutionnaires,

Groupe CRI

Cette lettre ouverte et la pression de nombreux militants a permis que la direction des JCR revienne finalement sur sa décision en annonçant *in extremis*, moins de trois jours avant le jour dit, son appel à la manifestation du 2 juin. Cependant, il n'y a pas eu de tract JCR mobilisant réellement pour cette manifestation et cet appel n'a guère été diffusé (sauf par... le Groupe CRI !). En fait, seule une dizaine de militants des JCR sont venus manifester, ce qui est d'ailleurs tout à leur honneur individuel.

Dans ces conditions, préparée par une poignée de petites organisations, la manifestation parisienne du 2 juin ne pouvait être nombreuse... Mais elle a tout de même réuni 150 personnes (des étudiants, mais aussi des lycéens et des militants syndicaux de la CGT

et de la FSU), ce qui constitue un succès pour ses organisateurs et un acte politique d'autant plus important qu'il s'est heurté à un sabotage en règle de la part des organisations plus grosses. De plus, la détermination politique des manifestants a permis que la manifestation se déroule sans le moindre incident, déjouant les prédictions effrayées de certains groupes habitués à masquer sous l'accusation de « gauchisme » leur propre incapacité à prendre des initiatives indépendantes des appareils bureaucratiques... Pourtant, le déploiement policier considérable constituait une véritable provocation : le cortège était intégralement encadré par un cordon de gendarmes mobiles armés jusqu'aux dents (ils portaient même le fusil mitrailleur de l'armée

française en bandoulière !)... et bien plus nombreux que les manifestants ! Dans les quartiers populaires choisis pour la manifestation, de Place Blanche au Père-Lachaise, où vivent de nombreux travailleurs d'origine immigrée, il s'agissait de dissuader toute volonté de rejoindre les rangs des manifestants. Mais les passants, sidérés par un tel dispositif, n'en exprimaient pas moins leur sympathie en entendant les mots d'ordre qui exprimaient leurs propres revendications : « À ceux qui veulent virer les ouvriers, les ouvriers répondent : Résistance ! », « À ceux qui veulent karchériser les jeunes, les jeunes répondent : Résistance ! », « Non, non, non aux expulsions ! Pour tous, régularisation ! », etc.

#### Dépêche de l'AFP sur la manifestation du 2 juin

« Une centaine d'étudiants manifestaient samedi à Paris contre les projets annoncés ou pressentis sous la présidence de Nicolas Sarkozy, a constaté une journaliste de l'AFP. "Résistons aux projets Sarkozy", affirmait une banderole en tête du cortège, parti peu après 15h de la place Blanche (IXe) en direction du cimetière du Père Lachaise, entouré d'une très importante présence policière.

Le cortège, très calme, a défilé en scandant des slogans tels que "À ceux qui veulent virer les sans-papiers, les travailleurs répondent : Résistance !". Les manifestants entendaient également protester contre "la privatisation de l'éducation", "la remise en cause du droit de grève par un service minimum" et "le contrat de travail unique".

L'appel a été lancé lors d'assemblées générales d'étudiants, notamment par la FSE, la PSL-FSU ou encore le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). L'Unef, principal syndicat étudiant, n'avait pas appelé à manifester. »

Arrivés au Père-Lachaise, les manifestants se sont réunis devant le Mur des fédérés, ont écouté les

interventions des organisateurs et, obligés d'interrompre l'AG plus tôt que prévu en raison de la fermeture du

cimetière, ont néanmoins adopté le communiqué suivant, appelant notamment à une autre AG le 8 juin :

#### Appel de l'AG des manifestants du 2 juin

L'Assemblée générale réunie devant le Mur des fédérés suite à la manifestation parisienne du 2 juin se réjouit que 150 jeunes et travailleurs aient défilé conformément à la décision de l'AG précédente (16 mai), malgré la défection d'un certain nombre d'organisations.

Encadrés par un intolérable dispositif policier visant à empêcher tout contact entre les manifestants et la population de Place Blanche au Père Lachaise, les manifestants ont scandé notamment les mots d'ordre suivants :

- Ni concertation, ni négociation ! Dès maintenant, mobilisation !
- Service minimum ? Non, non, non ! Grève au maximum ? Oui, oui, oui !
- À ceux qui veulent briser le droit de grève, les travailleurs répondent : Résistance !
- À ceux qui veulent casser l'Code du travail, les travailleurs répondent : Résistance !
- À ceux qui veulent virer les ouvriers, les ouvriers répondent : Résistance !
- À ceux qui veulent karchériser les jeunes, les jeunes répondent : Résistance !
- À ceux qui veulent virer les sans-papiers, les travailleurs répondent : Résistance !
- Non, non, non aux expulsions ! Pour tous, régularisation !

- Sarko, démagog, valet de Parisot !
- Sarko, Parisot, ne touchez pas aux acquis sociaux !
- Heures supplémentaires ? Non, non, non ! Augmenter les salaires ? Oui, oui, oui !
- Police partout, justice nulle part !
- Etc.

L'AG appelle à poursuivre la dynamique d'auto-organisation et de préparation de la résistance sociale. Elle reprend à son compte l'appel du 16 mai et propose qu'une nouvelle AG se réunisse VENDREDI 8 JUIN à 17 h 30 à l'Université de Tolbiac.

L'AG appelle l'ensemble des organisations qui affirment vouloir combattre les projets de Sarkozy à se réunir au plus vite pour discuter des perspectives de lutte, qui ne sauraient attendre septembre, mais exigent de préparer la résistance aux premières mesures du nouveau gouvernement dès juillet.

C'est cette AG du 8 juin qui a adopté l'Appel au Forum de la résistance sociale publié ci-dessus. Le même jour, le journal de la bourgeoisie

*Le Figaro* publiait un article ignoble contre « l'extrême gauche radicale » et notamment contre la manifestation du 2 juin. Les organisateurs de celle-ci (à

l'exception des JCR, confirmant leur refus d'assumer leur « appel ») lui ont adressé la lettre suivante, demandant un droit de réponse, le 12 juin :

#### Lettre des organisateurs de la manifestation du 2 juin demandant un droit de réponse au *Figaro*

Monsieur le Directeur,

Organisateurs de la manifestation du 2 juin à Paris, nous sommes scandalisés de ce qu'en écrit votre journal du 8 juin, sous la signature de Jean Chichizola. Nous sommes connus dans le mouvement ouvrier et démocratique comme des partisans de la lutte de classe et de masse, prônant l'objectif de la grève générale, l'organisation démocratique par les Assemblées générales et les Coordinations (comme lors du mouvement anti-CPE). Nos publications respectives et nos actions sont publiques. Et nous défendons en toutes les libertés démocratiques, à commencer par le droit de s'organiser et de manifester.

Or, sous le titre « L'extrême gauche radicale tentée par la violence », votre article, affirmant s'appuyer sur des sources policières, se livre à toute une série d'amalgames entre « militants qualifiés d'"anarcho-autonomes" par les services de police », « bastions du mouvement anti-CPE », auteurs de « deux tentatives d'attentat, avec des engins incendiaires du même type, contre un pylône EDF dans les Bouches-du-Rhône et un relais TDF à Lyon », sur lesquels enquête « la sous-direction antiterroriste de la police judiciaire », etc. Par la confusion entretenue entre les différents types d'actes énumérés, il s'agit manifestement de provoquer chez le lecteur l'idée d'une identité entre « extrême gauche radicale », « criminels » et « terroristes ».

En ce qui concerne le 2 juin, l'article prétend que les individus qui ont « fait dégénérer des manifestations comme ce fut le cas les 6 et 16 mai dernier » auraient commis une nouvelle « tentative en ce sens (...) samedi dernier. C'était à Paris entre la place Blanche et le cimetière du Père Lachaise. » Puis il poursuit immédiatement : « Changeant de stratégie, ces partisans de l'action directe ont tout d'abord privilégié l'attaque de locaux de partis politiques toutes tendances confondues. En région parisienne, 35 permanences ont été prises pour cible (...). Seconde méthode (...): l'incendie volontaire. La section antiterroriste de la brigade criminelle est ainsi saisie de près de cent incendies de ce type (...). » Bref, l'article identifie tout ou partie des manifestants du 2 juin à des individus ayant attaqué des locaux de partis et à des incendiaires criminels.

Nous dénonçons solennellement cette contrevérité. La manifestation du 2 juin, autorisée par la Préfecture de police, organisée par nos soins, s'est déroulée sans le moindre incident. Une dépêche AFP du 2 juin le confirme [citation de la dépêche reproduite ci-dessus — NDR]. D'autres journalistes étaient présents, et aucun n'a fait état de quelque incident que ce soit.

Nous sommes donc fondés à affirmer que votre article contient des amalgames et des contrevérités relevant de la désinformation. Par la gravité de ses allégations diffamatoires, il constitue un appel à la répression et dresse l'opinion publique contre ceux qui ont manifesté le 2 juin, particulièrement contre nous, organisateurs. C'est pourquoi nous vous prions de publier dans un prochain numéro de votre journal, au titre de notre droit de réponse, la présente lettre.

Veillez croire, Monsieur le Directeur, en notre attachement aux libertés démocratiques et à la vérité des faits.

**Courant Intersyndical Lutte de Classe Antibureaucratique (CILCA),  
Émancipation Tendance Intersyndicale,  
Fédération Syndicale Étudiante (FSE),  
Groupe Communiste Révolutionnaire Internationaliste (CRI),  
Pour un Syndicalisme de Lutte (PSL, tendance de la FSU),  
Syndicat SUD-Étudiant de l'École normale supérieure (ENS-Paris)**

À lui seul, l'article du *Figaro* suffirait à prouver que la bourgeoisie ne craint rien tant que l'activité des « minorités agissantes », c'est-à-dire en fait des militants, car ceux-ci peuvent jouer un rôle majeur quand ils s'unissent non pour des actes isolés

sans perspective, mais pour essayer de mobiliser les masses. Cela passe par une clarification politique, la critique de l'orientation des principales directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier (« extrême gauche » comprise), mais aussi par la capacité à prendre ses

responsabilités par des propositions et initiatives concrètes visant à rassembler les organisations et à aider les travailleurs et les jeunes à s'auto-organiser sur une base politique la plus avancée possible.

**Nina Pradier**

TRACT DU CILCA SOUTENU PAR LE Groupe CRI

**FACE À SARKOZY ET SON GOUVERNEMENT KÄRCHER CONTRE LES ACQUIS SOCIAUX ET LES LIBERTÉS :**

**OUI À LA LUTTE UNITAIRE DES SALARIÉS, DES CHÔMEURS ET DES JEUNES, NON À LA « CONCERTATION » SOCIALE !**

## Tract du Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de Classe Antibureaucratique (2 juin)

Avant même son intronisation officielle du 16 mai, Sarkozy, sûr de compter sur leur coopération active, a reçu les dirigeants des principaux syndicats dans le cadre d'une grande « concertation » préparatoire à ses contre-réformes. Seule la FSU n'a pas été reçue, mais elle a cru bon de s'en plaindre amèrement... Les déclarations des dirigeants syndicaux à la sortie de ces entrevues ont vraiment de quoi inquiéter les travailleurs, légitimement alarmés par les mesures anti-sociales et anti-démocratiques que Sarkozy n'a cessé d'annoncer durant toute la campagne électorale (mise en cause du droit de grève, contrat de travail unique, attaques aggravées contre les retraites, la sécurité sociale, contre l'école publique et l'Université, répression accrue contre les sans-papiers et contre tous ceux qui combattent sa politique...).

Sans parler de la CFDT ou de l'UNSA, syndicats depuis longtemps acquis à une collaboration de classe ouverte, comment comprendre qu'un Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, puisse déclarer benoîtement avoir reçu l'assurance qu'« *il n'y aurait pas de mesure unilatérale prise dans les prochaines semaines* » (*Le Monde* du 16 mai) ? Comment comprendre qu'il convienne que la question du service minimum et du droit de grève n'est pas à traiter « *au niveau interprofessionnel* », alors qu'un responsable syndical digne de ce nom devrait déclarer clairement son refus de toute mise en cause du droit de grève, quelles que soient les branches concernées ou les modalités envisagées ? Comment accepter qu'il ose affirmer que « *l'exigence de démocratie sociale ne vise pas à s'opposer à la légitimité politique* » (*Le Monde* du 11 mai), ce qui revient à nier la nécessité de la lutte de classe ouvrière ?

De même, comment comprendre que Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, au nom d'une conception toute formelle de la démocratie et de l'indépendance syndicale, mette en avant « *le respect du suffrage universel* » pour affirmer

lui aussi que l'ouverture prétendument manifestée par Sarkozy devra être jugée sur les actes et en fonction de l'application de la loi dite « de modernisation sociale » — loi votée par l'UMP en février 2007, arme de guerre contre un véritable syndicalisme de lutte de classe ? Comme si Sarkozy, dans ses nombreuses fonctions ministérielles passées et toutes récentes n'avaient montré par des actes justement quel était le fond de sa politique de régression sociale et de répression !

Une preuve de la duplicité de ce nouveau gouvernement de guerre contre les salariés et la jeunesse a été administrée par exemple le 23 mai par le Premier ministre François Fillon : en annonçant brutalement qu'une loi sur l'Université allait être votée au mois de juillet, celui-ci a opposé indirectement une fin de non-recevoir à la demande d'entrevue et de concertation que les dirigeants du SNESup-FSU, vexés de ne pas avoir été de la « fête » consensuelle organisée le 11 mai, avaient adressée à Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche...

Bref, au lieu de préparer les travailleurs à la lutte, les directions bureaucratiques des principales organisations syndicales tentent une fois de plus de nous entraîner dans la voie sans issue du « syndicalisme rassemblé », celui des « diagnostics partagés » et des concertations avec un patronat et un gouvernement de choc. Elles agissent ainsi conformément aux orientations désastreuses de la CES et de la CSI, dont sont membres la CFDT, FO et la CGT et auxquelles la direction de la FSU tente de convaincre les militants d'adhérer.

Face à cela, le CILCA appelle tous les militants attachés au syndicalisme véritable à se concerter et à agir dans l'unité pour que les travailleurs actifs, retraités, privés d'emploi, les sans-papiers, les jeunes, s'organisent pour préparer sans attendre les luttes de demain. Pour être victorieuses,

celles-ci devront nécessairement se dérouler sous les formes qui ont toujours fait la force des travailleurs (assemblées générales, comités de lutte, grèves, occupations...) et sont seules capables de contraindre les directions syndicales à engager dans l'unité la nécessaire riposte massive contre les attaques présentes et à venir.

C'est dans cet esprit que le CILCA appelle les jeunes et les salariés à participer à la

### Manifestation SAMEDI 2 JUIN à 14 h 30, Paris, Place Blanche

Cette manifestation, décidée par l'Assemblée générale parisienne qui s'est tenue après la manifestation le 16 mai est appelée entre autres par la Fédération Syndicale Étudiante (FSE) et par Émancipation, tendance intersyndicale de l'Éducation. Il s'agit de s'opposer au programme de réaction sociale de Sarkozy sur les mots d'ordre suivants :

- Non à la mise en cause du droit de grève !
- Non au contrat de travail unique qui généraliserait la précarité !
- Non à la privatisation de l'éducation et les « pôles d'excellence » !
- Non à l'élévation de la productivité, pour les 300 euros pour tous !
- Non aux expulsions de sans-papiers, pour la régularisation de tous !
- Non à la répression des jeunes qui se mobilisent, pour l'amnistie de tous !

### REJOIGNEZ LE CILCA !

Site Internet :

<http://courantintersyndical.free.fr>

Courriel :

[courantintersyndical@free.fr](mailto:courantintersyndical@free.fr)

Téléphone :

06 66 25 16 65

APPEL SOUTENU PAR LE Groupe CRI

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LES PARTICIPANTS AU  
FORUM « POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE »

(Paris, 26 mai 2007)

*Adoptée par 150 militants syndicaux rassemblés en « Forum pour un Syndicalisme de Classe et de Masse », le 26 mai 2007 à Paris, à l'initiative des collectifs syndicaux CL CGT, CUFSC, CGT-E DALKIA, CILCA, le Blog Où Va La CGT, la FSE Paris-I/Paris-IV, avec le soutien du collectif CGT des Métallos du Nord.*

Après avoir procédé à une analyse approfondie de la situation du mouvement social et syndical, les militants syndicaux réunis au Forum **déclarent** :

1. Renforcer la concertation et la coordination des pôles d'opposition et de résistance (syndicats de base, UL, UD de la CGT et d'autres syndicats, collectifs, militants) afin de constituer un **regroupement pour le syndicalisme de classe et de masse contre la collaboration de classe du « syndicalisme rassemblé »**, **d'accompagnement des politiques capitalistes nationales, européennes et internationales**. Ce regroupement, **identifié par une adresse postale et une adresse électronique, a pour but de :**

• Redonner confiance aux travailleurs dans leur capacité d'action contre les agressions des patrons et de l'État capitaliste, pour la défense des acquis de 1936, 1945 et 1968, et pour la conquête de nouveaux droits

• **Populariser l'arme de la grève comme moyen de lutte pour la défense des intérêts matériels et moraux immédiats des travailleurs, mais aussi pour ouvrir des perspectives anti-capitalistes**

• Renforcer le courant syndical de classe et de masse au sein des syndicats, jusqu'à la refondation d'une centrale ouvrière de lutte de classe, unifiée et démocratique, renouant avec les principes qui ont présidé à la création de la CGT

• Lutter contre la criminalisation de l'activité syndicale, des militants syndicaux et associatifs, pour la défense des jeunes poursuivis en justice suite aux diverses mobilisations.

2. Organiser une campagne nationale **contre la Sécurité Sociale Professionnelle, pour la défense du droit de grève, contre le contrat unique de travail**, et autres projets de SARKOZY et du MEDEF.

3. Renforcer la solidarité anti-impérialiste et d'exercer une vigilance accrue sur le syndicalisme international, notamment vis-à-vis de CES et de la CSI, organisations auxiliaires de l'UE et de l'impérialisme.

4. Éditer et diffuser régulièrement un **bulletin de liaison** — en version

papier et par voie électronique — pour :

• populariser les luttes et contribuer à organiser la solidarité militante et financière avec les travailleurs en grève

• favoriser la convergence inter-professionnelle des luttes, contre la dispersion des luttes encouragée par les directions syndicales collaboratrices de classe

• diffuser des matériaux d'analyse et d'éducation syndicale sur des bases de classe, des contributions et échanges entre collectifs et militants pour contrer le travail de déséducation marqué par l'esprit d'accompagnement et de capitulation.

5. Élaborer, avec les travailleurs en lutte (salariés en activité du privé et du public, privés d'emploi, retraités), une **plate-forme syndicale** comme outil de défense des acquis et de conquête de nouveaux droits, mais aussi comme base d'un **programme revendicatif national et unificateur** des luttes pour défendre des intérêts et aspirations convergentes : salaires, conditions de travail, retraites, défense de l'emploi, lutte contre le chômage et la précarité, refus des licenciements, lutte contre le racisme, refus des privatisations, refus des guerres impérialistes.

**6. Organiser un second Forum du Syndicalisme de Lutte de Classe et de Masse avant fin 2007.**

---

CONTRIBUTION DU CILCA SOUTENUE PAR LE Groupe CRI

## PRÉSENTATION DU CILCA ET CONTRIBUTION AU FORUM DU SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE

### I. Présentation du CILCA

Le CILCA (Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de Classe Antibureaucratique) a été fondé le 4 février 2006. Il rassemble à ce jour des militants de la CGT, de la FSU, de SUD et de la FSE (étudiants). Sa base constitutive est un « *Appel aux militants syndicaux, syndicats et tendances syndicales qui se prononcent* : • **Pour la lutte de classe, contre la collaboration de classe sous toutes ses formes** ; • **Pour la coordination des luttes, pour la grève générale** ; • **Pour vaincre le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy sans attendre 2007 et contre**

*tout autre gouvernement au service du capital.* »

Près de seize mois plus tard, face à la mise en place du gouvernement Sarkozy décidé à infliger une défaite majeure à la classe ouvrière, cet Appel est d'une actualité encore plus brûlante :

« **Les luttes des travailleurs vont de défaite en défaite, sans pouvoir empêcher la destruction des acquis sociaux, les privatisations, les plans de licenciements, les rafles de "sans-papiers", la répression des syndicalistes, des lycéens et des jeunes, etc.** »

*Ces défaites, qui conduisent au découragement, ne sont pas dues au manque de volonté des travailleurs et des opprimés, ni à la seule force (du) gouvernement (...), mais avant tout aux trahisons et à la collaboration de classe des principales directions du mouvement ouvrier.*

*(...) Nous constatons qu'il n'y a, à ce jour, aucune coordination et même aucune discussion entre les militants syndicaux lutte de classe et que cela limite considérablement l'efficacité de nos efforts respectifs pour combattre le patronat, le gouvernement et la collaboration de classe. Il ne s'agit pas de nier nos divergences, mais nous sommes convaincus que, dans l'intérêt*

supérieur des travailleurs, ces différences ne sauraient justifier plus longtemps que l'on s'abstienne d'agir ensemble dans ce sens.

C'est pourquoi nous considérons qu'il est de notre devoir de nous réunir immédiatement, sans autres préalables que les trois points énoncés ci-dessus, dans le **but d'agir ensemble à l'intérieur de nos syndicats et organes unitaires de lutte à tous les niveaux, ainsi que dans nos lieux de travail.**

Pour notre part, nous proposons la constitution d'un courant intersyndical interprofessionnel de lutte de classe et antibureaucratique, qui ne soit en aucun cas l'émanation d'une organisation syndicale ou politique particulière, mais qui fonctionne comme un **cadre commun de débat et de combat, comme un instrument de coordination et d'action capable de rassembler tous les militants et responsables syndicaux décidés à contribuer à la lutte de classe la plus résolue.** »

L'Appel constitutif du CILCA se termine par la proposition d'un « **programme** » **concis de revendications** pour « *combattre le patronat et tous les gouvernements au service du capital, en aidant à l'unification des luttes* », et par l'affirmation résolue du « **choix des méthodes efficaces de la démocratie ouvrière** ».

Ce cadre à la fois exigeant quant aux principes et ouvert par sa démarche a permis une intervention concrète immédiate du CILCA dans la lutte de classe :

- Mouvement contre le CPE, la CNE et la LEC (participation aux AG, manifestations et Coordinations nationales étudiantes, distribution de dizaines de milliers de tracts pour la grève générale...);
- Préparation du 48<sup>e</sup> congrès de la CGT et campagne contre la « Sécurité sociale professionnelle »;
- Combat internationaliste contre l'intervention israélienne au Liban;
- Solidarité avec les travailleurs mal-logés expulsés de Cachan;
- Lutte contre la privatisation de GDF;
- Préparation des congrès de la FSU et du SNES;
- Participation aux actuelles AG et manifestations contre Sarkozy...

*L'ensemble des textes d'analyse et d'orientation qui ont servi de base à ces interventions diverses, ainsi que*

*des contributions de militants, se trouvent sur le site du CILCA (<http://courantintersyndical.free.fr>) et sont désormais rassemblés dans une brochure de 64 pages disponible au prix de 2 euros.*

## **II. Pour une Coordination nationale du syndicalisme de classe et de masse**

Cependant, sa capacité à intervenir dans les luttes concrètes et les combats syndicaux n'empêche pas que le CILCA se soit toujours conçu comme une **structure ouverte, évolutive, et même provisoire.** Conformément aux constats et objectifs qui ont présidé à sa fondation, il ne s'agit en aucun cas de s'auto-proclamer comme le seul noyau de militants syndicaux lutte de classe ou comme détenteur de solutions miracles pour œuvrer à la reconstruction du syndicalisme de classe et de masse.

C'est pourquoi, depuis sa fondation, le CILCA a immédiatement et constamment **sollicité d'autres structures de militants syndicaux lutte de classe et participé aux réunions et initiatives** qui lui semblaient aller dans le sens de notre cause commune, en particulier lors du 48<sup>e</sup> congrès de la CGT. Et c'est donc tout naturellement qu'il a participé à la préparation de ce Forum, à la rédaction et à la diffusion massive de l'Appel, à l'élaboration des textes soumis à la discussion, etc.

**Le fait même que ce Forum se tienne à l'initiative conjointe de cinq collectifs de militants syndicaux de traditions diverses et de deux syndicats de lutte, est un pas en avant considérable.** Cela prouve qu'il est possible de commencer à militer ensemble de façon pratique. C'est d'ores et déjà une base solide pour poser la question d'aller plus loin.

Pour sa part, le CILCA estime que l'objectif peut et doit être la fondation, dès que possible, d'une **Coordination nationale du syndicalisme de classe et de masse.** En effet, aucun des collectifs actuellement existants ne peut prétendre porter à lui seul, avec ses seules idées, analyses et propositions (sans parler de la taille !), la renaissance du syndicalisme de classe et de masse. Il nous semble donc qu'il faut aller vers la construction d'un véritable courant organisé, seul capable d'intervenir efficacement dans les luttes et dans les syndicats. La diversité des origines et traditions est réelle, mais elle n'est pas

telle qu'il ne soit pas possible de **militer ensemble sur la plupart des questions de la lutte de classe.** Le cadre à la fois structuré et souple d'une Coordination, parce qu'il permet cela sans empêcher pour autant l'expression des différentes sensibilités, semble le plus adéquat à la situation historique actuelle. Pour le CILCA, la proposition, faite en commun par tous les organisateurs, de constituer un « regroupement » des collectifs, militants et syndicats de lutte de classe, peut être une étape dans cette direction.

En tout cas, pour concrétiser les points d'accord fondamentaux, il faudra que nous soyons capables d'intervenir ensemble dans la lutte de classe. C'est pourquoi le CILCA estime que **notre regroupement doit se doter rapidement d'une plateforme d'action et d'une résolution sur les méthodes de lutte** à proposer aux militants syndicaux, aux syndicats et aux travailleurs en lutte. Les premiers textes distribués aux participants et discutés cet après-midi vont dans ce sens. À partir des propositions des organisateurs et des interventions des participants, il est possible d'avancer rapidement dans les prochaines semaines : le CILCA propose de fixer l'objectif que ces textes fondamentaux soient prêts pour la rentrée sociale, car nous avons ensemble la **responsabilité majeure de faire des propositions concrètes** pour combattre les attaques brutales du nouveau gouvernement, qui commenceront même dès juillet.

Il nous semble que la méthode à adopter pour l'élaboration, la discussion et l'adoption des textes peut être la même que celle qui a permis aux organisateurs de proposer ensemble l'Appel du Forum et les textes soumis au débat, en s'élargissant maintenant à tous les participants du Forum (collectifs ou individuels) qui le souhaiteront :

- D'une part, nous pouvons **approfondir notre recherche collective du maximum de points d'accord**, en les formalisant dès que possible sous la forme de textes communs massivement diffusés, afin de faire face aux urgences sociales et politiques de la lutte de classe ;

- D'autre part, nous pouvons **prendre le temps d'approfondir la discussion sur les points de désaccord**, pour tenter de se convaincre mutuellement et, si c'est impossible, pour que l'intervention particulière des différents collectifs sur

---

ARCHIVE 1 : DÉCLARATION DU Groupe CRI APRÈS LE PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE

## NI SARKOZY, NI ROYAL ! BOYCOTTAGE ÉLECTORAL ! LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À CHOISIR LA SAUCE À LAQUELLE ON VEUT LES MANGER... MAIS À SE PRÉPARER AU COMBAT !

**Le premier tour a été marqué par une nette victoire des candidats bourgeois**, à commencer par ceux de droite :

- Sarkozy, candidat de la majorité UMP et du gouvernement sortants, arrive largement en tête, avec 31,11 % des voix, score le plus élevé d'un candidat de droite depuis 1974.

- Bayrou, candidat de l'UDF, autre composante de la majorité sortante élue en 2002 (quelles que soient ses rodomontades par la suite), triple ses voix et arrive en troisième position, avec 18,55 % des suffrages, dont une partie des voix de « gauche ».

- Royal, candidate de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie de « gauche » (PS, MRC, RdG), recueille 25,83 % des voix, raflant la plupart de celles des Verts et du PCF et, en termes absolus, plus du tiers des suffrages d'extrême gauche de 2002.

- Les candidats du Oui au référendum du 29/05/05 rassemblent 77 % des voix, alors que le Non l'avait emporté à 55 %.

- En revanche, les candidats du mouvement ouvrier ou liés au mouvement ouvrier (Besancenot, Laguiller, Buffet, Bové et Schivardi) ne totalisent que 9 % des voix, contre près de 14 % en 2002 ; à l'exception de Besancenot (qui baisse légèrement en pourcentage, mais gagne 280 000 voix), ils sont laminés.

### **Le principal vainqueur du premier tour, c'est l'État bourgeois**

**Mais la victoire de la bourgeoisie n'est pas seulement celle de ses serviteurs individuels : c'est surtout celle de son État.** Bien qu'elles aient été marginalement critiquées par Bayrou et Royal, les institutions de la Ve République sortent renforcées de l'élection (alors qu'elles avaient été ébranlées le 21 avril 2002). Pour mener sa politique, le futur gouvernement pourra se prévaloir d'une « légitimité démocratique » formelle : les candidats qualifiés pour le second tour ont recueilli à eux deux près de 57 % des voix (soit deux fois

plus que Chirac et Jospin réunis en 2002) et près de 84,6 % des électeurs sont allés voter (avec seulement 1,44 % de bulletins blancs ou nuls et après une forte vague d'inscription sur les listes électorales). Tirant les conséquences du 21 avril 2002, avec une campagne bien orchestrée, des promesses de « changement » ou de « rupture » et bien d'autres fioritures, les partis, les médias et les sondages de la bourgeoisie n'ont pas réussi à enthousiasmer les masses, mais ils ont su faire croire que ces élections pourraient changer un peu les choses en mieux, ou du moins ralentir la dégradation de la situation.

En particulier, Sarkozy a réussi à être le candidat le plus crédible de la bourgeoisie, parvenant à convaincre une bonne partie de l'électorat bourgeois et petit-bourgeois d'extrême droite de lui faire confiance pour mettre en œuvre réellement une partie de ce que Le Pen préconise en paroles depuis 25 ans. (En revanche, les électeurs populaires de Le Pen lui sont globalement restés fidèles, puisqu'il a recueilli 24 % des voix des ouvriers, presque comme en 2002, et a moins régressé dans les départements très populaires comme la Somme ou le Pas-de-Calais : le FN est donc loin d'être mort !)

De son côté, Bayrou a capté des électeurs de droite effrayés par le style et les méthodes de Sarkozy, mais aussi des électeurs de gauche déboussolés par la similitude des programmes de Royal et Sarkozy et désireux d'un « changement » qu'ils conçoivent de manière confuse, faute de conscience de classe (c'est le cas de nombreux enseignants et membres des classes moyennes).

Quant à Royal, elle a en revanche bénéficié du prétendu « vote utile » des électeurs de la « gauche de la gauche », qui ont voté pour elle non parce qu'ils adhéraient à son programme, mais avec l'illusion de pouvoir battre Sarkozy par ce biais.

**En réalité, ce n'est donc nullement la « démocratie », les « idées » et les « projets », mais bien**

**l'illusion et la peur, qui sont les clés du vote du 22 avril 2007.**

### **La responsabilité des organisations du mouvement ouvrier**

Mais la stratégie des partis et des médias de la bourgeoisie n'explique pas tout : il n'était pas fatal que celle-ci emporte une victoire électorale aussi imposante. En réalité, *les directions des organisations du mouvement ouvrier ont une responsabilité majeure dans ce résultat.* Les conditions étaient réunies pour engager une grande dynamique de regroupement ouvrier et anti-capitaliste, après cinq ans d'attaques de Chirac-Sarkozy contre les travailleurs, avec un programme extrêmement droitier du PS et en s'appuyant sur la mobilisation pour le Non au référendum de 2005, sur les émeutes des jeunes des quartiers populaires à l'automne 2005 et sur le grand mouvement anti-CPE de 2006. Cela aurait permis de commencer à reconstruire la conscience de classe.

**Or, les directions des organisations du mouvement ouvrier ont refusé de s'unir sur la base d'un programme anti-capitaliste cohérent et conséquent.** Le PCF, principale force politique organisée du mouvement ouvrier, est le plus grand coupable : en impulsant une orientation « anti-libérale » qui n'était qu'un nouvel avatar du réformisme le plus illusoire, la direction du PCF a voulu préserver ses liens privilégiés avec le PS, pour sauver ses élus et son appareil à l'occasion des élections de 2007 et 2008. Dès lors, elle a conduit la LCR à rompre (à juste titre) les discussions, avant que les manœuvres d'appareils n'achèvent la dislocation, le PCF et les partisans de Bové décidant finalement de mener leur campagne « anti-libérale » chacun de son côté. **Leur débâcle électorale est donc le produit inévitable du programme et des manœuvres des « collectifs anti-libéraux » :** refusant de rompre avec le réformisme, cultivant des illusions sur le PS (au-

delà de leurs critiques contre Royal) et présentant deux candidats sur le même programme, ils se sont condamnés à une orientation sans la moindre crédibilité possible, quel que soit par ailleurs les poids du « vote utile ».

**Mais les organisations dites d'« extrême gauche » ne sont pas en reste.** LO, le PT et la LCR n'ont même pas essayé de discuter ensemble, à quelque moment que ce soit, pour essayer de se mettre d'accord sur la base d'un programme anti-capitaliste conséquent (c'est la ligne que, pour sa part, le Groupe CRI a défendue). Chacun a décidé de faire campagne dans son coin, mais aucun n'a défendu un tel programme :

• **Si le PT a raison de ne pas appeler à voter Royal au second tour, cela n'efface pas le fait qu'il ait franchi la frontière de classe au premier :** en impulsant la candidature d'un petit patron, Gérard Schivardi, sur la base d'un « programme » réduit à la dénonciation de la seule Union européenne (sans le moindre mot contre le capitalisme ou contre l'État français), il a sombré dans un lamentable nationalisme républicain petit-bourgeois et un prétendu « front unique » avec des maires de droite. En perdant des voix par rapport à 2002, le PT ne peut même pas justifier son renoncement aux principes de classe par une quelconque efficacité. C'est manifestement pour éviter le contrecoup prévisible de ce « résultat », c'est-à-dire la réaction critique des militants, que la direction du PT a sorti de son chapeau — comme elle le fait tous les dix ans environ ! — le projet d'un prétendu « nouveau parti ouvrier ». Certes, s'il s'agissait d'ouvrir la discussion avec les autres organisations qui se réclament de la lutte de classe, le projet d'un nouveau parti ouvrier anti-capitaliste pourrait être intéressante. Mais le but est manifestement d'aller vers... un nouveau nom du PT réuni avec lui-même... et affublé de quelques maires ! Sur le fond, il s'agit de cristalliser l'orientation de la campagne Schivardi comme seule et unique ligne du PT, toujours plus éloignée des principes de classe prolétariens. Il faut espérer que les militants réagiront contre ce nouveau pas en avant vers la liquidation de leur propre parti, impulsée par leur direction révisionniste.

• **Lutte ouvrière a mené une campagne routinière, sans saveur, sur la base d'un programme encore plus réformiste que d'habitude.** Au refus de tracer la perspective d'une rupture avec le capitalisme et d'un

gouvernement des travailleurs, est venue s'ajouter cette fois une présentation de Royal comme « moins pire » que Sarkozy. Alors que le succès de LO en 1995 et en 2002 (où A. Laguiller avait dépassé les 5 % des voix) avait reposé sur l'indépendance à l'égard du PS et sur une dénonciation systématique de sa politique, LO a renoncé à ce qu'elle avait à dire d'intéressant et déboussolé les travailleurs qui lui faisaient confiance, au moment même où la pression du prétendu « vote utile » se faisait plus forte que jamais ! En cédant à cette pression, en préparant ouvertement, depuis l'automne, son appel à voter pour Royal au second tour, LO a conduit des centaines de milliers de travailleurs à choisir Royal dès le premier ! Dans son communiqué du 22 avril, A. Laguiller dénonce certes le programme de Royal et prédit que, « si elle est élue, elle ne sera pas pire que Sarkozy, mais elle ne sera pas meilleure »... mais elle ne s'appelle pas moins à voter pour la candidate du PS, en arguant *uniquement* de sa « solidarité » avec ceux qui veulent battre Sarkozy ! Comment une organisation qui détermine son orientation *uniquement* à partir des peurs des travailleurs, au lieu de les aider à dégager une ligne indépendante et à prendre confiance dans leurs propres forces, peut-elle se dire marxiste et révolutionnaire ? Là encore, il appartient aux militants de tirer les conséquences de ce virage à droite sans précédent et de la débâcle électorale qui en résulte.

• **La LCR, enfin, a mené une campagne réformiste analogue à celle de LO, mais avec beaucoup plus de talent.** Le dynamisme, la jeunesse, la verve de son candidat lui ont permis de compenser l'effet du prétendu « vote utile » en gagnant notamment des étudiants et des jeunes travailleurs. Électoralement, cela montre à une petite échelle ce qu'il aurait été possible de réaliser en grand si la campagne avait été unitaire et énergique. Cependant, **le refus de défendre la perspective d'un gouvernement des travailleurs et la distinction permanente entre Sarkozy et Royal débouchant sur l'appel à voter pour celle-ci au second tour, marquent les limites de cette campagne :** si le vote Besancenot signifie en lui-même le refus du programme de Royal et la volonté de combattre de travailleurs et de jeunes particulièrement conscients et courageux, la campagne de la LCR n'aura guère contribué à les élever

jusqu'à une conscience révolutionnaire.

**Ni Sarkozy le choléra,  
ni Royal la peste :  
refusons ce vote de mascarade !**

**Au second tour, les travailleurs et les jeunes sont plus que jamais enfermés dans la mascarade anti-démocratique de la Ve République,** qui prétend les forcer à « choisir » entre deux représentants de la bourgeoisie. De fait, nous n'avons pas le moindre intérêt à voter davantage pour Royal que pour Sarkozy : refusons massivement d'aller voter le 6 mai, pour montrer notre refus de cette mascarade !

**Les programmes des deux candidats ne sont pas fondamentalement différents,** de même que les attaques des gouvernements Raffarin et Villepin s'inscrivaient dans la stricte continuité de celles du gouvernement Jospin, si clairement sanctionnées par les travailleurs le 21 avril 2002. Le PS a mené une politique de contre-réformes systématiques en dirigeant l'État bourgeois pendant la plus grande partie du dernier quart de siècle, car il est acquis *autant* que l'UMP au capitalisme et au libéralisme. Aujourd'hui, **Royal ne s'engage même pas à abroger les lois de régression sociale de la droite.** Au contraire, elle promet une politique bien pire encore que celle de Jospin en 1997-2002 : elle s'engage au respect scrupuleux des exigences du MEDEF et des règles de l'Union européenne, les cinq premières de ses 100 propositions sont des exonérations de charges sociales, elle refuse de revaloriser davantage le SMIC que ne l'a fait le gouvernement de droite chaque année depuis 2002, elle prévoit la mise en place d'un « contrat première chance » qui est une resucée du CPE de Villepin balayé par la grève générale étudiante en 2006, etc.

**Faut-il considérer cependant que les méthodes de Sarkozy et de Royal seraient différentes ?** Même si c'était vrai, les travailleurs n'auraient pas à choisir le flacon de leur détresse ! Mais qu'en est-il en fait ? Certes, Sarkozy voudrait remettre en cause le droit de grève, amplifier les attaques contre les jeunes, les sans-papiers, les immigrés en général, etc. Un gouvernement de Royal serait peut-être moins brutal dans un premier temps, mais rien n'indique qu'il le serait à moyen terme, et il serait en tout cas d'emblée *plus pervers : plus encore que Sarkozy, sa méthode*

consisterait avant tout à associer les directions syndicales à la mise en œuvre de ses contre-réformes, avec le soutien de tous les « réformistes », qui feraient en permanence aux travailleurs le chantage d'un retour de la droite au pouvoir pour désamorcer toute contestation sociale et politique un tant soit peu sérieuse. De fait, c'est cette méthode qui a été mise en œuvre avec succès par Jospin en 1997-2002, où il y a eu beaucoup moins de mobilisations contre les contre-réformes qu'en 2002-2007...

**Mais en outre, d'ores et déjà, Royal a en fait annoncé clairement qu'elle ne compte pas s'en tenir à une méthode « douce » :** elle a exacerbé le discours nationaliste (chantant la Marseillaise et prônant le drapeau tricolore dans chaque foyer) ; elle ne s'est pas engagée à abroger les lois sécuritaires de Sarkozy, ni les lois anti-immigrés prises et appliquées par la droite et la gauche depuis vingt-cinq ans ; elle n'a promis de régulariser que certains sans-papiers, au cas par cas, tout comme Sarkozy l'a fait et le fera selon l'intérêt des patrons — or cela implique que la police et la justice auront mandat pour continuer leur harcèlement, leurs rafles et leurs expulsions de tous les autres ; elle a annoncé une politique répressive renforcée contre les jeunes (appel à l'armée pour « redresser » les « délinquants ») ; enfin, elle a le projet d'accélérer l'intégration des syndicats à l'État, avec le financement public

des organisations et la syndicalisation obligatoire...

### **Préparons d'urgence la résistance aux attaques du futur gouvernement !**

Les travailleurs et les jeunes doivent donc se préparer, par la clarification politique et en s'organisant sur une base d'indépendance de classe, à affronter le prochain gouvernement, *quel qu'il soit*. **Il y a urgence : dans les tous prochains mois, la bourgeoisie sera pressée de transformer sa victoire électorale en une victoire sociale.** C'est pourquoi il faut tirer très vite les leçons de ces élections et œuvrer à partir de là à la **constitution d'un large front unique des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier, capable de résister aux attaques imminentes.**

Les organisations et les militants qui se réclament de la révolution ont une responsabilité majeure. En particulier, les élections législatives de juin fournissent l'occasion de ne pas rejouer la partition dispersée des présidentielles, qui a conduit à l'échec : **il est encore possible, et plus que jamais nécessaire, de réaliser une alliance électorale sur la base d'un programme commun anti-capitaliste cohérent et conséquent, pour y gagner massivement des travailleurs et des jeunes et préparer ainsi au mieux la lutte de classe directe de la période suivante.**

Seule à avoir connu un relatif succès électoral le 22 avril, la LCR a un rôle particulier à jouer. O. Besancenot a donc eu raison de déclarer, au soir du premier tour : *« J'appelle celles et ceux qui se sont reconnus dans nos propositions à se regrouper pour qu'ensemble nous puissions créer une force susceptible de les défendre dans les mobilisations sociales »* ; ou encore : *« La LCR vous propose de construire ensemble cette force capable de combattre le capitalisme et d'offrir l'espoir qu'un autre monde est possible. »* Oui, O. Besancenot a raison sur ce point : il est vital que, contrairement à la déclaration similaire d'A. Laguiller au soir du premier tour en 1995, cet appel ne reste pas lettre morte.

Pour sa part, le Groupe CRI est prêt à s'engager de toutes ses forces dans un **grand mouvement pour la construction d'une véritable organisation anti-capitaliste cohérente et conséquente**, strictement indépendante de l'État et des partis de la bourgeoisie et fonctionnant selon les principes de la démocratie ouvrière. Il y défendrait ouvertement son programme communiste révolutionnaire internationaliste de transition, centré sur la perspective de la *rupture avec le capitalisme* et, par conséquent, du *gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs.*

25 avril 2007

---

ARCHIVE 2 : LETTRE DU Groupe CRI ENTRE LES DEUX TOURS

## **LETTRE AUX ORGANISATIONS OUVRIÈRES QUI ONT REFUSÉ D'APPELER À VOTER POUR SÉGOLÈNE ROYAL**

*Face à l'union sacrée des réformistes et de l'extrême gauche (LO et LCR) derrière Royal pour le second tour de la présidentielle, le Groupe CRI a jugé utile de s'adresser aux organisations qui ont refusé de cautionner cette capitulation politique au profit de la candidate de « gauche » du patronat. Cette lettre a donc été adressée à la Fraction de LO, au PT, à VP-Partisan, à l'URCF, à Alternative Libertaire, puis à La Commune, au GSI et aux Damnés de la terre. Malheureusement, seuls les Damnés de la terre et VP-Partisan nous ont répondu, cette dernière pour décliner la proposition au prétexte qu'il y avait trop de différences par ailleurs entre les organisations concernées. Ces différences sont réelles, mais elles ne*

*pouvaient selon nous justifier un refus de s'adresser ensemble aux travailleurs pour dénoncer le programme de Royal et les appeler à se préparer à la lutte de classe directe quel que soit le candidat élu au soir du second tour.*

« Camarades,

Parmi les organisations du mouvement ouvrier, les vôtres, comme le Groupe CRI, font partie des rares qui refusent d'appeler à voter Royal au second tour de la présidentielle, voire appellent ouvertement au boycottage.

Au-delà de nos différentes références ou traditions, et quels que soient les désaccords que nous pouvons avoir par ailleurs, nous

estimons que vous contribuez ainsi à sauver l'honneur du mouvement ouvrier, contrairement aux principales directions syndicales et au PCF, qui soutiennent Royal, contrairement aussi à LO et à la LCR, qui la critiquent, mais n'en appellent pas moins à voter pour elle sous prétexte de « battre Sarkozy ».

Sur le fond, vous connaissez notre position, pour avoir reçu notre Déclaration du 25 avril (publiée sur notre site <http://groupecri.free.fr>). Ce que nous souhaitons par la présente, c'est vous proposer une rencontre dans le but d'aboutir à une prise de position commune des organisations qui refusent le vote de mascarade que l'État bourgeois propose aux travailleurs et aux jeunes. En cas de

réponse rapide, un tel texte même être disponible pour les manifestations du 1<sup>er</sup> mai, que les directions syndicales ont placées cette année sous le sceau de la présidentielle.

En nous tenant à votre disposition pour une rencontre et pour toute discussion, nous vous prions de croire, camarades, en notre attachement à l'indépendance de classe.

Paris, le 26 avril 2007

Groupe CRI

ARCHIVE 3 : DÉCLARATION DU Groupe CRI APRÈS LE SECOND TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE

## CONSTRUISONS UN REGROUPEMENT POLITIQUE ANTI-CAPITALISTE COHÉRENT ET CONSÉQUENT !

Après l'élection annoncée de Sarkozy, les travailleurs conscients de leurs intérêts de classe, les jeunes des banlieues populaires, les immigrés, comme les militants du mouvement ouvrier, savent que l'heure est à la préparation de la résistance. Mais cette préparation suppose d'abord la clarification politique. Or *la victoire de Sarkozy s'explique avant tout par l'orientation du PS et de tous ceux qui ont refusé de la combattre autant que celle de l'UMP*. Car, en défendant un programme à peu près semblable à celui de l'UMP, puis en tendant la main à Bayrou, *le PS a renforcé les idées de la droite et l'a donc objectivement aidée à gagner*. Ses réserves formelles sur certains points n'ont fait que rendre Royal moins crédible pour réaliser ce programme commun, entièrement dicté par les exigences du patronat. Dès lors, la logique même de l'élection bonapartiste et démagogique du président de la Ve République au suffrage universel a fait le reste : après avoir assuré la victoire des principaux candidats de la bourgeoisie au premier tour, elle a permis que l'expérience de Sarkozy comme premier flic de France, son charisme et son volontarisme fassent la différence aux yeux d'une majorité de bourgeois grands et petits, de vieillards et d'une fraction désorientée des salariés eux-mêmes.

**Pour mettre en œuvre le programme anti-ouvriers, anti-jeunes et anti-immigrés partagé par l'UMP et le PS, Sarkozy était le candidat le plus crédible**

La similitude entre les programmes des deux principaux candidats a été entièrement confirmée par leur « débat » télévisé du mercredi 2 mai, justifiant pleinement l'appel marxiste du Groupe CRI au boycottage électoral du second tour. Sur les principaux sujets, la différence était imperceptible. Sarkozy avait cependant l'avantage d'être plus

précis, alors que Royal n'osait pas toujours assumer jusqu'au bout les idées qu'elle partageait avec lui :

• *Sur la « délinquance », au lieu de proposer des mesures économiques, sociales et éducatives, Royal a essayé de prendre Sarkozy... sur sa droite* : elle lui a reproché de n'avoir pas mis en place les « centres fermés » et l'« encadrement militaire pour les mineurs », et elle s'est engagée à le faire.

• *Sur les droits des étrangers, elle s'est opposée à toute régularisation massive* et a préconisé le « cas par cas », reconnaissant expressément son accord avec Sarkozy sur ce point. Tout ce qu'elle lui a reproché, c'est d'avoir récemment fait arrêter un grand-père sans-papier devant une école ; mais au lieu de condamner l'arrestation elle-même, elle n'a rien eu à répondre à Sarkozy quand celui-ci a demandé si elle préférerait attendre que le grand-père soit dans l'autre rue pour l'arrêter !

• *Sur les droits des enfants handicapés*, Royal a certes dénoncé, la larme à l'œil, la suppression d'assistants (en fait précaires et peu qualifiés) dans les établissements scolaires ; *mais elle s'est bien gardée de dire qu'elle-même avait largement liquidé, quand elle était ministre de Chirac-Jospin, les structures d'accueil réellement spécialisées*, encadrées par des personnels très qualifiés ; et, concernant l'intégration des enfants handicapés des familles qui le souhaitent dans les écoles non spécialisées, Royal ne s'est absolument pas engagée à réaliser partout les aménagements nécessaires, l'acquisition du matériel adéquat et l'embauche des fonctionnaires qualifiés seuls capables d'assurer le suivi individualisé de tous les élèves handicapés.

• *Royal a certes protesté contre le « bouclier fiscal », mais elle a surtout reproché à l'UMP de n'avoir pas fait assez de cadeaux fiscaux aux « pôles de compétitivité » (c'est-à-dire aux patrons)* et elle s'est engagée à diviser

par deux l'impôt sur les sociétés comptant jusqu'à 500 salariés, à condition qu'elles réinvestissent leurs bénéfices.

• *Sur les retraites, Royal n'a pas mis en cause sur le fond la loi Fillon contre laquelle des millions de salariés avaient combattu en mai-juin 2003*. Elle n'en a critiqué que la suppression des bonus pour les mères : son silence sur le reste a montré son accord global. Elle n'a pas non plus protesté quand Sarkozy a annoncé qu'il s'en prendrait aux dispositifs de pré-retraite. Quant aux régimes spéciaux, elle s'est engagée à les « réformer » — c'est-à-dire à briser les acquis des salariés concernés — et Sarkozy en a pris acte avec satisfaction.

• *Sur la Fonction publique*, Royal a reproché à Sarkozy de vouloir diminuer le nombre de fonctionnaire, mais elle-même ne s'est pas engagée à l'augmenter, et *elle a promis en revanche d'accélérer la décentralisation, dont chacun sait qu'elle est le prélude à la privatisation des services publics et par là même à la baisse du nombre de fonctionnaires*. Et, alors que Sarkozy a dit qu'il augmenterait les salaires des fonctionnaires, Royal ne s'est pas prononcée sur ce point.

• *Sur les syndicats, Royal et Sarkozy sont tombés d'accord pour prétendre qu'il fallait les financer par les fonds publics afin d'acheter la paix sociale au service de la « croissance » — c'est-à-dire de l'économie capitaliste*. La candidate du PS a ainsi de nouveau vanté « *les pays du Nord de l'Europe qui (...) ont mis en place un dialogue social de qualité, qui permet aux syndicats de faire des compromis sociaux, d'anticiper, d'être informés en amont des stratégies de l'entreprise pour y contribuer, pour y participer, pour faire des efforts de formation professionnelle là où se trouvent des trésors de valeur ajoutée.* » Bref, Royal veut des syndicats qui défendent les intérêts de « l'entreprise », c'est-à-dire ceux du

patron, pour faire avaler les reculs sociaux aux travailleurs, au lieu de les aider à les combattre. Et elle s'est bien gardée de dénoncer le projet sarkozyste de limiter le droit de grève par le « service minimum ».

**Face à une telle proximité entre les deux programmes, toutes les organisations qui ont (en fait dès la campagne de premier tour) appelé à voter pour Royal sous prétexte de battre Sarkozy, ont lamentablement capitulé. Ces organisations (non seulement le PCF et, à mots couverts, les directions syndicales, mais aussi la LCR, LO, PRCF, etc.)** ont désarmé les travailleurs au lieu de les aider à progresser dans leur conscience de classe et à préparer l'affrontement avec le prochain gouvernement. Pourtant, après la large victoire des principaux candidats de la bourgeoisie (Sarkozy, Royal et Bayrou) au premier tour, il était clair que le nouveau gouvernement, « légitimé » par les élections anti-démocratiques de la Ve République, serait apte à mener une politique entièrement au service des patrons. Les organisations ouvrières devaient donc dénoncer le programme commun de ces candidats et préparer au mieux la résistance.

#### **Les directions du mouvement ouvrier vont-elles maintenant soutenir Sarkozy ?**

Sarkozy, doté des énormes pouvoirs personnels que lui confère la Constitution, a maintenant le mandat clair d'infliger une défaite majeure au prolétariat, aux jeunes des banlieues et aux immigrés. À l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, il a prévenu que « le calendrier de la démocratie politique ne peut pas être bafoué par le calendrier syndical » et que « ce ne sont pas les manifestants qui font le programme électoral des candidats ». En particulier, il a annoncé qu'il « appliquerait scrupuleusement » ses projets sur le service minimum dans les transports ou les régimes spéciaux de retraites (*Le Monde*, 1<sup>er</sup> mai).

**Pour cela, il a reçu l'appui du PS dès le 6 mai à 20h 02.** Sitôt les résultats du second tour connus, Royal n'a pas hésité à commencer son discours en disant : « Je souhaite au prochain président d'accomplir sa mission au service de tous les Français. » De son côté, Strauss-Kahn, rival de Royal à la tête du PS, a même souhaité « bonne chance » à Sarkozy ! Bref, la direction du PS, se couchant une fois de plus devant les institutions de la Ve République, a immédiatement

mis fin au prétendu combat qu'elle faisait semblant de mener contre l'UMP : autant dire que les travailleurs ne pourront pas plus compter sur elle après les présidentielles qu'avant !

Mais la position des directions syndicales n'est guère différente. Au lieu de dénoncer l'élection démagogique du président de la Ve République, de constater la défaite électorale du prolétariat et d'annoncer leur détermination à combattre par la lutte de classe la politique de Sarkozy, **les directions syndicales se prosternent devant sa prétendue « légitimité démocratique »** (quand les grands patrons dominant l'État, possèdent tous les grands médias !) **et demandent au nouveau président de se concerter avec elles avant de mettre en œuvre ses contre-réformes !** — Interrogé dans le quotidien patronal *Les Échos*, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, affirmait dès le 27 avril : « Le principe du troisième tour social, c'est de contester dans la rue le résultat des urnes. C'est une démarche antidémocratique (...) Nous allons avoir un président ou une présidente qui aura reçu la légitimité du suffrage universel. C'est la démocratie qui aura gagné et nous respectons la démocratie. » Puis il demandait au futur président d'appliquer la « loi sur le dialogue social », votée par l'UMP en février, pour éviter « un épisode comme le CPE »... Dès le lendemain du second tour, il précisait ses offres de service à Sarkozy en demandant une rencontre « très rapidement sur la méthode » pour définir « une façon de travailler » dans le but d'« éviter (...) les passages en force, donc les réactions de désaccord » et de « construire des éléments en commun avec le futur gouvernement ». (Reuters, 7 mai). — Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, ne se montre pas moins collaborateur dans *Les Échos* du 9 mai : prévenant certes que, « si le prochain gouvernement veut passer en force cet été sur des sujets comme le service minimum, il y aura un effet boomerang », il ajoute aussitôt : « Attention, nous ne menaçons pas d'un troisième tour social. À FO, nous sommes républicains et démocrates. » Mailly est donc lui aussi plus soucieux de montrer son respect de la « démocratie » des riches que de défendre les intérêts des travailleurs, des étrangers et des jeunes. Et il demande lui aussi à « négocier » dans le cadre de « la loi de modernisation du dialogue social » votée par l'UMP ! Or, se contenter de réunions dans les

salons au lieu de préparer le « troisième tour social », c'est laisser Sarkozy appliquer tranquillement son programme destructeur. — Mais la direction de la CGT est sur la même longueur d'onde : elle aussi « se félicite » de « l'importance de la participation à l'élection présidentielle » et affirme qu'elle « respecte le résultat du suffrage universel ». Puis, au lieu d'annoncer une intention ferme de résister par la lutte de classe à Sarkozy, elle demande à son tour « que les grandes décisions économiques et sociales soient soumises à concertation et négociation » et qu'une prétendue « démocratie sociale » soit « reconnue ». — Quant à la FSU, elle annonce certes qu'elle « s'opposera à toutes les régressions en matière de libertés, d'éducation, de services publics, de protection sociale et de droits sociaux » et qu'« elle combattra également toute tentative de passer en force (université, retraites, ANPE, code du travail...) », mais elle accepte elle aussi d'aller « négocier » à froid, au nom d'un prétendu « débat public », dans le cadre des « discussions et concertations annoncées ».

**En un mot, les militants syndicaux et les travailleurs ne peuvent pas plus aujourd'hui qu'hier compter sur les directions syndicales.** Au contraire, ils vont devoir combattre dans les entreprises, dans la rue et à l'intérieur même des syndicats pour promouvoir une ligne de lutte de classe, pour expliquer aux travailleurs qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces et pour imposer aux directions syndicales le boycottage des « concertations » avec le nouveau gouvernement : **il n'y a rien à négocier dans le projet de Sarkozy !**

De ce point de vue, le **Forum du Syndicalisme de classe et de masse** qui aura lieu le samedi 26 mai à Paris, appelé conjointement par des collectifs syndicaux (CILCA, Continuer la CGT, CUFSC, Où va la CGT), le CGT-E Dalkia et la FSE Paris-I/Paris-IV, fournira un cadre de débat très important pour préparer la résistance contre la collaboration de classe. *Il est crucial que le maximum de syndicats, militants syndicaux et délégués de travailleurs en lutte y participent.*

#### **Les partis ouvriers vont-ils persister dans leurs stratégies suicidaires ?**

Les organisations politiques du mouvement ouvrier annoncent certes leur volonté de résister à la politique de Sarkozy. Mais **aucune ne propose**

**une orientation à la fois réellement anti-capitaliste et unitaire.** Pourtant, c'est la seule ligne qui puisse aider les travailleurs et les jeunes à préparer au mieux cette résistance. **Pire : au lieu de tirer les leçons de leur échec collectif au premier tour de la présidentielle, chacune persiste dans sa ligne suicidaire :**

- Le PCF n'a rien d'autre à proposer qu'une nouvelle alliance avec le PS pour « faire barrage » à la politique de l'UMP, notamment au Parlement, car **le PCF veut avant tout sauver ses élus pour sauver son appareil.**

- Les collectifs qui ont soutenu José Bové se lancent eux aussi dans les législatives sur la base de leur programme « anti-libéral », et tout en continuant de vitupérer « les partis » du mouvement ouvrier.

- Le Parti des travailleurs (PT), après avoir mené une campagne présidentielle petite-bourgeoise, « républicaine » et chauvine, a certes eu raison de ne pas appeler à voter pour Royal, mais il n'est pas pour autant revenu sur le terrain de l'indépendance de classe. Au contraire, sa proposition de construire un nouveau « parti ouvrier » rassemblant en fait, sur la base de cette campagne, les militants du PT actuel et... quelques dizaines de maires qui ont soutenu Schivardi, est une impasse politique. Car il ne s'agit pas, pour la direction du PT, d'ouvrir la discussion entre organisations du mouvement ouvrier pour fonder un nouveau parti prolétarien anti-capitaliste, mais de cristalliser la ligne de la campagne Schivardi comme seule et unique orientation du « nouveau » parti de Lambert-Gluckstein, aux dépens des aspects de lutte de classe qui pouvaient encore rester dans le PT. **C'est donc en fait avant tout une orientation de liquidation du PT lui-même en tant que parti ouvrier.**

- LO, après avoir mené une campagne hyper-électorale, martelant à tout bout de champ qu'elle proposait un programme qui n'avait surtout rien de révolutionnaire, et après avoir fait voter pour Royal, a soudain redécouvert, au lendemain du second tour, que « le bulletin de vote n'est qu'un chiffon de papier et que seules les luttes payent » ! Mais on ne fait pas une meilleure politique en troquant soudain une ligne électorale contre des généralités : **que propose LO concrètement pour préparer la résistance à la politique de Sarkozy ? Absolument rien, comme d'habitude.**

- La LCR, enfin, a une responsabilité particulière car elle est la seule organisation qui, lors du premier tour de la présidentielle, ne se soit pas effondrée à la gauche du PS, progressant même en voix. Certes, elle a eu le tort de mener elle aussi une campagne réformatrice et d'appeler à voter Royal au second tour. Cependant, elle fait aujourd'hui une proposition intéressante, en appelant à « la construction d'une force anticapitaliste puissante, implantée dans les entreprises, les services publics et les quartiers populaires ». Cette perspective serait très intéressante si elle permettait d'ouvrir dès à présent un véritable débat entre organisations du mouvement ouvrier, et notamment avec celles qui se réclament de la révolution prolétarienne. Mais elle reste à ce stade très ambiguë : d'une part, la LCR affirme à juste titre qu'il s'agit de « rassembler les forces anticapitalistes en indépendance complète vis-à-vis de la direction du PS » ; mais, d'autre part, elle donne pour objectif à ce rassemblement de « battre la droite et le MEDEF dans la rue comme dans les urnes ». À un mois des législatives, cela revient à aider encore une fois le PS à manipuler la légitime crainte des travailleurs face à Sarkozy pour les rabattre sur le prétendu « vote utile » et lui permettre de conserver quelques strapontins de plus au Parlement. Or quelques députés PS de plus ou de moins n'empêcheront en rien l'application du programme de Sarkozy ! C'est seulement par la lutte de classe directe qu'il est possible de le stopper ! Mais ce n'est pas tout : au lieu de proposer, comme première étape, des candidatures anti-capitalistes communes dès les législatives, la LCR annonce qu'elle va présenter ses propres candidats dans le maximum de circonscriptions, comme le font de leur côté LO, le PT et les collectifs anti-libéraux soutenant Bové (sans reparler du PCF) ! **Comment peut-on dire d'un côté qu'on est pour rassembler les anti-capitalistes, et faire valoir d'un autre côté ses propres intérêts d'organisation, au lieu de montrer l'exemple et de mettre en accord ses actes et ses paroles ?**

#### **Un vrai regroupement anti-capitaliste est la condition du front unique ouvrier**

Pour sa part, le Groupe CRI participera à toutes les discussions et à toutes les initiatives qui

**permettront d'avancer dans la voie du regroupement politique des anti-capitalistes.** Mais, comme il l'a fait pendant sept mois avant la présidentielle, il appelle de nouveau les organisations qui se réclament de l'anti-capitalisme, à commencer par LO et la LCR, à **se rassembler immédiatement pour présenter des candidatures communes aux législatives.** Ce serait le meilleur point d'appui actuel pour impulser le regroupement anti-capitaliste.

Pour le Groupe CRI, le programme de ce regroupement reprendrait les revendications des travailleurs et devrait dire ouvertement : les travailleurs ne pourront en finir avec les licenciements, les salaires de misère, le chômage, les expulsions de sans-papiers, le manque de logements, etc., qu'en se battant dans le but de prendre eux-mêmes le pouvoir. **Il faut opposer au projet des patrons le programme des travailleurs.** Il faut combattre la collaboration des dirigeants des principaux syndicats avec le patronat et son État. Seule cette orientation peut servir de moteur au rassemblement des travailleurs et des jeunes qui veulent résister à la politique de Sarkozy dans la perspective de la **mettre réellement en échec**, car cela pose la question de **préparer politiquement les conditions d'une grève générale.** Seul un regroupement anti-capitaliste cohérent et conséquent permettra d'impulser et d'imposer dans les prochaines luttes un **front unique des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier et des collectifs de résistance sociale dans les entreprises, les établissements et les quartiers.**

Pour parvenir à imposer ce front unique, il faut commencer immédiatement à en populariser l'objectif. Il faut donc soutenir et participer à toutes les initiatives allant dans ce sens, comme l'appel à l'action unie des travailleurs, des jeunes et de leurs organisations lancé le 7 mai par l'AG des étudiants, lycéens et jeunes travailleurs de Lyon, ou l'appel de l'AG des étudiants de Paris-I à résister immédiatement aux projets que Sarkozy voudrait faire passer pendant les grandes vacances, notamment contre l'Université.

**Construisons sans attendre la force politique anti-capitaliste qui seule pourra impulser le front unique de résistance interprofessionnelle au niveau national et lui donner le contenu le plus avancé et le plus efficace possible !**

10 mai 2007

## APRÈS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, « RÉNOVER LES PRATIQUES POLITIQUES FRANÇAISES » ?

Contribution de Patrick, sympathisant du Groupe CRI et délégué syndical CGT dans le privé

Comme on pouvait s'y attendre, le résultat de l'élection présidentielle marque une nette victoire pour la droite la plus réactionnaire de ce pays. La bourgeoisie et les milieux d'affaire français ont d'emblée cadenassé la démocratie autour de deux options possibles exprimant une même réalité sociale : la rénovation en profondeur des pratiques politiques françaises, c'est-à-dire un pas décisif vers le « consensus ».

Derrière cette « formule » se dresse une volonté commune d'en finir avec un clivage social trop marqué par les oppositions de classe. De ce point de vue (qui est avant tout le point de vue de la bourgeoisie) les deux candidats ont rivalisé de propositions. L'ultra-patriotisme de Ségolène Royal tirant inlassablement le PS vers la bourgeoisie « modérée » de l'UDF, ou le comportement de Sarkozy s'adressant inlassablement et « respectueusement » à son adversaire, tout a été fait pour pacifier les oppositions et extirper jusqu'à la racine le moindre reste de lutte des classes.

Les enjeux de cette élection étaient donc très réduits pour les salariés, les jeunes et les travailleurs de ce pays. La très bonne participation des électeurs, l'ancrage à droite du PS et la marginalisation des extrêmes : tous ces facteurs expriment incontestablement une victoire pour la bourgeoisie et les milieux d'affaire français.

Mais derrière la façade (une démocratie apaisée) se cache quelques enseignements d'une réelle importance :

(1) Une radicalisation de la droite traditionnelle avec un glissement massif de l'électorat Front National vers le candidat de l'UMP. De ce point de vue, nous assistons à un véritable recentrage du parti gaulliste autour du noyau le plus ultraconservateur du libéralisme français. Ce noyau a pour objectif d'en finir au plus vite avec les acquis historiques de la classe ouvrière (Code du travail, sécurité sociale, garanties collectives, etc.) et tourne résolument le dos à ce que fut le « compromis social » au cours de ces trente dernières années. Ainsi, la peur de la lutte des classes, la nécessité de faire passer les contre-réformes avec le

plus large consensus possible, toute cette réserve politique qui paralysait la bourgeoisie a volé en éclat le soir du 6 mai 2007. C'est donc une droite débarrassée de tous les « tabous sociaux » qui a triomphé au soir du second tour de l'élection présidentielle. Dans ce contexte nouveau, il est parfaitement légitime qu'une grande partie de l'électorat du Front National se retrouve derrière les objectifs de Sarkozy.

(2) De son côté, le PS continue son glissement naturel vers la droite modérée. La perte d'une partie de son électorat au profit de l'UDF lors du premier tour caractérise mieux que tous les discours la nature sociale de ce parti. La droitisation du PS fait également exploser les derniers repères de l'ordre politique établi au lendemain de la guerre. La composition sociologique du PS (cadres supérieurs, professions libérales, petite et moyenne bourgeoisie urbaine) rend beaucoup plus volatil son électorat. La bipolarisation politique inhérente aux institutions de la Ve République aboutit aujourd'hui à la coexistence de deux formations politiques exprimant la même réalité sociologique. Les barons du PS sont particulièrement conscients de cette situation et ils appellent dès aujourd'hui à la rénovation du PS, c'est-à-dire à sa transformation droitrière sans ambiguïté et sans rivage. Il est manifeste pour eux que le PS n'est pas encore suffisamment en phase avec les couches de la bourgeoisie constituant son électorat potentiel. Le report de la moitié de l'électorat UDF vers le candidat de l'UMP les incite à transformer davantage encore le PS en parti bourgeois. D'autre part, ils sont conscients que la candidature Royal aurait subi une érosion encore plus spectaculaire sans la personnalité de son adversaire. Le vote pour Ségolène Royal émanant des quartiers populaires est loin d'être une adhésion à la politique du Parti Socialiste. C'est la peur de Sarkozy et du projet politique qu'il revendique qui ont poussé des centaines de milliers de jeunes des quartiers défavorisés à voter pour Ségolène Royal. Plus qu'un

vote utile, c'est un véritable vote de survie !

L'émergence d'un centre s'inscrit dans cette démarche et constitue aujourd'hui un pôle d'attraction pour les rénovateurs de tous poils. Cette démarche, qui s'inscrit parallèlement au glissement à droite du PS, est d'ores et déjà applaudie par les milieux d'affaire avisés et tout ce que la France compte d'autorité en matière de duperie. « Une démocratie apaisée », « une France citoyenne » et autre « démocratie participative, interactive ». L'objectif pour la prochaine décennie étant de créer les conditions pour l'établissement durable d'un système politique sur le modèle anglo-saxon.

Il va sans dire que le choix démocratique entre une droite libérale (Sarkozy) et une droite modérée (Royal/Bayrou) est loin de représenter un progrès démocratique pour les millions d'hommes et de femmes qui voient quotidiennement leurs conditions de vie se dégrader, qui assistent impuissants à la destruction de leurs acquis de classe et que l'on tente de museler par un système politique neutralisé. **« La démocratie apaisée » est un déni de démocratie et nécessite une destruction préalable des organisations de classe du prolétariat.** Politiquement, la classe ouvrière n'a plus de représentation réelle, mais elle n'est pas encore défaite.

Le modèle anglo-saxon est viable parce qu'il est le produit d'une histoire et d'une tradition qui associent étroitement les organisations syndicales et les partis politiques (Labour Party en Angleterre). Les trade-unions et le système qu'ils représentent subordonnent totalement les syndicats aux partis politiques. En France, le syndicalisme s'est constitué sur les bases d'une réelle indépendance de classe et a toujours combattu toutes les tentatives d'assimilation aux partis politiques et à l'État. La première étape de la nouvelle phase politique que la bourgeoisie tente de mettre en œuvre passe donc nécessairement par une domestication des syndicats ou leur destruction. Malgré des liens étroits avec la CFDT et la soumission des

bureaucrates syndicaux de la CGT et des autres confédérations ouvrières au social-libéralisme du PS, celui-ci a encore d'énormes difficultés pour domestiquer les structures de base (UL) ou intermédiaires (Unions Syndicales Départementales) des organisations de classe. Toutefois, malgré la défaite de Royal, ne doutons pas que le nouveau gouvernement cherchera également à associer les organisations syndicales aux plans de destruction qu'il entend mettre en œuvre le plus rapidement possible. D'ores et déjà, l'arsenal pour une intégration des organisations de classe dans un dispositif de destruction des acquis historiques de la classe ouvrière existe. La « loi de modernisation du dialogue social » ou « la sécurité sociale professionnelle » sont autant de dispositifs qui visent à associer les organisations syndicales à la destruction des acquis sociaux de classe. D'ores et déjà, Sarkozy a déclaré vouloir mettre en œuvre une réforme du mode de représentativité des organisations syndicales. Dans les grandes entreprises, le patronat active ou réactive les syndicats maisons. La CSL, organisation fascisante émanant des grands patrons de l'automobile, s'est mise en sommeil en 2002, et ses militants se sont dissous dans certaines organisations syndicales de salariés pour les phagocyter. Aujourd'hui ces gens se mettent à l'œuvre et investissent de nouveaux secteurs de l'économie. [Dans mon entreprise,] le syndicat maison s'est développé comme par enchantement et a investi l'ensemble des établissements du groupe avec l'aide directe des directeurs d'établissements. L'antigâtisme primaire du chef de fil de ce syndicat maison ressemble étrangement à l'idéologie véhiculée par les sbires de la CSL durant ses heures de gloire.

La destruction des organisations de classe est devenue une nécessité vitale pour que fonctionne la machine de guerre que la bourgeoisie veut mettre

en œuvre contre la classe ouvrière, les jeunes et les immigrés. Résister à cette destruction nécessite une approche de classe et le refus clair de participer à toutes les simagrées de « concertation des partenaires sociaux » que le nouveau gouvernement appelle déjà de ses vœux. Il n'y a pas besoin de « diagnostic partagé » pour savoir ce que la bourgeoisie entend faire de la Sécurité sociale, du droit de grève, ou pour comprendre la nature sociale de la défiscalisation des heures supplémentaires. Plus que jamais, la classe ouvrière et la jeunesse ont besoin d'organisations de classe indépendantes. La cogestion de la société dans le cadre du mode de production capitaliste est une invention de syndicats jaunes (CFDT) et n'est qu'une variante du vieux concept catholique de collaboration capital/travail. Le résultat de l'élection présidentielle nous démontre que la bourgeoisie est engagée dans une offensive sans précédent contre les travailleurs de ce pays, qu'elle est engagée dans une lutte de classe sans merci pour garder ses privilèges et accroître encore davantage ses profits.

L'État et la Ve République sont des instruments entre les mains de la bourgeoisie ! Avec l'élection de Sarkozy à la présidence de la République, c'est bien la fin des illusions sur la pseudo-neutralité de l'État qui tombe à l'eau et laisse place à une cruelle réalité. « L'État-providence » n'a jamais été autre chose que le produit d'un rapport de force entre les classes au lendemain de la guerre. Aujourd'hui, cet État est entre les mains d'une bourgeoisie ultralibérale au capital transnational. Cette bourgeoisie a besoin d'adapter les conditions d'exploitation du salariat au marché européen et mondial. Cette adaptation ne peut se faire qu'en détruisant les acquis historiques de la classe ouvrière, en muselant la démocratie et en faisant fonctionner l'État comme un

instrument de coercition entre les mains des milieux d'affaires français.

Dans ce contexte, les directions syndicales ne peuvent continuer à semer des illusions sur la pseudo-neutralité de l'État. Les directions syndicales doivent refuser de participer au « diagnostic partagé » et autres « concertations des partenaires sociaux » qui ne sont qu'une variante moderne de l'association capital/travail sous l'égide de l'État bourgeois.

Le syndicalisme français s'est développé sur les bases d'une indépendance de classe du prolétariat et de la reconnaissance de la lutte des classes. L'indépendance de classe s'exprime essentiellement par un refus de s'intégrer à l'État bourgeois et aux organisations bourgeoises, et la lutte des classes n'est que le produit de l'antagonisme irréductible entre le capital et le travail.

La soumission des bureaucrates syndicaux au libéralisme économique et à l'État bourgeois est devenue un véritable danger pour la survie des organisations de classe du prolétariat. Aujourd'hui, la classe ouvrière, la jeunesse doivent combattre pour sauvegarder l'indépendance de leurs organisations de classe. C'est dans cette perspective que se déroulera le samedi 26 mai à Paris le « Forum pour un syndicalisme de classe et de masse » organisé par différents collectifs de militants syndicaux qui entendent défendre l'indépendance de classe de leurs organisations et résister à l'offensive de liquidation pratiquée par les bureaucrates syndicaux soucieux de s'adapter au libéralisme économique.

**Soyons nombreux le 26 mai.  
Vive l'indépendance de classe du prolétariat !  
Vive la lutte des classes !**

**Patrick,  
le 8 mai 2007**

**DÉCLARATION SOUTENUE PAR LE Groupe CRI**

**CONFIRMATION DE LA VICTOIRE CONTRE L'EXTRADITION DE GIUSEPPE MAJ, GIUSEPPE CZEPEL ET ANGELO D'ARCANGELI ET CONTRE L'ARRESTATION DE 15 SYMPATHISANTS DU (n)PCI !**

**Communiqué du Comité d'Aide aux prisonniers du (n)PCI**

« Un coup très dur pour le "Groupe franco-italien sur les menaces graves" »

et une démonstration de ce dont le (n)PCI est capable !

Le 31 mai 2007, s'est tenu à la 10e Chambre section B de la Cour d'Appel

de Paris l'audience de fixation de la procédure ouverte contre le procès mascarade orchestré par le "Groupe franco-italien sur les menaces graves" les 4, 5 et 6 avril dernier.

La salle était pleine de personnes et organisations venues soutenir les camarades du (n)PCI.

Au début de l'audience, l'avocat des deux militants de la Fraction Octobre du PCE(r), condamnés dans la même affaire, a communiqué que l'un d'entre eux, Ramon Teijelo, a décidé de retirer son appel.

L'avocat des trois militants du (n)PCI a expliqué à la cour les motifs de l'appel : Maj et Czeppel n'ont pas été convoqués au procès d'avril, le juge madame Beauguion a refusé de convoquer les témoins et n'a pris que dix minutes pour rendre le verdict. Le juge de la Cour d'Appel a alors affirmé : *"Il est évident que le verdict n'a pas été décidé ce jour-là"* et il a ensuite posé la question suivante : *"Combien de passages identiques il y avait entre le document de renvoi devant le tribunal et le verdict ?"* La réponse de l'avocat a été : *"Presque tous les passages étaient identiques."* Le juge a alors haussé les épaules comme pour confirmer l'évidence de cette irrégularité.

Après avoir consulté les deux avocats, le juge a fixé l'appel pour les

21 et 22 novembre 2007. Après, il a communiqué qu'Angelo D'Arcangeli est libre de son contrôle judiciaire. Il a ajouté : *"En réalité votre contrôle judiciaire a pris fin avec la condamnation."* Mais personne au Palais de Justice de Paris n'en avait informé Angelo!

Le choix des jours de l'appel confirme que la mobilisation a obligé le "Groupe franco-italien sur les menaces graves" à abandonner le projet d'extrader vers l'Italie les trois militants du (n)PCI et ensuite d'arrêter 15 sympathisants du Parti résidant en Italie.

Si le projet de l'extradition [était] valable, l'appel aurait été fixé avant l'été. Pourquoi ? C'est simple : le juge que le "Groupe franco-italien sur les menaces graves" a choisi pour conduire cette opération, Paolo Giovagnoli du parquet de Bologne, a déjà dépassé les limites de temps établi par la loi italienne pour conduire une enquête. Avoir fixé l'appel en novembre signifie obliger le juge Giovagnoli à clore l'enquête.

Eh oui cher Giovagnoli il n'est pas possible de toujours gagner !

Les condamnations hors normes pour Maj, Czeppel et D'Arcangeli représentent les « blessés » de cette bataille. Dans chaque bataille il y a des blessés, même en cas de victoire. Le

(n)PCI dans cette bataille a donné une leçon de solidarité et une démonstration de cohérence à tout le mouvement révolutionnaire : pour sauver quinze camarades en Italie, le Parti a lutté avec efficacité et détermination, même s'il était conscient que la victoire de cette bataille conduirait à la condamnation hors normes de ces trois militants en France. En même temps, les camarades Maj, Czeppel et D'Arcangeli ont donné une grande preuve de fidélité à la cause en acceptant d'appliquer la ligne établie par le Parti.

Il faut fêter cette victoire et pas seulement voir les blessés !

Fort du résultat obtenu, il faut relancer la mobilisation contre le procès mascarade d'avril et en même obtenir la dissolution du "Groupe franco-italien sur les menaces graves".

Non au nouveau maccarthisme !

Dissolution immédiate du "Groupe franco-italien sur les menaces graves" !

*Hasta la victoria siempre !*

**Comité d'Aide  
aux Prisonniers du (n)PCI »**

*Cf. <http://cap-npci.awardspace.com>*

---

## COMMUNIQUÉ SOUTENUPAR LE Groupe CRI

# POUR LA LIBÉRATION DES MILITANTS D'ACTION DIRECTE ! NATHALIE MÉNIGON AURAIT DÛ QUITTER LA PRISON LE 22 MAI !

### **Communiqué de *Ne Laissons Pas Faire et de Libérez-les !***

« (...) Le Parquet [a] fait appel de la décision de semi-liberté pour Nathalie Ménigon. Nathalie ne quittera donc pas la prison de Bapaume le 22 mai. L'acharnement de l'État à l'encontre des militant-e-s d'Action Directe se révèle dans toute sa dimension revancharde avec cette prolongation de deux mois de la détention de Nathalie Ménigon. Quand la torture morale s'ajoute à la peine... Comme le disait Joëlle Aubron : "L'État nous aime...", mais il a l'amour vache !"

Après avoir tergiversé pendant plus d'un mois, la cour spéciale présidée par le juge d'application des peines ayant compétence pour les dossiers dits "terroristes" [avait décidé le] jeudi 10 mai 2007 que Nathalie Ménigon, militante d'Action Directe, quittera[it]

le centre de détention de Bapaume le 22 mai.

Cette décision intervient après vingt années de prison pendant lesquelles, après avoir été jugée par des tribunaux d'exception, Nathalie a subi des conditions d'incarcération particulièrement dures. Nathalie souffre en outre des séquelles des accidents vasculaires cérébraux subis en prison et pour lesquels elle n'a pas reçu les soins adéquats. Mais ces vingt années d'emprisonnement ont aussi été vingt années de résistance, vingt années de combats. Vingt années pendant lesquelles, en dépit du chantage au reniement, Nathalie Ménigon n'a jamais accepté de trahir son engagement et son identité de militante.

La décision [du 10 mai] est donc une victoire du courage politique

contre l'acharnement de l'État, elle est aussi celle de la solidarité avec les prisonniers d'Action Directe, un mouvement qui a connu ces derniers temps un élargissement remarquable, avec le dépôt d'une pétition de plus de 6500 signataires exigeant leur libération.

Néanmoins, dans cette période marquée par la multiplication des lois répressives, nous devons prendre acte des conditions très dures imposées par la décision des juges :

- Il s'agit non pas d'une libération, mais d'un aménagement de peine, qui ouvre sur une possibilité de libération conditionnelle dans un an (le délai minimum dans ce cas).

- Nathalie sera transférée par l'Administration pénitentiaire à la prison la plus proche de son lieu de travail et, du lundi au vendredi, elle

réintégrera chaque soir sa cellule ; l'horaire de retour sera à respecter impérativement, sinon elle sera considérée comme évadée. Nathalie sera obligée de demander une permission pour toute demande de sortie pendant le week-end.

• Nathalie devra respecter une interdiction absolue de toute expression publique (orale, presse, livre...). Cette condition supprimera donc les possibilités de s'exprimer

dont elle pouvait encore paradoxalement user jusqu'à maintenant, notamment en soutien à ses camarades emprisonnés.

Ces restrictions, difficiles à admettre, à ce qui n'est pas encore une vraie liberté — et le Parquet risque de faire appel de cette décision — nous imposent le devoir de continuer à agir en solidarité avec Nathalie Ménigon. Et nous continuerons à mobiliser pour la libération des autres camarades

d'Action Directe, dont les dossiers de conditionnelle justifient tout autant que pour Nathalie une libération devenue aujourd'hui une exigence incontestable.

**Collectifs Ne Laissons Pas Faire  
et Libérez-les,  
le 10 mai 2007, 12h »**

*Cf. <http://nlpf.samizdat.net> et  
[www.atols.info/comitez%20Liberez-les/v%b2](http://www.atols.info/comitez%20Liberez-les/v%b2)*

---

DÉCLARATION DU RÉSEAU ÉDUCATION SANS FRONTIÈRES SOUTENUE PAR LE Groupe CRI

## LAISSEZ-LES GRANDIR ICI ! HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN, ILS SONT SOUS NOTRE PROTECTION !

**Du 13 au 30 juin, le Réseau Éducation Sans Frontières se fait entendre haut et fort dans toute la France**

« Une rencontre nationale de notre Réseau s'est tenue samedi 12 mai à Belleville, à deux pas de l'école Rampal. Membres de RESF, de Lille à Marseille, de Strasbourg à Toulouse, nous nous sommes rencontrés pendant une journée pour faire le bilan d'une activité dont le développement depuis bientôt trois ans a surpris tout le monde — à commencer par nous-mêmes — et qui n'est pas prête de s'arrêter, tant que nos voisins étrangers ne seront pas reconnus pour ce qu'ils sont : dans nos écoles, des élèves et des parents comme les autres, dans nos quartiers, des habitants et non des suspects, dans les entreprises, des collègues.

Nous avons fait un état des lieux : des menaces répétées, qui visent les familles mais aussi les soutiens (et qui font de tous les citoyens qui s'engagent des délinquants potentiels de la solidarité, cf. les récents procès de Florimond Guimard et de François Auguste, ou celui qui vise les militants de l'Oise, poursuivis au mépris de la liberté d'expression), des tentatives d'expulsion qui visent à engendrer la peur ; mais aussi une solidarité de tous les instants ; car les initiatives se multiplient : devant les commissariats, dans les écoles par la grève (par exemple vendredi [11 mai] aux écoles Métra dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris), dans les tribunaux, au port de Marseille (le père de famille nous l'expulsion a été empêchée le 1<sup>er</sup> mai est maintenant libéré), dans nos quartiers — des banderoles colorées au

mur des écoles à la pétition "Laissez les grandir ici", en passant par nos farandoles, déjeuners solidaires, projections de films, rassemblements divers.

Nos actions, intenses et variées, menées avec la même énergie que celle que nous employons pour élever nos enfants, aider nos amis, faire de belles choses, ont souvent pu mettre un frein à l'injustice qui frappe nos voisins.

Car c'est bien une injustice de faire d'une partie de la population un bouc émissaire et de la harceler. Non, il n'y a pas de "problème" de l'immigration dans un pays qui accueille des immigrants de façon continue depuis plus d'un siècle. Il y a des problèmes bien réels, dans le monde et ici, de pauvreté, de manque de droits, d'inégalités. C'est pour les cacher qu'on invente ce "problème de l'immigration" ; l'État a déjà déployé pour ce faire des efforts considérables, en propagande, en moyens policiers, et son chef actuel nous dit qu'il va en faire encore plus !

Face à cette chasse inutile, coûteuse et surtout injuste, nous continuons notre combat solidaire. Le monde de l'école persistera tranquillement à défendre ses valeurs : le droit à l'éducation pour tous bien sûr, et, au-delà, la liberté (de fuir le désespoir ou la guerre, de circuler), l'égalité (quelle que soit l'origine de chacun), la fraternité. Dans nos quartiers, les établissements scolaires resteront ces tremplins de la solidarité,

qui placent la justice au-dessus des lois ou décrets de circonstance qui bafouent les textes de défense des droits de l'Homme et de l'Enfant ratifiés par la France.

Ce samedi, nous avons donc pris plaisir à affûter notre outil de résistance qui s'appelle Réseau Education sans frontières, un outil souple, convivial et indépendant ; nous sommes contents de constater que depuis une semaine de nouvelles personnes nous rejoignent. Des raisons supplémentaires, s'il en était besoin, pour renforcer notre volonté de défendre les familles et les jeunes "sans-papiers".

Sans papiers, mais pas sans amis car nous continuons à être présents tous les jours à leurs côtés. Du 13 au 30 juin, nous dirons haut et fort dans la France entière, par un ensemble d'apparitions publiques dont nous mettons au point le programme, que nous voulons un été serein pour tous nos voisins et amis.

**• Rejoignez les collectifs RESF près de chez vous et les réseaux de vigilance ;**

**• Signez et faites signer autour de vous la pétition "Laissez-les grandir ici !" ;**

**• Diffusez partout autour de vous "l'adresse aux citoyens" du RESF ;**

**• Participez aux actions et mobilisations du réseau : avec vous nous serons plus forts ! »**

*Cf. <http://www.educationsansfrontiere.org>*

# SARKOZY OU LE TRIOMPHE D'UNE HISTOIRE APOLOGÉTIQUE DE LA COLONISATION

Article d'Olivier Le Cour Grandmaison paru sur le site du *Mouvement pour l'Égalité* (MPE)

*Nous publions ici un article d'Olivier Le Cour Grandmaison, enseignant à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne et auteur de Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'État colonial (Fayard, 2005). Cet article a été publié par le site du Mouvement Pour l'Égalité (MPE), cf. <http://www.mouvement-egalite.org>*

*« "Le rêve européen a besoin du rêve Méditerranée. Il s'est rétréci quand s'est brisé le rêve qui jeta jadis les chevaliers de toute l'Europe sur les routes de l'Orient, le rêve qui attira vers le sud tant d'empereurs du Saint Empire et tant de rois de France, le rêve qui fut le rêve de Bonaparte en Égypte, de Napoléon III en Algérie, de Lyautey au Maroc. Ce rêve ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation." Après cette énumération supposée rendre compte d'une glorieuse tradition incarnée par la France depuis des siècles et inlassablement défendue par tous ceux qui furent soucieux de défendre son rayonnement, le même ajoute : "Faire une politique de civilisation comme le voulaient les philosophes des Lumières, comme essayaient de le faire les Républicains du temps de Jules Ferry. Faire une politique de civilisation pour répondre à la crise d'identité, à la crise morale, au désarroi face à la mondialisation. Faire une politique de civilisation, voilà à quoi nous incite la Méditerranée où tout fut toujours grand, les passions aussi bien que les crimes, où ne rien fut jamais médiocre, où même les Républiques marchandes brillèrent dans le ciel de l'art et de la pensée, où le génie humain s'éleva si haut qu'il est impossible de se résigner à croire que la source en est définitivement tarie. La source n'est pas tarie. Il suffit d'unir nos forces et tout recommencera."*

Quel est auteur de ces lignes qui se veulent inspirées alors qu'elles ne font que reprendre la plus commune des vulgates destinée à légitimer les « aventures » coloniales de la France ? Un ministre des Colonies de la Troisième République ? Un membre de la défunte Académie des « sciences coloniales » ? Un nostalgique de l'Algérie française qui les aurait rédigées pour prononcer un discours destiné à célébrer cette période réputée

faste où la France commandait à 70 millions « d'indigènes » répartis sur 13 millions de kilomètres carrés ?

Non, l'auteur de cette prose, aussi mythologique qu'apologétique de la colonisation, n'est autre que Nicolas Sarkozy qui a prononcé ces fortes paroles en tant que ministre-candidat lors d'un meeting à Toulon le 7 février 2007.

Singulièrement passée sous silence par la plupart des médias et des autres dirigeant(e)s politiques engagés dans les élections présidentielles, cette intervention confirme que la réhabilitation du passé colonial de la France n'est pas une embardée conjoncturelle de l'actuelle majorité et de son principal représentant. Au contraire, cette réhabilitation, sans précédent depuis la fin de la guerre d'Algérie, s'inscrit dans un projet politique cohérent, systématique et crânement assumé par le candidat de l'UMP désormais chef de l'État français. Pour des motifs partisans, et pour défendre ce que ce dernier croit être l'honneur de la France et de ses citoyens, il se fait donc porte-parole d'une histoire officielle, mensongère et révisionniste des causes qui ont conduit à la construction de l'empire français, érigé par de nombreuses guerres de conquête, puis dirigé par des institutions coloniales racistes et discriminatoires. En témoigne, notamment, le statut des « indigènes », considérés alors non comme des citoyens libres et égaux mais comme des « sujets français » privés des droits et libertés démocratiques élémentaires et soumis, qui plus est, à des dispositions répressives — le Code de l'indigénat, entre autres — qui ne pesaient que sur eux.

Sous le prétexte fallacieux de lutter contre on ne sait quelle « pensée unique » et désir de « repentance », lesquels n'existent que dans l'esprit de Sarkozy et de ceux qui ont forgé ces pseudo-concepts grossiers, sur le plan intellectuel s'entend, pour mieux faire croire à leur propre courage et originalité, on assiste donc à une instrumentalisation spectaculaire du passé colonial de la France. Manipuler cette histoire par la surexposition de certains de ses aspects « positifs » supposés — la colonisation au nom de la civilisation par exemple —, par

l'euphémisation ou la sous-estimation des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis au cours de cette longue période de l'empire colonial, et par l'occultation enfin de l'oppression et de l'exploitation imposées à ceux qu'on appelait alors avec mépris « les indigènes », tels sont les ressorts principaux de cette opération.

Moderne et audacieux Sarkozy ? De tels discours nous ramènent au plus convenu de la doxa officielle forgée sous la Troisième République. Quel est l'adjectif qualificatif adéquat à cette opération qui repose sur un mépris souverain de l'histoire et des innombrables victimes des guerres et des répressions coloniales ? Réactionnaire, assurément.

Jamais depuis des décennies, un candidat soutenu par le plus important parti de la droite parlementaire ne s'était engagé dans cette voie.

Stupéfiante involution. Elle témoigne d'une radicalisation significative des discours élaborés sur ces questions par l'UMP et son représentant en même temps qu'elle légitime et banalise des thèmes qui n'étaient jusque-là défendus que par l'extrême droite et quelques associations de nostalgiques de la période coloniale. Pour les amateurs d'exception française, en voilà une remarquable mais sinistre car la France est le seul État démocratique et la seule ancienne puissance impériale européenne où l'un des principaux candidats à l'élection présidentielle ose tenir de pareils propos. À quoi s'ajoute le fait que ce pays est également le seul où une loi — celle du 23 février 2005 —, toujours en vigueur en dépit du tour de passe-passe politico-juridique du Président de la République, sanctionne une interprétation officielle de ce passé colonial. « *La Nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Indochine ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française.* » Telle est, en effet, la première phrase de l'Article 1 de ce texte voté par l'UMP et l'UDF au terme de débats où Rudy Salles, le

très officiel porte-parole de cette dernière formation politique à l'Assemblée nationale, a joué un rôle particulièrement actif. Qu'en pense François Bayrou lui qui prétend dépasser le clivage gauche/droite et incarner une autre façon de faire de la politique ? Il n'est pas besoin d'être un

brillant philologue pour comprendre que le terme ouvre, employé dans ce contexte, emporte une appréciation évidemment positive de la période considérée.

Face à cette offensive politique, engagée depuis longtemps par les diverses composantes de la droite

parlementaire, notamment, et son principal représentant que comptent faire les dirigeants de la gauche parlementaire et radicale ? Ils doivent le faire savoir au plus vite.

**Olivier Le Cour Grandmaison**  
9 mai 2007 »

MAROC

## CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ AVEC LES MILITANTS ARRÊTÉS ET POURSUIVIS APRÈS LES MANIFESTATIONS DU 1<sup>ER</sup> MAI

### Communiqué du Groupe CRI

« Le Groupe CRI exige la libération immédiate et inconditionnelle et l'arrêt de toute poursuite contre les cinq militants syndicaux marocains arrêtés le 1er mai dans leur local syndical à Agadir :

- Abderrahim KARRAD, ouvrier agricole, membre du bureau national du Syndicat National des Ouvriers Agricoles affilié à la Fédération Nationale du Secteur Agricole/UMT,

- Elhoussine OULHOUSS, syndicaliste membre de la Fédération Nationale de l'Enseignement FNE de l'UMT, président de la section de l'AMDH à Biougra,

- Elmehti ELKERKOUCH et Mustapha ELGAROUAZ, élèves, membres de l'AMDH, manifestants dans le cadre de la coordination contre la cherté de la vie,

- Mustapha FATHI, syndicaliste membre de la Fédération Nationale de l'Enseignement FNE de l'UMT, membre de la section de l'AMDH à Biougra.

Le Groupe CRI appelle toutes les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier de France à s'engager ensemble dans ce but.

Il apporte son soutien aux luttes des ouvriers du Maroc, notamment aux ouvriers d'Innovations Agricoles de Khmis Ait Amira dans la région d'Agadir

Il exige de l'Etat marocain qu'il cesse de réprimer les militants et respecte tous les droits démocratiques et syndicaux.

Vive la solidarité internationaliste du prolétariat et de ses organisations !

Paris, 3 mai 2007 »

### Pétition de l'Association Marocaine des Droits Humains (AMDH)

« Le Bureau Central de l'AMDH a été choqué par le verdict scandaleux (deux années de prison ferme et 10 000 dhs d'amende pour chacun) prononcé par le tribunal de 1ère instance d'Agadir à l'encontre des deux camarades membres de la section AMDH à Biougra (Région d'Agadir), le lycéen Mahdi BARBOUCHI et l'ouvrier agricole et syndicaliste UMT Abderrahim KARRAD.

Rappelons que les deux militants de l'AMDH, BARBOUCHI et KARRAD, ont

été arrêtés à l'entrée du siège de l'UMT (Union Marocaine du Travail) à Agadir, le 1er mai 2007, après avoir participé au défilé organisé à l'occasion de la Fête du Travail. Ils ont été jugés pour « atteinte aux valeurs sacrées du Royaume », malgré leur refus de cette inculpation et du contenu même du procès-verbal de police qu'ils déclarent avoir signé sous la torture et sous la menace de viol.

Le Bureau Central de l'AMDH considère que le procès intenté aux deux camarades de l'AMDH est inéquitable.

Il condamne le verdict inique qui constitue une violation grave des droits à la liberté d'opinion et d'expression et des normes des Droits Humains reconnus universellement.

Il appelle à la libération immédiate des deux militants BARBOUCHI et KARRAD, des cinq autres membres de l'AMDH détenus pour le même motif à Ksar El Kebir et de tous les détenus politiques au Maroc.

Rabat, 10 Mai 2007

Le Bureau central de l'AMDH »

[Site: <http://www.amdh.org.ma>]

### Pétition Liberté pour les prisonniers politiques au Maroc

« 1er mai 2007 : Comme partout dans le monde, les Marocains ont voulu célébrer la fête du travail. En scandant leurs revendications, comme partout dans le monde. Ce qui n'a pas été du goût des pouvoirs publics. La police a matraqué, incarcéré et torturé des militants à Agadir, Tiznit, Ksar Lekbir, Sefrou. Kerrad Abderrahim et Mehdi El Barbouchi à Agadir, ont été condamnés à 2 ans de prison et à payer une amende de 10 000 dh.

Thami El Khiati, Mohamed Rabea Rissouni, Youssef Erragab, Oussama Ben Massaoud et Ahmed Lagaatab ont été condamnés le 22 mai 2007 à 3 ans de prison ferme et à payer la même amende. A Beni Mellal, Abdelkber Rabaoui, Abass Abassi, Mohamed Fadel, Abdelaziz Timor, Brahim Ahansal, Smaïn Amrar, Mohamed Bougrine, Abderrahmane Aaji, Mohamed Yousfi et Nabil Cherqui sont interpellés pour avoir organisé un *sit-in* de solidarité le 5 juin 2007 avec les détenus à Agadir et Ksar Lekbir et sont tous poursuivis.

15 juin 2007 : journée de protestation et de solidarité à travers plusieurs villes. La répression est encore plus féroce, en particulier à Rabat où des militants et les responsables de l'AMDH, Khadija Ryadi, Amine Abdelhamid et Abdelilah Ben abdeslam, sont traînés par terre et violemment battus. Plus de 15 blessés, dont un dans un état grave, sont hospitalisés.

Quelques jours auparavant une étudiante sahraouie a été torturée lors d'un *sit-in* de solidarité: un policier lui a enfoncé sa matraque dans l'œil jusqu'à le faire éclater. Face à ces pratiques barbares qui rappellent de tristes années, les dirigeants continuent à faire croire à un Maroc nouveau, ouvert, démocratique.

Les pays observateurs ne seront pas toujours dupes... Nous nous associons aux associations (ATMF, ASDHOM, AMDH, FMVJ, ADALA, CMDH, Solidarité Maroc 05 France, Amnesty international...) pour dénoncer cette répression sauvage utilisée pour venir à bout de la liberté d'expression légitime des démocrates marocains, ainsi que les jugements iniques à l'encontre de militants emprisonnés à Agadir, Ksar Lekbir et Beni Mellal. Nous demandons leur libération immédiate ainsi que celle de tous les détenus politiques. »

*Pétition et motions à adresser à :*

- **M. Driss Jettou, premier ministre**, courrier@pm.gov.ma - Fax : 00212 037761010 // 00212 37 73 10 10

- **M. Mohamed Bouzoubaa, ministre de la Justice**, Rabat : courrier@mj.gov.ma - Fax : 00212 037723710..

- **M. Mostafa Sahel, ministre de l'Intérieur**, quartier administratif, Rabat : courrier@mi.gov.ma - Fax : 00212 037766861 / 00212 037767404.

- **M. Mohamed Aujjar, ministre des droits de l'homme**. Fax : 00212 37671967.

- **Conseil consultatif des Droits de l'Homme** : Fax : + 21237.72.68.56.

- **Wali (préfet) d'Agadir** : Fax : 00212 28840249 // 00212 28840414.

- **Wali Beni Mellal** : Fax 00212 23489262.

- **Wali Ksar Kebir** : Fax : 00212 39985206.

*Pour plus d'informations, consulter :*  
<http://insad-1mai.blogspot.com>

## CONTRE LES PUTSCHISTES DE RAMALLAH SOUTIEN A LA RESISTANCE DU PEUPLE PALESTINIEN

Article de Pierre-Yves Salingue, militant de la cause palestinienne en France

*Nous publions ici un article de Pierre-Yves Salingue, militant pour la cause du peuple palestinien, adhérent notamment de l'association Nanterre Palestine, laquelle est membre, comme le Groupe CRI et d'autres, du Collectif pour la défense des peuples du Moyen-Orient contre le sionisme et l'impérialisme. Nous partageons pour l'essentiel l'analyse proposée dans cet article. Cf. aussi nos articles et propositions dans Le CRI des travailleurs, notamment n° 22 et 23.*

« Les récents développements de la situation à Gaza et en Cisjordanie interpellent une nouvelle fois toutes les forces qui se revendiquent de la solidarité avec le Peuple palestinien.

Dénonçant une « tentative de coup d'état » par le Hamas à Gaza, Mahmoud Abbas a prononcé la dissolution du « gouvernement d'union nationale » constitué après l'accord de la Mecque, décrété l'état d'urgence et désigné Salam Fayyad comme nouveau Premier ministre à la place de Ismail Haniyeh. Compte tenu de l'état d'urgence décrété, le nouveau Premier ministre n'aura pas besoin de solliciter l'investiture du Conseil législatif, échappant ainsi à l'éventuelle sanction d'un parlement déjà affaibli par l'arrestation de plus de la moitié des élus Hamas de Cisjordanie, cependant que ceux élus à Gaza ne peuvent venir siéger à Ramallah !

Dans les heures qui ont suivi, le gouvernement des États-Unis, la Communauté européenne et le gouvernement israélien ont fait part de leur satisfaction et annoncé un renforcement de leur soutien à Abbas : un gouvernement sans le Hamas autorise la levée du blocus, le rétablissement des aides, la restitution des fonds illégalement confisqués, etc.

La Ligue arabe a suivi de près, après quelques hésitations témoignant des inquiétudes de certains dirigeants arabes à se compromettre chaque fois davantage en s'alignant trop explicitement sur leurs maîtres impérialistes.

Quelles que soient les apparences et quelles que soient les exactions réellement commises à Gaza, il faut rétablir la vérité : **les putschistes ne sont pas ceux que les médias aux ordres ont accusé d'avoir « livré Gaza aux pillards » mais ceux qui ont, depuis la signature des accords d'Oslo, livré la Palestine toute entière à la colonisation sioniste.**

Mahmoud Abbas, « grand architecte » de la trahison d'Oslo, était sans nul doute le plus qualifié pour être le grand chambellan de cette révolution de palais destinée à donner aux gouvernements impérialistes et à l'État sioniste le gouvernement palestinien qu'ils appelaient de leurs vœux.

Salam Fayyad, dont le passé de haut fonctionnaire du FMI et de la Banque Mondiale garantit le sens du respect des exigences économiques et financières de l'ordre impérialiste, n'a aucun poids politique en Palestine (2,4 % des suffrages lors des dernières élections du Conseil législatif), il ne bénéficie du support d'aucune organisation et ne représente donc aucun danger pour les petits barons du Fatah, supplétifs de l'État colonial et disposés à se contenter d'une place subalterne dans le projet impérialiste pour le Moyen-Orient.

Quant au nouveau ministre de l'intérieur, Abdel Razaq Yehiyeh, il s'était déjà rendu célèbre quand il occupait la même fonction dans le premier gouvernement d'Abbas, en déclarant en septembre 2002 que « *tous les actes de résistance caractérisés par de la violence tels le recours à des armes et même à des pierres (...) sont nuisibles* ».

Le putsch, dont le principe avait été décidé dès les lendemains de la victoire électorale du Hamas en janvier 2006, a été envisagé et repoussé à plusieurs reprises.

Faute de pouvoir passer à l'acte rapidement, compte tenu de la volatilité de la situation régionale, suite notamment à l'agression israélienne contre le peuple libanais,

Abbas et la direction du Fatah ont systématiquement refusé au Hamas le droit d'exercer le mandat qu'il avait reçu des électeurs de Gaza et de Cisjordanie.

Le conflit en résultant avec le Hamas s'est progressivement focalisé sur la question du contrôle des forces de sécurité, Abbas et le Fatah refusant au Hamas d'exercer ses prérogatives de parti majoritaire dans ce domaine particulièrement sensible compte tenu du rôle protecteur des intérêts israéliens confiés à l'Autorité palestinienne.

Cette décision était aussi destinée à provoquer une réaction violente de la part du Hamas et à trouver ainsi l'alibi dont Abbas et la direction du Fatah étaient privés du fait de la trêve respectée par le Hamas dans les attaques contre Israël.

Du gouvernement fantôme mis en place par Abbas à sa menace de recourir à un référendum instrumentalisant le document des prisonniers en mai 2006, de la provocation à la grève contre le nouveau gouvernement, en refusant de payer les salaires des fonctionnaires de l'Autorité alors que les caisses de la Présidence étaient pleines, aux interminables négociations relatives à un gouvernement d'unité — d'abord refusé par le Fatah puis posé comme une condition de partage des pouvoirs —, les émules palestiniens de Pinochet ont cherché à gagner du temps pour augmenter leurs chances de succès dans une confrontation qui s'annonçait difficile, notamment à Gaza.

Depuis plus d'un an les informations ont filtré, confirmant la décision prise d'éliminer l'obstacle issu du vote démocratique de janvier 2006 : aide financière exceptionnelle de 75 millions de dollars du gouvernement des États-Unis et fournitures d'armes avec l'accord des Israéliens pour le renforcement de la garde présidentielle d'Abbas, entraînement de ces mêmes forces à Jéricho et en Egypte, etc.

Il faut bien entendu dénoncer la farce démocratique consistant à présenter comme légitime un Premier ministre ayant obtenu 2,4 % aux élections, quand celui choisi par le parti qui avait obtenu 43 % ne l'était pas !

À ceux qui parlent de « coup de force du Hamas » à Gaza, il faut rappeler ce que tout observateur impartial de la situation à Gaza sait et qui a été maintes fois expliqué par les journalistes et commentateurs qui ne prennent pas leurs informations auprès du Mossad ou de l'ambassade des USA en Israël : l'initiative du terrorisme interpalestinien et de la violence à Gaza appartient au fasciste maffieux Dahalan qui a tout fait pour créer une situation de chaos susceptible de justifier une intervention répressive brutale.

Or, malgré son échec à Gaza, c'est Dahalan que Mahmoud Abbas a choisi pour l'accompagner dans sa rencontre le 16 juin avec le Consul général des États-Unis, pour y prendre ses consignes et recevoir les félicitations du gouvernement des États-Unis et c'est ce même Dahalan qui déclarait dimanche 17 juin à des responsables jordaniens qu'un plan de reconquête de Gaza et d'élimination des forces du Hamas était à l'ordre du jour.

Dans le même temps Barak, nouveau ministre de la défense israélien et premier artisan avant Sharon de la répression de la deuxième Intifada, passait commande à l'état-major de l'armée israélienne de plans d'attaque massive contre Gaza.

Il faut donc refuser toute symétrie et tout renvoi dos-à-dos entre d'une part le camp de ceux qui ont depuis longtemps brisé l'unité du Peuple palestinien, notamment en signant la reddition d'Oslo, ceux qui ont vendu la Palestine pour quelques avantages financiers et de prestige, ceux qui sont toujours prêts à brader ce qui reste d'une Palestine colonisée, dépecée et martyrisée pendant qu'ils « négociaient » avec leurs comparses sionistes et ceux qui, quels que soient leurs défauts, leurs erreurs et leurs contradictions, ont reçu en janvier 2006 l'appui de la majorité de la population parce qu'ils incarnaient la poursuite de la résistance et le refus de la corruption et de la collaboration avec l'occupant israélien.

S'agissant du Hamas, les prochaines semaines seront décisives.

Soit ses dirigeants prennent conscience de l'erreur consistant à croire et à entretenir l'illusion qu'il est

possible de gouverner dans l'intérêt de la population palestinienne dans le cadre du dispositif d'Oslo, créé pour briser l'unité de la cause palestinienne et liquider la question nationale et pour protéger les avantages et privilèges de ceux qui ont renoncé à incarner cette lutte et ses objectifs.

Soit ils s'obstinent à penser qu'ils peuvent utiliser ce dispositif et y faire la démonstration de leurs aptitudes à gouverner et à simultanément défendre les objectifs de libération.

Dans le premier cas, le Hamas fera le choix de quitter et de dénoncer l'Autorité et d'en revenir à l'action politique de résistance, avec l'objectif de contribuer à la reconstruction d'un mouvement de libération rendue nécessaire par la faillite de l'OLP dominée par le Fatah d'Arafat et d'Abbas.

Dans le deuxième cas, il sera à son tour victime des contradictions de cette stratégie calamiteuse pour le mouvement national palestinien et, à l'image de ce qui est arrivé au Fatah et à l'OLP, il abandonnera les objectifs de libération nationale et se retrouvera à quémander l'autorisation de s'asseoir à la table du maître, à l'encontre des intérêts véritables du Peuple palestinien.

Aujourd'hui la pièce n'est pas jouée, mais il faut bien constater l'existence de signes inquiétants.

Dans une récente interview au *Figaro* (15 juin 2007), Haniyeh a déclaré : « ...Notre programme est clair. Nous souhaitons la création d'un État dans les frontières de 67, c'est-à-dire à Gaza et en Cisjordanie avec Jérusalem Est pour capitale. L'OLP reste en charge des négociations. Nous nous engageons à respecter tous les accords passés, signés par l'Autorité palestinienne... »

Dans le même temps Kahled Mechaal déclarait depuis Damas que Abbas était légitime, comme le Fatah et comme le Hamas, qu'il fallait reprendre le dialogue interpalestinien sous supervision arabe, qu'il n'y avait pas de crise réelle entre le Fatah et le Hamas, etc.

On saura rapidement s'il ne s'agit que de propos tactiques visant à surmonter les dangers d'isolement pesant aujourd'hui sur le Hamas, ou si on voit là s'affirmer la possible adaptation opportuniste d'une organisation qui se réfère en définitive d'abord à l'idéologie des Frères Musulmans et qui ferait le choix de prioriser sa survie, pour poursuivre un combat plus important pour elle que la libération de la Palestine, celui de son islamisation qui ne saurait se réaliser

qu'à long terme et suivant des modalités bien différentes de celles d'une lutte de libération nationale.

De ce point de vue il est assez tragique de constater, une fois encore, l'absence totale d'une claire alternative permettant aux militants palestiniens de gauche de disputer aux courants islamiques l'expression populaire de la résistance à l'offensive impérialiste et aux plans sionistes.

Dans un communiqué daté du 14 juin, le FPLP en appelait à la fin des combats interpalestiniens, à « un dialogue national total » et pointait la responsabilité dans les événements de l'accord de La Mecque, au seul motif qu'il consolidait « le dualisme » Fatah/Hamas sans donner leur place aux autres forces politiques palestiniennes...

On n'y trouve aucune dénonciation du rôle d'agent de l'impérialisme joué par Abbas, ni dénonciation des responsabilités particulières de la direction du Fatah dans « l'effondrement des valeurs et des principes », ni énoncé de la faillite inévitable de toute recherche d'une solution ne brisant pas le cadre des accords d'Oslo.

On y chercherait en vain l'affirmation de l'impossibilité d'une « unité nationale » entre forces qui veulent résister et forces qui veulent liquider toute résistance populaire, etc.

Pour autant, pour les forces qui veulent soutenir le Peuple palestinien, il convient de ne pas chercher d'alibi à l'inaction dans l'absence d'alternative claire au cours politique catastrophique suivi par les forces principales du mouvement national palestinien.

S'il faut bien entendu dénoncer les responsabilités premières de l'impérialisme et de l'État sioniste dans la situation actuelle du Peuple palestinien, s'il n'est pas faux de dire que les affrontements interpalestiniens sont une conséquence directe de l'occupation coloniale, on ne peut en rester là et encore moins se contenter de « condamner la violence suicidaire interpalestinienne » (!) comme le fait un communiqué de l'AFPS publié le 15 juin.

Le courant politique regroupé autour d'Abbas et de Dahalan et qui dirige le Fatah, n'est pas un courant avec lequel celles et ceux qui soutiennent la résistance du Peuple palestinien ont seulement « des divergences » : c'est un courant avec lequel nous devons rompre tout lien et que nous devons combattre sans concession.

On ne peut pas se mobiliser aux côtés d'un peuple qui lutte pour ses droits et, dans le même temps, aider à propager la parole de celles et ceux qui liquident ces droits.

Dans le coup de force d'hier comme dans ceux à venir prochainement, il faudra choisir son camp.

Pierre-Yves Salingue,  
17 juin 2007 »

BRÉSIL

## CAMPAGNE POUR L'ARRÊT DE L'INTERVENTION JUDICIAIRE ET POLICIÈRE CONTRE LES USINES CIPLA ET INTERFIBRA !

Depuis novembre 2002, les usines Cipla et Interfibra de Joinville, au Brésil, sont occupées, contrôlées et administrées par les travailleurs (cf. le précédent numéro du CRI des travailleurs). Ils se réunissent tous les mois en assemblée générale et élisent un comité d'usine pour diriger l'usine entre deux assemblées. Depuis le début, ils se battent pour la nationalisation de l'usine sous contrôle ouvrier. Le gouvernement Lula a toujours repoussé cette exigence. Entre-temps, les travailleurs ont réussi à redresser les deux usines, à maintenir les 1000 emplois, à payer les salaires, et même le 13<sup>e</sup> mois, à réduire le temps de travail... Aujourd'hui, après des années de lutte sur tous les fronts, une offensive brutale a été lancée contre les deux usines. 150 policiers ont envahi la Cipla, ont chassé la commission d'usine et ont installé un administrateur judiciaire, qui procède à une véritable épuration, allonge la journée de travail et engage une équipe de gardes-chiourme pour faire trimer les ouvriers. Cette intervention se fonde sur une décision de justice dans le cadre d'un procès entre la Cipla et l'INSS (Institut National de la Sécurité Sociale), qui dépend directement du Ministère de la Prévoyance Sociale. L'actuel titulaire de ce Ministère n'est autre que Luiz Marinho, l'ancien secrétaire général de la CUT (la principale et très puissante confédération du Brésil).

Le Groupe CRI dénonce la honteuse intervention judiciaire et policière contre la Cipla, qui a été suivie d'une intervention policière similaire contre Interfibra. Il affirme sa profonde solidarité aux travailleurs et à leurs Commissions d'Usine légitimement élues. Il appuie leur exigence de fin de l'intervention, de réintégration de tous les ouvriers licenciés et du retour de la commission d'usine, seule légitime pour diriger l'entreprise. C'est la place de tous les travailleurs, de leurs partis et de leurs syndicats que d'être du côté des

ouvriers de la Cipla et d'Interfibra contre l'intervention décidée par la justice bourgeoise, avec l'appui, si ce n'est pas à l'instigation du gouvernement Lula.

C'est pourquoi nous publions ci-dessous de larges extraits de « Fabricas Ocupadas », le bulletin de la commission d'usine de la Cipla/Interfibra, devenu provisoirement celui du Comité pour la fin de l'intervention dans la Cipla/Interfibra, afin d'informer le plus largement possible sur cette lutte. Le Groupe CRI appelle toutes les organisations se revendiquant du mouvement ouvrier à participer à la campagne de solidarité avec la Cipla/Interfibra, notamment en envoyant des motions aux Ministres fédéraux brésiliens, au Ministre de l'État de Santa Catarina et aux autorités judiciaires concernés<sup>1</sup>.

Antoni Mivani

### La justice traite le travailleur comme un bandit et veut fermer la Cipla/Interfibra

Extraits de Fabricas Ocupadas, bulletin du Comité pour la fin de l'intervention à la Cipla/Interfibra, Joinville, Juin 2007<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Cf. déjà, dans notre précédent numéro, la motion de solidarité avec l'usine Cipla adoptée par le congrès académique du SNES-Créteil, sur proposition de notre camarade Stéphane. Depuis, cette motion a été reprise par le congrès national du SNES qui s'est tenu à Clermont-Ferrand en avril (cf. Supplément à L'Université syndicaliste n° 652 du 18 mai 2007, « Textes adoptés par le congrès national de Clermont-Ferrand, mars 2007 »). Cette prise de position du SNES est un point d'appui important pour les travailleurs de la CIPLA : elle peut être confirmée et imitée par le maximum d'organisations !

<sup>2</sup> L'ensemble des informations relatives aux usines occupées et à cette campagne en particulier sont disponibles à l'adresse <http://www.fabricasocupadas.org.br/>. Nous nous excusons par avance auprès de nos lecteurs si quelques erreurs de traduction ont pu se glisser dans les détails du texte.

« Pour garantir l'ordre d'intervention judiciaire administrative à Cipla/Interfibra, 150 policiers fédéraux fortement armés ont envahi le 31 mai l'usine Cipla. Les membres des commissions élues par les travailleurs ont été jetés dehors et il y a déjà une liste de 70 licenciements. L'objectif de l'action demandée par le juge fédéral Oziel Francisco de Souza le 21 mai (deux jours avant la manifestation à l'INSS de Joinville) est la saisie sur la facturation pour payer la dette de plusieurs millions de réaux [monnaie brésilienne, NdT] auprès de l'INSS laissée par les anciens administrateurs, Luis et Anselmo Batschauer. Cette dette, qui remonte à 1998, n'avait pas conduit à l'époque à la fermeture de leurs entreprises. « Nous avons tant lutté pendant ces quatre ans pour survivre dans ces usines. Quand j'ai vu la police dans la cour, j'ai cru que c'était un cauchemar et que j'allais me réveiller », dit un opérateur de machine de la Cipla.

Selon le document reposant sur des mensonges et des calomnies faits par le syndicat des ouvriers du plastique de Joinville [ce syndicat, dirigé par agents du patronat, vient de se désaffilier de la CUT, NdT], « on peut remarquer que le coût social du maintien de ces mille postes de travail est excessivement élevé. À partir de là, on peut même affirmer que le coût pour la société est disproportionné par rapport au bénéfice social (...) Le maintien du groupe Cipla contribue-t-il, de fait, au bien de la société ? Son existence n'est-elle pas un mal plutôt qu'un bien pour la société ? » Comment comprendre que le coût social du maintien de l'usine puisse être plus grand que le bénéfice pour les mille familles qui dépendent de ces emplois ? Les dettes que le juge veut faire payer sont de la responsabilité des patrons et des gouvernements, et non des travailleurs qui ont occupé les usines pour garantir les emplois et les droits.

Le 5 juin, cela a été au tour d'Interfibra de subir une semblable intervention.

### **Vérités et mensonges sur l'intervention contre l'usine Cipla/Interfibra**

#### *Réponses aux mensonges du mandataire judiciaire*

**Mensonge.** Le mandataire dit que, « *aujourd'hui, après presque cinq ans [d'occupation de l'usine, NdT] (...) on constate que la situation n'a pas de tout ou très peu changé* ».

**Vérité.** Quand la Commission d'Usine a pris la responsabilité de la direction de la Cipla/Interfibra, Interfibra ne vendait rien et Cipla vendait pour 950 000 réaux. Pour atteindre le point d'équilibre, elle devrait vendre pour 6 millions de réaux. Les salaires étaient de 50 réaux en moyenne par semaine, les vacances et le treizième mois n'étaient pas payés, les travailleurs licenciés ne touchaient rien ; cela faisait dix ans que le gouvernement ne percevait aucun impôt ; l'employeur ne cotisait pas au FGTS [Fonds de Garantie du Temps de Service, abondé par le versement par le patron de 8 % du salaire annuel pour tout employé en contrat fixe. Il sert entre autres à indemniser les travailleurs injustement licenciés. NdT.]

Aujourd'hui, les deux entreprises vendent pour 5 millions de réaux en moyenne et continuent donc d'avoir un déficit mensuel d'1 million de réaux. C'est pourquoi il faut choisir ce qui sera ou ne sera pas payé. Les salaires sont payés en temps et en heure, la majorité des licenciements et des demandes de licenciement ont fait l'objet d'indemnités et le reste est en cours de paiement ; le passif sur les cotisations sociales est en train d'être réglé par le transfert de 3 % de la facturation mensuelle à la Justice du Travail ; plus de 2 millions de réaux ont déjà été payés ; les salaires, les congés et le 13<sup>e</sup> mois en retard, car ils n'avaient pas été payés par les patrons, sont presque réglés ; les 30 heures hebdomadaires ont été conquises et toutes les décisions sont prises en assemblée d'équipe [l'usine fonctionne en 3 x 6 h ; il y a donc 3 équipes : « matin », « après-midi », « nuit ». NdT] ou en assemblée générale.

**Mensonge.** Le mandataire affirme que « *cela fait longtemps que l'on constate le non paiement des impôts fédéraux et des cotisations sociales,*

*tant de la part patronale qu'ouvrière* ». Il dit plus : « *Pendant ces cinq ans, l'administration des travailleurs a eu plus de temps qu'il n'est nécessaire pour mettre à jour les déclarations fiscales et autres déclarations auxquelles elle est obligée par la loi.* »

**Vérité.** La Cipla/Interfibra est à jour du paiement de la partie ouvrière de l'INSS [Sécurité sociale, NdT] et de l'IRF [impôt sur les bénéfices, retenu à la source, NdT]. Dire que les deux entreprises ont eu le temps suffisant pour mettre à jour le paiement de leurs impôts est une affirmation fautive et malveillante, car aussi bien la Justice Fédérale que l'INSS savent que les usines n'ont pas l'argent pour se capitaliser. Ils savent très bien que, tous les mois, la dette continue de croître parce que la facturation n'a pas encore été suffisante pour permettre de tout payer. L'ordre de priorité du paiement a toujours été : les salaires, les matières premières, le paiement de ce qui était possible pour les impôts, le paiement des salaires en retard, l'énergie électrique.

L'INSS et le Ministère de la Prévoyance Sociale n'engagent pas des actions militaires comme celles menées contre la Cipla/Interfibra contre les banques et les multinationales qui sont débitrices à leur égard. Mais ils le font dans les entreprises contrôlées par les travailleurs.

#### **Le mandataire judiciaire installe un régime de terreur dans les usines**

La terreur a déjà été installée à l'intérieur de la Cipla et d'Interfibra. Les membres de la Commission d'Usine et les employés qui soutenaient l'administration ouvrière sont empêchés d'entrer dans les entreprises. Une liste noire de 70 noms de travailleurs qui seront licenciés passe dans les mains des traîtres qui indiquent qui doit partir ou qui doit rester. Personne ne peut exprimer son désaccord avec l'intervention judiciaire et policière, ni avec les calomnies qui commencent à être proférées contre la commission d'usine. Un groupe de gardes-chiourme a été engagé pour surveiller les travailleurs. « *Ils sont 20* », dit un travailleur. « *Tu ne peux pas lever les yeux, sinon tu te retrouves à la rue. Tout le monde a peur* », s'indigne-t-il.

Pendant ces presque cinq ans, les travailleurs ont réussi à augmenter les ventes de l'entreprise, à relever les salaires, à réduire la journée de travail à 30 heures par semaine, à permettre la

participation démocratique de tous au travers de la Commission élue et des assemblées, pour ne citer que quelques-unes des améliorations. Toutes ces conquêtes sont piétinées par Uessler [le mandataire judiciaire, NdT], avec la collaboration des traîtres. En plus de la terreur et des licenciements, il a déjà annoncé le retour aux 8 h de travail, la fin du samedi libre et le licenciement d'environ 100 employés.

#### **La calomnie, instrument des lâches**

Il est évident que la calomnie est l'unique façon pour le mandataire judiciaire, le syndicat [des ouvriers du plastique, aux mains des alliés du patronat, récemment désaffilié de la CUT, NdT] et les traîtres, de dresser l'opinion publique contre la commission élue. Malgré toutes les difficultés, la commission a réussi à maintenir l'usine en marche jusqu'à l'intervention.

Les calomnieurs disent que la chirurgie de Serge [Goulart, coordonnateur des usines occupées, NdT] a été payée par la Cipla à hauteur de 100 000 réaux. La vérité est tout autre : la chirurgie de Serge a été payée à 100 % par le plan Unimed – Florianopolis, que Serge a depuis le 3 octobre 2002. Pour ceux qui veulent vérifier, le numéro de dossier est 0-025-0594-007654-00-6. Une autre calomnie est que Castro [un membre de la Commission d'Usine, NdT] aurait fait construire un immeuble de trois étages derrière le lieu où il vit. En vérité, l'immeuble appartient à Valmir Macieski.

Les notes fiscales distribuées dans l'usine se réfèrent à l'achat d'ordinateurs pour le bureau de la Cipla à Sao Paulo. Le système de sécurité pour la maison de Serge a été approuvé par le CAF [commission d'administration de l'usine, NdT] après l'attaque de la Cipla et les deux cambriolages la même semaine dans sa résidence. Les travailleurs doivent exiger des explications des calomnieurs. Quel sera leur prochain mensonge ? »

#### **Modèle de lettre à adresser à :**

• *Dr. Tarso Genro* Ministro de Estado da Justiça do Brasil, Esplanada dos Ministérios – Bloco T – Edifício Sede, CEP 70064-900, Brasília DF. Fax : (61) 3322-6817 — E-Mail : [gabinetemj@mj.gov.br](mailto:gabinetemj@mj.gov.br)

• *Luiz Marinho* Ministro de Estado da Previdência do Brasil, Esplanada dos Ministérios, Bloco F, CEP 70059-900, Brasília DF — E-Mail :

[gm.mps@previdencia.gov.br](mailto:gm.mps@previdencia.gov.br)

• Carlos Lupi Ministro de Estado do Trabalho e Emprego Esplanada dos Ministérios, Bloco F, CEP 70059-900, Brasília DF — E-Mail : [gm@mte.gov.br](mailto:gm@mte.gov.br)

• Dr. Oziel Francisco de Souza Juiz Federal da Vara de Execuções Fiscais de Joinville Rua do Príncipe, 123 – Centro 89201-001, Joinville SC. — E-Mail : [SCJOIEF01@jpsc.gov.br](mailto:SCJOIEF01@jpsc.gov.br)

• Rainoldo Uessler Interventor da Cipla Rua São Paulo, 1600 – Bucarein 89202-200 – Joinville – SC.

Objet : intervention judiciaire à la demande de l'INSS, exécutée par la Police Fédérale dans l'entreprise Cipla/Interfibra  
VENEZUELA

pour garantir sa fermeture et la suppression de mille postes de travail.

« Messieurs,

Nous voulons par le présent courrier faire part à vos Excellences de notre préoccupation au sujet de l'intervention judiciaire dans les entreprises Cipla et Interfibra, qui depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2002 se trouvent sous le contrôle et l'administration de leurs propres travailleurs.

Cela est d'autant plus préoccupant que la mise en œuvre de la décision

judiciaire est appuyée par une unité de la police fédérale comptant plus de 150 hommes et que l'intervention a été demandée dans le procès engagé par l'INSS (Institut National de la Sécurité Sociale).

Nous demandons des mesures immédiates de ces trois ministères pour que l'intervention judiciaire soit suspendue et que la direction légitime de l'entreprise élue par les travailleurs puisse reprendre sa place.

Nous espérons que le bon sens prévaudra.

Salutations respectueuses. »

## DISCOURS « RADICAL », BELLES PROMESSES AU PEUPLE, ATTAQUES CONTRE L'INDÉPENDANCE DES SYNDICATS, CRÉATION DU PSUV ...

### CHAVEZ TENTE D'INTÉGRER TOTALEMENT LE MOUVEMENT OUVRIER AU PROJET BOLIVARIEN ET À SON ÉTAT

#### **Chavez veut quitter le FMI... mais continuer à payer la dette**

À la veille du 1<sup>er</sup> mai, Chavez a annoncé plusieurs mesures présentées dans la presse comme anti-impérialistes et favorables aux travailleurs. Qu'en est-il ? Il a affirmé sa volonté que le Venezuela quitte le Fond Monétaires International (FMI) et la Banque Mondiale. Mais cette mesure n'est pas si anti-impérialiste qu'elle en a l'air. D'un côté, l'État vénézuélien dirigé par Chavez a d'abord remboursé l'intégralité de la dette qu'il devait au FMI, soit 3,3 milliards de dollars. D'un autre côté, cela ne signifie pas du tout que Chavez refuserait de payer la dette, dont le FMI ne détenait qu'une toute petite partie : il continuera de la rembourser aux banques vénézuéliennes et étrangères. Par ce système de la dette, les grandes banques capitalistes continuent de s'approprier une part importante de la richesse produite par les travailleurs et les opprimés du pays. Chavez continue donc d'accepter ces « mécanismes de l'impérialisme destinés à exploiter les pays pauvres » qu'il dénonce bruyamment. D'un côté les paroles, de l'autre les actes. Seul le prolétariat entraînant l'ensemble des opprimés, qui sont les victimes du système capitaliste, peut rompre réellement avec l'impérialisme, en commençant par le refus de payer la dette ; mais cela suppose qu'il prenne le pouvoir.

#### **Chavez annonce la renationalisation des champs de pétrole... mais renégocie les contrats avec les compagnies impérialistes**

Les réserves pétrolières de la région de l'Orénoque sont sans cesse réévaluées à la hausse : les experts estiment aujourd'hui qu'elles sont les plus importantes du monde, devant celles de l'Arabie Saoudite. Vu le prix du pétrole, cela représente une richesse considérable. Mais aujourd'hui, ces richesses sont exploitées principalement par de grandes compagnies impérialistes en association avec PDVSA (Pétrole du Venezuela — Société Anonyme), l'entreprise de l'État « bolivarien ». Cela est source d'immenses profits pour les unes comme pour l'autre. Chavez utilise une petite part de ces bénéfices pour des programmes sociaux gouvernementaux qui soulagent un peu la population des maux les plus terribles et lui assurent une importante clientèle électorale. Même si on ne dispose pas de chiffres fiables, l'excédent d'exploitation dégagé par PDVSA n'est pas assez massivement réinvesti dans la production pétrolière, mais passe pour une grande part dans les mains des riches administrateurs de la compagnie, nommés par l'État. Chavez a annoncé sa volonté de « renationaliser » ces champs de pétrole de l'Orénoque. En réalité, il s'agit simplement de renégocier les contrats avec les multinationales afin que ceux-ci soient moins

désavantageux pour l'État vénézuélien. Alors que PDVSA détient aujourd'hui des participations minoritaires dans les sociétés mixtes créées avec les trusts impérialistes pour l'exploitation de ces champs de pétrole, l'État vénézuélien posséderait 60 % des nouvelles sociétés. Pour obtenir des concessions de Total, Exxon, Chevron-Texaco et des autres, Chavez a menacé de les remplacer par leurs concurrents comme Petrobras, China Petroleum, Irán Petropars y Lukoil, qui ont déjà des contrats avec PDVSA. Il a fait déployer l'armée sur place pour marquer sa détermination. D'un autre côté, il a promis d'indemniser les compagnies impérialistes pour les investissements qu'elles ont réalisés dans la région. Ce montant est inconnu, mais il sera sans doute assez élevé, car, lors de la nationalisation par rachat d'autres sociétés, Chavez a payé à peu de choses près le prix du marché. Les compagnies impérialistes ont accepté, car les profits en vue restent très substantiels.

Cette politique est une impasse pour le peuple vénézuélien. Il ne s'agit pas de contester la nécessité, pour un pays dominé comme le Venezuela, de faire des compromis temporaires avec l'impérialisme dans le cours de la lutte contre lui. Le problème, c'est que les compromis de Chavez sont faits à froid et lui servent en fait avant tout à éviter l'affrontement, en particulier pour éviter de mobiliser les masses, qui sont le seul moteur possible d'une authentique révolution prolétarienne et

populaire. La logique de la politique menée par Chavez correspond aux intérêts d'un État bourgeois national essayant de se faire une place plus confortable dans le système capitaliste mondial : ce n'est pas la logique d'une révolution contre ce système lui-même. C'est pourquoi Chavez prétend transformer le Venezuela par en haut, c'est-à-dire de façon réformiste et pacifique. Ce faisant, il laisse un pouvoir décisif entre les mains des multinationales et de la bourgeoisie vénézuélienne, ce qui prépare, à plus ou moins long terme, une défaite de la prétendue « révolution bolivarienne ». Seuls l'expropriation des grands trusts impérialistes, la destruction de l'État bourgeois vénézuélien et son remplacement par un État des travailleurs eux-mêmes, peuvent constituer une véritable révolution, authentiquement socialiste, qui ferait des richesses pétrolières considérables de ce pays la source d'un développement économique réel, permettant de satisfaire les immenses besoins des masses pauvres.

#### **Promesses de hausse du salaire minimum et de réduction de la journée de travail... mais pas de plan de développement économique pour garantir ces mesures**

À la veille de la fête internationale des travailleurs, le président de la République bolivarienne du Venezuela a aussi annoncé des mesures plus spécifiquement favorables aux travailleurs. Il a promis de relever le salaire minimum de 20 % pour le porter à 615 000 bolivars (210 euros). C'est bien sûr, en soi, une mesure positive. Mais elle n'est qu'une réponse partielle aux revendications ouvrières de plus en plus insistantes. En effet, l'inflation est élevée (environ 12 % en rythme annuel), conduisant depuis plusieurs années à une érosion du pouvoir d'achat. Ce relèvement du salaire minimum, très tardif, ne compense pas les pertes subies par les travailleurs dans les mois et les années précédents. En outre, cette hausse ne concerne que les salariés ayant un contrat de travail, soit seulement la moitié du total.

Chavez a aussi promis la réduction de la semaine de travail à 36 heures par semaine pour 2010. Actuellement, la durée légale du travail est de 48 h dans le privé et 40 h dans le public. C'est pourquoi cette mesure, si elle était effectivement appliquée, constituerait une grande amélioration

pour les travailleurs. Mais le Venezuela est un pays capitaliste, soumis à la concurrence sur le marché mondial. La réduction du temps de travail sans hausse de la productivité du travail ruinerait les capitalistes vénézuéliens. Cette mesure n'est donc pas réalisable sans une modernisation importante de l'appareil productif du pays. Or, étant donné la faiblesse actuelle de l'investissement productif, on ne voit pas comment cela serait possible.

La politique « sociale » de Chavez conduit donc elle aussi à une impasse, car elle ne sort pas des cadres du capitalisme. Il y a une contradiction entre les promesses salariales du président et la politique d'ensemble, qui lui interdit de les réaliser de façon durable. Pour réaliser et garantir ces promesses, il faudrait mettre en œuvre un plan de développement économique général, impliquant l'expropriation des capitalistes des secteurs clés, afin de substituer la logique du besoin des masses à celle du marché capitaliste. Là encore, cela suppose la prise du pouvoir politique et économique par les travailleurs eux-mêmes.

#### **Le refus de nationaliser Sanitarios Maracay et la répression de la manifestation des ouvriers de l'usine**

Fin 2005, les 800 ouvriers de Sanitarios Maracay (une entreprise de fabrication de matériel pour les sanitaires, située dans la capitale de l'État d'Aragua, la ville de Maracay), ont fait une grève victorieuse contre leur patron pour le paiement de la totalité de leurs salaires. À partir de ce moment-là, le patron a saboté le travail de l'entreprise, réduisant la production à 40 % de ses capacités, puis quittant l'entreprise temporairement, avant d'annoncer enfin sa fermeture en novembre 2006. Ce patron, Pocaterra, a d'ailleurs été, comme la plupart des autres, un partisan du coup d'État contre Chavez en 2002 (vaincu par la mobilisation des masses) et l'un des organisateurs du lock-out patronal de 2003, où il a laissé les ouvriers pendant 63 jours sans travail.

Face à ce sabotage, les travailleurs de Sanitarios Maracay ont décidé d'occuper l'usine et de reprendre eux-mêmes la production. Ils demandent maintenant au gouvernement de Chavez la nationalisation de l'entreprise sous leur contrôle. Le gouvernement refuse pour le moment, au prétexte que l'entreprise n'appartient pas à un secteur stratégique de l'économie. Il y a donc ici aussi une nouvelle contradiction

entre les paroles et les actes : lors de la première rencontre latino-américaine des usines récupérées par les travailleurs, Chavez avait déclaré qu'« une usine en faillite doit être une usine occupée par les travailleurs » ; mais aujourd'hui, il refuse de nationaliser cette usine occupée par ses salariés !

En outre, les ouvriers de Sanitarios Maracay sont l'objet d'une lutte permanente de la part du gouverneur de l'État d'Aragua et de la Justice. Le 24 avril 2007, les travailleurs en route pour Caracas, où ils avaient prévu de manifester pour la nationalisation de l'usine sous contrôle ouvrier, ont été victimes d'une violente répression de la part de la Garde Nationale, détachement de l'armée qui dépend directement de la Présidence. Des dirigeants ont été arrêtés et restent aujourd'hui l'objet de poursuites judiciaires. Ils ont protesté auprès du président. Sans succès. Alors, Chavez est-il vraiment cet ami des travailleurs que nous présentent certains ?

#### **Discrédit de l'appareil d'État et des partis du gouvernement, renforcement des luttes ouvrières**

Sa réélection triomphale en décembre 2006 a pu donner l'impression d'une situation calme où le régime jouirait d'un large appui dans les masses. En réalité, le pays est traversé par d'importantes contradictions. Certes, les travailleurs ne veulent pas le retour des représentants traditionnels du capital, qui les ont exploités et opprimés pendant des décennies. Mais leur niveau de vie n'a pas beaucoup augmenté en dix ans de présidence Chavez. C'est pourquoi ils font de moins en moins confiance à l'État de la Ve République dite « bolivarienne » et à ses fonctionnaires, qu'ils perçoivent à juste titre comme la continuité de l'État de la IVe République honnie : un État au service des patrons, oppresseur et corrompu. Ils font également de moins en moins confiance aux partis de la coalition gouvernementale, comme le Mouvement Ve République, le PPT (Patrie Pour Tous), l'UPV (Union Populaire Vénézuélienne), le PCV (Parti Communiste Vénézuélien), qui sont indissociablement liés à cet État. Pour le moment, Chavez lui-même échappe à cette défiance, parce qu'il est le symbole de la lutte contre ce vieux système de la IVe République et qu'il ne cesse de dénoncer la bureaucratie d'État et les faux révolutionnaires incrustés dans les

rouages de l'État. Mais le prolétariat renforce peu à peu sa conscience et son organisation.

Le courant C-CURA (Courant de Classe Unitaire Révolutionnaire et Autonome), courant de classe à l'intérieur de la centrale syndicale UNT, animé par des trotskystes, s'est puissamment construit dans tout le pays<sup>1</sup>. Les travailleurs des grandes entreprises se mobilisent pour leurs revendications. Celles-ci les conduisent inévitablement à se heurter au pouvoir politique bourgeois. C'est le cas des travailleurs des usines occupées. C'est le cas des travailleurs de Sidor, qui luttent contre leur patron pour les salaires et exigent la nationalisation de leur entreprise (il s'agit d'une ancienne entreprise d'État privatisée dans les années 90, l'une des plus grandes entreprises sidérurgiques d'Amérique Latine, employant 5700 travailleurs ; l'actionnaire majoritaire est le groupe argentin Siderar et les actionnaires minoritaires, à hauteur de 20 % chacun, sont l'État vénézuélien et les travailleurs de l'entreprise). C'est aussi le cas des travailleurs de l'État d'Aragua, qui ont réalisé une grève générale régionale contre la politique du gouverneur au service des patrons, à l'appel de l'UNT, dirigée de fait par la C-CURA dans cette région. Les revendications sur lesquelles cette grève a été appelée montrent la maturation politique en cours dans le prolétariat : nationalisation de

<sup>1</sup> Depuis sa fondation en 2003, l'UNT n'a pas pu se doter d'instance de direction. Les courants chavistes y sont totalement opposés. En effet, les élections seraient gagnées par la C-CURA, éventuellement avec des alliances. Or la centrale syndicale, qui regroupe plus d'1 million de travailleurs, représenterait dès lors une puissante organisation indépendante de la classe ouvrière, faisant de celle-ci un acteur politique autonome et décisif dans la lutte des classes, ébranlant le pouvoir sans partage de Chavez et menaçant la pérennité de l'État bourgeois. Dans la pratique, les trois principaux courants, la C-CURA, la FBT (Front Bolivarien des Travailleurs, courant entièrement dévoué à Chavez) et la CTR (courant chaviste, dont la principale dirigeante, Maspero, est députée du MVR, mais oscillant entre la droite et la gauche) tendent à agir de façon parallèle, mais chacun se revendique de l'UNT, car celle-ci jouit d'un grand prestige parmi les travailleurs. En effet, le nom de cette centrale, qui s'est construite dans la lutte contre le lock-out patronal de 2002-2003, est associé à la grande victoire contre celui-ci et à des pratiques syndicales en rupture avec l'ancienne centrale jaune, la CTV, pro-patronale, ultra-bureaucratique et corrompue.

Sanitarios Maracay ; dehors Didalco Bolivar (gouverneur de l'État d'Aragua et membre du MVR, Mouvement Ve République, parti de Chavez jusqu'à la fondation du PSUV) ; fin de la concession de chaînes de télévision aux partisans du coup d'État, sans indemnisation et sous le contrôle des travailleurs... Comme l'État d'Aragua est situé au centre du pays, cette grève a paralysé pendant un jour la circulation des marchandises entre les différentes régions.

Le développement de cette lutte de classe, quoique encore limité, est lourd de menaces pour les capitalistes. C'est pourquoi un large secteur de la grande bourgeoisie, dirigé par Cisneros, s'est rapproché de Chavez et accepte de mener la lutte politique contre lui dans le cadre légal. Elle a compris qu'elle avait besoin de lui pour continuer de contrôler les masses qui se sont éveillées à la politique. Mais Chavez lui-même n'est pas sûr de contrôler très longtemps la situation s'il ne parvient pas à transformer son prestige en une force matérielle.

### **Le PSUV : un nom socialiste pour un projet nationaliste bourgeois**

C'est pourquoi il a pris l'initiative de lancer la construction d'un parti autour de sa figure et de son projet, le Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV). Ce parti est présenté par Chavez comme un instrument pour lutter contre les contre-révolutionnaires incrustés au sein même du mouvement bolivarien et contre la corruption de l'État. Tous les partis de la coalition gouvernementale sont invités à s'y fonder, tous les partisans de la « révolution bolivarienne » à s'y joindre. En réalité il s'agit de créer un instrument discipliné pour soutenir le projet de Chavez, tout en empêchant la cristallisation de la lutte de classe croissante des travailleurs en un authentique un parti ouvrier révolutionnaire.

Si le PSUV n'a pas encore de programme officiel, il a une commission de construction, où l'on retrouve les hommes des vieux partis, des patrons et même d'anciens bureaucrates de la CTV (Confédération des Travailleurs du Venezuela, dirigée par l'Action Démocratique, parti membre de l'Internationale Socialiste qui était membre de l'opposition à Chavez et a participé au coup d'État avorté d'avril 2002), ainsi que des dirigeants politiques plus « rouges », comme des

membres du Front Bolivarien des Travailleurs, courant syndical chaviste de l'UNT.

Orlando Chirino, dirigeant du PRS (Parti Révolution et Socialisme, animé par des trotskystes) et de l'UNT, résume très clairement le problème : « *Dans ces détails [litote pour désigner les aspects les plus visibles de la politique pro-patronale et anti-ouvrière de Chavez] on voit que l'expropriation des capitalistes ne fait pas partie du programme du gouvernement et ne fera pas partie non plus de celui du PSUV. Et sans cela, on n'avance vers aucun socialisme. On peut avancer vers un capitalisme d'État dans une perspective "développementiste", mais pas vers l'élimination de la propriété privée, de l'exploitation capitaliste et de l'accapement des profits par une petite minorité* » (interview donnée au site de médias indépendant [aporrea.org](http://aporrea.org)).

### **Chavez attaque violemment les dirigeants syndicaux qui osent critiquer le gouvernement**

Parallèlement au lancement du PSUV, Chavez a donné un coup d'accélérateur à sa politique contre l'indépendance de l'UNT par rapport à l'État. Déjà en 2006, ses partisans avaient empêché l'élection d'une direction unifiée de la confédération, qui est divisée en plusieurs courants. Puis, en décembre 2006, Chavez a nommé un des dirigeants de la Force Bolivarienne des Travailleurs (FBT), son courant dans l'UNT, Ministre du Travail. Lors de la cérémonie où les membres de la commission d'impulsion du PSUV ont prêté serment, Chavez a vigoureusement attaqué le principe de l'indépendance des syndicats par rapport à l'État, revendiqué par les secteurs de classe de l'UNT : « *Les syndicats ne doivent pas être autonomes, il faut en finir avec cela.* » Pour se justifier, Chavez n'a pas hésité à utiliser, en les déformant, des analyses de la grande révolutionnaire marxiste Rosa Luxembourg contre la bureaucratie syndicale réformiste : « *Les syndicats ne veulent rien avoir à faire avec le parti [c'est-à-dire le PSUV] ni avec le gouvernement, ils veulent être autonomes ; c'est une espèce de chantage et le résultat, c'est que nous avons, nous avons eu et nous continuons d'avoir des syndicats inodores, insipides (...) qui perdent de vue la lutte historique de la classe ouvrière pour la révolution, avec la fable selon laquelle les syndicats sont autonomes.* » Cela revient à accuser les

dirigeants syndicaux qui défendent l'indépendance syndicale à des réformistes et à des traîtres et à désigner aux travailleurs les « bons » dirigeants syndicaux, les « unitaires », les « bolivariens », comme le Ministre du Travail. En bonne logique, bien que la majorité des directions des trois principaux courants de l'UNT aient décidé d'entrer dans le PSUV, seul le FBT dispose de représentants dans cette commission d'impulsion, désignée par Chavez, et a pu tenir un discours lors de cette cérémonie<sup>1</sup>.

Dans la continuité de cette première salve, Chavez a attaqué, dans son discours du 1<sup>er</sup> mai, Marcela Maspero, dirigeante du courant Collectif de Travailleurs en Révolution (CTR) de l'UNT, députée du Mouvement Ve République et une des principales figures de l'UNT. Mais à travers elle, il visait en fait tous les courants qui refusent de se soumettre à son commandement et d'abord la C-CURA.

Maspero avait critiqué la veille la décision du ministre du Travail d'engager les négociations salariales dans l'industrie pétrolière avec une fédération syndicale montée de toutes pièces et dirigée par des syndicalistes vendus (organisateur notoire du coup d'État de 2002 contre Chavez), en fait pour contourner l'UNT, dirigée dans ce secteur par des militants de classe. Mais elle avait surtout dénoncé la tromperie des noms pompeux portés par les ministres, disant qu'ils étaient ministres du « pouvoir populaire » seulement entre guillemets. Chavez a attaqué et calomnié Maspero en

attribuant ses critiques « à l'envie, au sectarisme, aux vieilles valeurs, au vieux syndicalisme adéco-peyen [adjectif formé à partir du nom des deux partis traditionnels de la bourgeoisie, l'AD (Action Démocratique) et COPEI (démocratie chrétienne), qui désigne la bureaucratie syndicale alliée aux patrons, haïe par les travailleurs — NDR] qui fait semblant de s'habiller en rouge [la couleur de la « révolution bolivarienne »] et prétend être révolutionnaire. C'est pourquoi, nous devons faire attention aux faux dirigeants qui s'avancent masqués. »

### **Le non-renouvellement de la concession à RCTV**

C'est dans ce contexte qu'est intervenu le non-renouvellement de la concession publique à la chaîne privée RCTV (Radio Caracas Television du Venezuela). Au Venezuela comme ailleurs, les chaînes de télévision doivent obtenir de l'État une autorisation pour diffuser leurs programmes. Les concessions de ces canaux de télévision arrivaient récemment à expiration. Or RCTV avait participé au coup d'État contre Chavez en avril 2002. Pendant les événements, elle avait répandu l'information mensongère d'une démission de Chavez et elle n'avait pas montré les manifestations gigantesques des opposants au coup d'État.

La presse bourgeoise de tous les pays s'est empressée de dénoncer dans cette mesure contre RCTV une intolérable atteinte à la liberté d'expression. Cette critique repose sur l'idée que la presse serait libre quand elle est dans les mains des grands groupes et de l'État capitalistes, comme aujourd'hui en France, où elle est aux mains de Bouygues, Lagardère, Vivendi, de l'UMP et de Sarkozy. Mais ce n'est pas vrai : l'« information » diffusée correspond globalement aux intérêts du système capitaliste et de son État, quand ce n'est pas directement à ceux du patronat et du gouvernement (cf. l'article de Laura Fonteyn dans Le CRI des travailleurs n° 15, nov.-déc. 2004). Les travailleurs n'ont donc nullement à regretter que la concession à RCTV n'ait pas été renouvelée.

Mais doivent-ils pour autant soutenir cette mesure ? Pour répondre à cette question, il faut comprendre le but poursuivi par Chavez. Pourquoi n'a-t-il pas fermé RCTV juste après le coup d'État ? Pourquoi a-t-il renouvelé leur concession à la plupart des autres

chaînes privées, par exemple Venevision, propriété de Cisneros, première fortune du Venezuela, qui avait tout autant soutenu le coup d'État de 2002 ? Pourquoi remplace-t-il RCTV par une chaîne d'État ? Après le coup d'État, Chavez a voulu freiner l'ascension ouvrière que les événements avaient mobilisé de façon révolutionnaire : au lieu de poursuivre les auteurs du coup d'État, il a tenu un discours de « réconciliation nationale ». Il a ensuite conclu un accord avec certains secteurs du grand capital, comme celui de Cisneros, une sorte de pacte de non-agression. Marcel Granier, propriétaire de RCTV, représente un secteur qui n'avait pas voulu accepter ce compromis. La nouvelle télévision d'État est un instrument de plus pour la propagande du gouvernement. Ce n'est donc pas une avancée réelle pour les travailleurs. D'une part, une presse réellement libre, c'est une presse où tout groupe de travailleurs organisés peut exprimer ses positions : cela suppose d'exproprier les capitalistes et de mettre à disposition des travailleurs organisés les moyens d'utiliser les médias. D'autre part, il s'agit d'un précédent que Chavez peut utiliser pour museler le moment venu l'opposition de gauche, après avoir muselé celle de droite. Ici comme ailleurs, il n'y a pas de solution des problèmes favorable aux travailleurs sans prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette question comme dans les autres, on ne peut pas s'orienter correctement sans comprendre clairement que l'État vénézuélien est et reste un État bourgeois, qui défend dans l'ensemble les intérêts du capital.

### **Face à l'offensive d'intégration chaviste, la défense de l'indépendance du mouvement ouvrier passe par la construction d'un parti communiste révolutionnaire authentique**

Pour réussir son entreprise d'intégration totale à l'État du mouvement ouvrier, Chavez doit tenir en ce moment un discours très « à gauche » : c'est la condition pour faire croire que son parti serait authentiquement socialiste. Il utilise toutes les ressources de l'État pour organiser une affiliation massive de la population au PSUV. La puissance des moyens de l'État et la faiblesse politique du mouvement ouvrier rendent le projet très menaçant : le PSUV revendique à ce jour 5 millions de pré-inscrits...

<sup>1</sup> Nous avons déjà critiqué, dans Le CRI des travailleurs n° 24 (nov.-déc. 2006), la honteuse capitulation de la TMI (*La Riposte* en France) face à Chavez. Ces prétendus marxistes vont jusqu'à défendre ses attaques contre l'indépendance de l'UNT. Nous ne pouvons pas analyser ici en détail leur article, mais leur révision radicale du marxisme y est résumée en deux phrases : « *Au sein du gouvernement, dans l'appareil d'État et dans la tête de Chavez, il y a une lutte pour faire avancer la révolution face à ceux qui veulent la freiner et la maintenir dans les limites du capitalisme. Les travailleurs ne peuvent être indépendants ou autonomes dans cette lutte* » (*Qu'est-ce qu'une politique d'indépendance de classe dans la révolution bolivarienne ?*, par le Courant Marxiste Révolutionnaire, le 17 mai 2007). Autrement dit, selon la TMI, les travailleurs doivent se subordonner à l'un des camps en lutte, c'est-à-dire à une fraction de l'appareil d'État bourgeois. C'est une remise en cause de la base la plus fondamentale de la politique marxiste : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

De ce point de vue, le choix fait par les responsables du PRS, fondé en 2004, de ne pas construire activement leur propre parti, se limitant au nécessaire, mais insuffisant travail de construction du courant syndical C-CURA qu'ils dirigent, a aujourd'hui des conséquences désastreuses. Une part significative des cadres peu formés du PRS se sont laissés séduire par le discours de Chavez et le projet du PSUV. Une réunion plénière de la C-CURA a décidé son entrée dans le PSUV. Le processus a abouti à la division du PRS entre une forte minorité partisane de l'entrée dans le PSUV, emmenée par Stalin Pérez Borges (lié au MST d'Argentine), et une majorité hostile à l'entrée au PSUV, emmenée par Orlando Chirino (dirigeant ouvrier le plus populaire au Venezuela, lié à la Gauche Socialiste d'Argentine, scission du MST).

Les minoritaires disent vouloir entrer dans ce parti afin de combattre pour qu'ils soient un authentique parti socialiste. C'est évidemment une vue de l'esprit. Même si ce parti réunit des millions de prolétaires et de semi-prolétaires, ce sont Chavez et les patrons boliviens qui dicteront la politique du PSUV. Trotsky expliquait déjà clairement cette vérité à propos du Kuomintang chinois : « *La société bourgeoise, comme on le sait, est construite de façon à ce que les masses non possédantes, mécontentes et trompées, se trouvent en bas, tandis que les trompeurs satisfaits sont en haut. C'est aussi suivant ce principe qu'est construit tout parti bourgeois, s'il est vraiment un parti, c'est-à-dire s'il comprend la masse dans des proportions assez considérables.* (...) »

*C'est pourquoi les jérémiades inlassables de Staline, Boukharine, etc., se plaignant de ce que la base "gauche" du Kuomintang, "l'écrasante majorité", "les 9/10", etc., ne se reflètent pas dans les sphères supérieures, sont naïves et n'ont aucune excuse. (...) Comme on le sait, l'Opposition [de gauche, dirigée par Trotsky] exigeait que le parti [le PC chinois] sortît du Kuomintang (...) Dans tout parti bourgeois, la masse est toujours un cheptel, à des degrés divers. — Mais, enfin, pour nous, la masse n'est pas un cheptel ? — En effet, et c'est précisément pour cela qu'il nous est interdit de la pousser dans les bras de la bourgeoisie, en camouflant celle-ci sous le nom du parti ouvrier et paysan » (Trotsky, *L'Internationale Communiste après Lénine*, PUF, 2<sup>e</sup> édition, 1979, p. 351).*

Il est inadmissible que des « trotskystes » vénézuéliens aident Chavez à subordonner le prolétariat à la bourgeoisie, en camouflant le PSUV sous la caractérisation de parti que se disputeraient les réformistes et les révolutionnaires. C'est aider Chavez à faire croire aux ouvriers qu'il veut aller vers le socialisme, alors qu'il refuse de mobiliser les masses pour l'expropriation des grands propriétaires impérialistes et nationaux et prétend au contraire construire le « socialisme bolivarien » avec les patrons qui sont « fiers d'être vénézuéliens ». La minorité du PRS qui a décidé d'entrer ne pourra même pas subsister comme une alternative visible à la direction du parti, puisque Chavez a clairement prévenu que le nouveau parti ne saurait tolérer les fractions ou tendances. Certes, il a

aussi prétendu que le débat d'idées serait ample et libre ; mais, s'il crée le PSUV, ce n'est bien sûr pas pour que tous les partis qu'il a appelé à s'y dissoudre, se recréent ensuite sous forme de courants, tendances ou fractions. Pour lui, il s'agit avant tout de subordonner le prolétariat à la bourgeoisie « bolivarienne ».

La place des véritables communistes révolutionnaires internationalistes est donc au PRS majoritaire, de fait le seul à garder ce nom, puisque les autres se fondent dans le PSUV. Ils doivent lutter pour son renforcement idéologique et politique, pour la formation marxiste des cadres, pour la mise en place d'un plan sérieux de construction du parti sur la base du travail remarquable accompli dans la construction de la C-CURA. Un tel parti ne pourra se développer que dans la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier, politique et syndical, par rapport à l'État bolivarien. Cette indépendance n'est possible à son tour que sur la base d'une politique réellement transitoire (cf. nos articles dans *Le CRI des travailleurs* n° 24 de nov.-déc. 2006 et n° 25 de janv.-fév. 2007). À chaque pas, il faut expliquer aux travailleurs qu'ils ne pourront satisfaire leurs revendications fondamentales sans détruire de fond en comble le vieil État bourgeois (aujourd'hui masqué sous le drapeau de couleur rouge de la prétendue « révolution socialiste bolivarienne »), sans construire leur propre pouvoir sur la base des conseils ouvriers et sans exproprier la bourgeoisie.

**Antoni Mivani**

**VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT... ?**

***Vous voulez discuter des analyses et positions exprimées dans ce journal ?***

**ALORS CONTACTEZ-NOUS !**

**06 64 91 49 63 ou [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr)**

**CONSULTEZ RÉGULIÈREMENT NOTRE SITE :**

***<http://groupecri.free.fr>***

# LE VIÊT NAM À L'HEURE DE LA RESTAURATION CAPITALISTE

## L'économie vietnamienne en 1986

En 1986, trente-deux ans après l'indépendance effective du Viêt Nam vis-à-vis de la France et onze ans après la réunification permise par la victoire sur les États-Unis, l'économie vietnamienne était dans un état catastrophique. Dans l'agriculture, l'entreprise de collectivisation menée dans les années 1950 fut un échec : l'organisation du travail n'était pas respectée par les brigades de production, la division des tâches ne procurait pas les économies d'échelle escomptées, les rizières collectives étaient désertées par les paysans, la gestion du capital dans les coopératives était médiocre, les circuits de distribution étaient victimes de détournements, etc. À la fin des années 1970, des vagues de famines avaient affecté de nombreuses provinces du Nord et du Centre. Au début des années 1980, une enquête rapportait « *une sous-alimentation chronique et une malnutrition sérieuse très répandues* »<sup>1</sup>.

Dans l'industrie, la situation n'était guère meilleure. Seule l'industrie lourde, priorité des planificateurs, semblait progresser. La progression n'était cependant pas spectaculaire et la productivité de l'investissement, ainsi que les taux d'utilisation des machines, restaient très faibles. Dans le même temps, les biens de consommation étaient sacrifiés : en 1985, la production d'articles aussi indispensables que les vêtements, les bicyclettes ou les ampoules médicinales atteignaient à peine le niveau déjà très bas de 1979. Dans tous les domaines, le décalage entre l'investissement consenti et la réalité de la production était extrêmement préoccupant<sup>2</sup>.

Les autres indicateurs de l'économie étaient également dans le rouge. Le déficit commercial était très important : en 1986, les exportations atteignaient à peine 30 % des importations, soit un déficit de 1,8 milliard de dollars. La dette extérieure était abyssale : l'aide de Moscou culminait entre 14,5 et 18,5 milliards de dollars au cours du troisième plan quinquennal (1981-1985). L'inflation atteignait 774 % en 1986.

<sup>1</sup> Christophe Gironde, « Les transformations de l'agriculture et de la société rurale », dans *Viêt Nam contemporain*. Les Indes savantes, 2004.

<sup>2</sup> Christophe Feuché, « Croissance, État et marché dans le Viêt Nam du *doi moi* », *ibid.*

Face à la gravité de la crise économique et au malaise social qu'elle engendrait, et dans un contexte international nouveau (perestroïka en URSS, croissance de la Chine et du sud-est asiatique), le Parti communiste vietnamien (PCV) décida de lancer le « *doi-moi* » ou « *renouveau* » à la fin de l'année 1986.

## Le « *doi-moi* »

Les premières mesures du « *doi-moi* » visaient à décollectiviser l'agriculture en donnant une plus grande autonomie aux exploitations agricoles. Les familles se voyaient attribuer des droits d'usage du sol proportionnellement au nombre de leurs membres. La durée des concessions était initialement de 20 ans, puis passa à 50 et enfin à 99 ans. Les conditions de transmission, de cession et d'exploitation devenaient parallèlement de plus en plus flexibles.

En ce qui concerne les entreprises publiques, de nombreux décrets entre 1988 et 1991 leur donnèrent une certaine autonomie de financement et de décision. Parallèlement, l'État se débarrassait des entreprises les moins rentables : le nombre d'entreprises publiques passa de 12 000 en 1990 à 6 000 en 1995. Depuis le début des années 2000, l'« *actionnarisation* » des grandes entreprises publiques et le lancement du marché financier de Ho Chi Minh Ville ont accéléré la privatisation du secteur public vietnamien.

Corrélativement, le régime impulsait le développement du secteur privé. La Constitution de 1992 reconnut le secteur privé comme acteur à part entière de l'économie : « *La politique économique de l'État a pour objectifs de rendre le peuple riche, le pays puissant, de satisfaire de mieux en mieux les besoins matériels et spirituels de la population sur la base de l'émancipation de toutes les capacités de production, de la valorisation de toutes les potentialités des différents secteurs économiques : économie étatique, collective, individuelle capitaliste de petite taille, capitaliste privée, capitaliste de l'État et économie à participation étrangère sous différentes formes, [...]* » (article 16). Ou encore : « *L'économie individuelle capitaliste de petite taille, l'économie capitaliste privée peuvent choisir librement la forme d'organisation de leurs activités de*

*production et de commerce et constituer des entreprises de toute taille dans les domaines d'activités profitables pour l'économie nationale et la vie de la population.* » (Art. 21.) La propriété privée des moyens de production était désormais reconnue et garantie par l'État : « *Tout citoyen peut avoir la propriété sur les revenus perçus licitement, ses biens mis en réserve, son logement, ses moyens utilisés pour la vie quotidienne, ses instruments de production, ses apports en nature ou en numéraire investis dans les entreprises ou les organisations économiques. [...]. L'État protège le droit de propriété légal et le droit aux successions des citoyens.* » (Art. 58, nous soulignons.)

Le monopole de l'État sur le commerce extérieur fut aboli dès la fin des années 1980, et le contrôle de l'État sur le commerce extérieur diminua progressivement dans la décennie qui suivit. Avant 1988, seules les entreprises d'État spécialisées dans le commerce international étaient autorisées à importer et exporter des produits, sous une étroite surveillance des ministères ou des Comités Populaires locaux. À partir de 1988-1989, le régime accorda des « *licences* » autorisant un nombre croissant d'entreprises à commercer avec l'étranger. Enfin, en 1998, un décret autorisa toutes les entreprises à importer et exporter des produits compatibles avec leur champ d'activité, l'État gardant le monopole dans un nombre très limité de domaines comme l'aéronautique, le cinéma, les livres...

Parallèlement, le régime mettait tout en œuvre pour attirer les investissements étrangers. La loi de 1987 permettait par exemple la création de sociétés à 100 % de capital étranger. Les zones franches (ou zones économiques spéciales), où les entreprises à capitaux étrangers produisent exclusivement pour l'exportation, tout en bénéficiant d'une main-d'œuvre très bon marché et d'importantes exonérations fiscales, se sont multipliées et développées, notamment dans la région de Ho Chi Minh Ville au sud du Viêt Nam. Ainsi, dans la période de 1995 à 2004, les Investissements Directs Étrangers (IDE) vers le Viêt Nam se chiffraient-ils entre 2 et 3 milliards de dollars par an en flux réels. Par ailleurs, le régime s'est efforcé d'intégrer le Viêt Nam dans les circuits financiers et

commerciaux internationaux : le Viêt Nam a rejoint la Zone de Libre-Échange de l'Asie du Sud-Est (AFTA) en 1995, la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) en 1998 et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en janvier dernier.

### L'entrée du Viêt Nam dans l'OMC

L'intérêt majeur pour le Viêt Nam d'intégrer cette dernière organisation est de pouvoir bénéficier des tarifs douaniers plus avantageux (loi du pays le plus favorisé) concernant ses produits d'exportation, en particulier les produits agricoles et les produits manufacturés. Les exportations du Viêt Nam se chiffrent à environ 26 milliards de dollars par an. Les principaux postes sont le pétrole brut (21,4 % des exportations), le textile (16,3 %), les chaussures (9,8 %), les produits de la mer (9 %), le riz (3,6 %, 3<sup>e</sup> rang mondial), le café (2,3 %, 3<sup>e</sup> rang mondial).

En contrepartie, le régime a accordé de très importantes concessions au capitalisme international. Les taxes douanières du côté vietnamien sont naturellement révisées à la baisse, conformément aux règlements de l'OMC, passant de 17,4 % en moyenne à 13,4 % dans les prochaines années. Cela correspond à un manque à gagner d'environ 3 % du budget de l'État, qui n'arrangera pas la situation déjà très dégradée des systèmes de santé et d'éducation vietnamiens. Le régime a promis de mettre fin à certaines subventions publiques, notamment aux agriculteurs et à certaines entreprises d'État dans les secteurs du textile et des chaussures. Il a également accepté d'ouvrir à la concurrence nationale et internationale les services bancaires (dépôt, crédit, investissement), ainsi que des secteurs importants autrefois réservés aux entreprises publiques comme les télécommunications, la santé, l'éducation, etc.<sup>1</sup> Enfin, le régime s'est engagé à appliquer les recommandations de l'OMC concernant la prétendue « propriété intellectuelle ». En pratique, les Vietnamiens devront payer au prix fort (relativement à leur niveau de vie très bas) les programmes informatiques, les films, la musique, etc., et ainsi engraisser davantage les multinationales de l'informatique et du divertissement.

L'entrée dans l'OMC apparaît comme une étape inéluctable dans la

restauration du capitalisme au Viêt Nam. Sous la pression du capitalisme international, le régime, qui s'est engagé jusqu'au cou dans ce processus, n'a pas eu d'autre choix que de franchir cette étape. En tant que partie faible, il a dû faire d'énormes concessions dans les négociations, qui risquent fort de déstabiliser profondément l'économie vietnamienne dans les prochaines années, de l'avis même de certains hauts responsables du régime.

### La situation aujourd'hui

Après deux décennies de libéralisation et malgré une forte croissance (en moyenne de 7 % par an depuis une dizaine d'années), le Viêt Nam reste un pays pauvre et arriéré, même à l'échelle régionale. En 2005, le PIB (Produit Intérieur Brut) du Viêt Nam s'élevait à 53 milliards de dollars, soit 640 dollars par habitant par an (en comparaison, le PIB par habitant et par an est de l'ordre de 25 000 dollars en France). La grande majorité (57 %) de la population vietnamienne vit de l'agriculture, secteur qui ne représentait cependant plus que 21 % du PNB en 2005. L'industrie et les services représentent respectivement 41 % et 38 % du PNB (Produit National Brut)<sup>2</sup>.

Selon les statistiques officielles, la répartition du PIB suivant la forme de propriété des entreprises est passée, entre 1995 et 2004, de 40,2 % à 39,2 % pour le secteur public, de 53,5 % à 45,6 % pour le secteur privé à capitaux vietnamiens et de 6,3 % à 15,2 % pour le secteur privé à capitaux étrangers. Ces chiffres traduisent l'accroissement progressif de la mainmise impérialiste sur l'économie vietnamienne, mais ils montrent surtout que, malgré les nombreuses fermetures d'entreprises publiques entre 1990 et 1995, le secteur public vietnamien reste relativement important, contrairement à la plupart des pays européens de l'ex-bloc stalinien, dont les dirigeants ont imposé un transfert de propriété massif. En particulier, les entreprises publiques restent largement dominantes dans l'industrie lourde (industrie chimique, extraction de charbon, production d'électricité, etc.) et dans les services à haute concentration de capital (banques, télécommunications, etc.). Cependant, il faut noter que le statut de beaucoup d'entreprises publiques a changé :

d'entreprises dépendant directement des ministères ou des Comités Populaires locaux, elles sont devenues des sociétés autonomes, soumises aux lois sur les entreprises ordinaires, avec l'objectif de faire du profit, etc. Par ailleurs, avec l'entrée du Viêt Nam dans l'OMC, la participation des capitaux privés dans ces entreprises va fortement augmenter dans les prochaines années.

De l'autre côté, le secteur privé a subi des transformations importantes : alors qu'il y a une dizaine d'années le secteur privé était composé principalement de petits agriculteurs et de petits commerçants, il est aujourd'hui dominant dans l'industrie manufacturière : par exemple, la part du secteur privé dans la production de chaussures et de l'habillement, deux des principaux postes d'exportation, sont de 77,3 % et 73,6 % respectivement.

Cette répartition, pour l'instant assez nette, des activités – industrie lourde et services à haute concentration de capital pour le public, industrie légère, petit commerce, etc., pour le privé – est corrélée à des différences de taille et de capitalisation<sup>3</sup> : les entreprises d'État représentent 51 % de celles qui comptent plus de 500 employés (contre 26 % pour le privé à capitaux vietnamiens et 23 % pour le privé à capitaux étrangers) et 50 % de celles qui disposent d'un capital supérieur à 500 milliards de dong (contre 14 % pour le privé à capitaux vietnamiens et 36 % pour le privé à capitaux étrangers). Autrement dit, l'État de la bureaucratie détient encore les secteurs clés de l'économie et, malgré un développement rapide depuis le « *doi-moi* » et la récente autorisation (2006), pour les membres du PCV, de devenir eux-mêmes directement des capitalistes privés, la bourgeoisie vietnamienne, essentiellement composée de moyens et petits patrons, n'a pas encore atteint une importance suffisante pour pouvoir jouer un rôle politique conséquent et indépendant. Cependant, la politique générale du régime dirigé par le PCV rend inévitable, à assez court terme, la restauration complète du capitalisme actuellement en cours.

### La classe ouvrière

<sup>3</sup> Dung Cao X. et Tran T.-D., « Transition et ouverture économique au Vietnam : une différenciation sectorielle », *Économie internationale* 2005/4, n° 104, pp. 27-43.

<sup>1</sup> Document de l'OMC relatif au Viêt Nam, référence WT/ACC/VNM/48/Add.2

<sup>2</sup> Bureau Général des Statistiques du Viet Nam ([www.gso.gov.vn](http://www.gso.gov.vn)).

L'industrie proprement dite occupe aujourd'hui 12,9 % des emplois au Viêt Nam, soit près de 5,5 millions de personnes. Cette population ouvrière est principalement concentrée autour des grands centres industriels traditionnels : Ha Noi, Hai Phong, Ha Long (charbonnage), Thai Nguyen (sidérurgie), Nam Dinh (textile), etc., et plus récemment dans les Zones Économiques Spéciales (ZES) au sud du pays (Ho Chi Minh Ville, Binh Duong, Da Nang...). C'est d'ailleurs dans ces ZES que les conditions d'exploitation sont les plus dures et que les grèves ouvrières les plus importantes ont eu lieu ces dernières années. Au premier semestre de

l'année 2006, l'organe officiel de la Confédération Générale du Travail du Viêt Nam (syndicat unique lié au pouvoir) a ainsi comptabilisé près de 300 mouvements de grève, certains entraînant des milliers de travailleurs, qui demandaient de meilleures conditions de travail et l'augmentation du salaire minimum. À côté de l'industrie proprement dite, le secteur de la construction emploie plus de 2 millions de personnes, celui des transports et de la communication, 1,2 million de personnes, etc.

Le travail des militants communistes révolutionnaires vietnamiens devra s'orienter en priorité vers cette population ouvrière

nombreuse, concentrée et durement exploitée. Il s'agira notamment de construire des formes d'organisation adaptées à la situation politique actuelle et, corrélativement, de diffuser les idées marxistes. Nous reviendrons dans un prochain article sur les conditions subjectives (conscience et organisation de la classe ouvrière, nature et fonction du Parti Communiste Vietnamien et de la CGTV, climat social et politique, question des libertés démocratiques...) dans lesquelles un tel travail aura lieu.

**Quôc-Tê Phan**

---

## **AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (40 pages)**

### **PRÉPARATION DE LA RÉSISTANCE SOCIALE À SARKOZY**

- **Éditorial** : Il faut préparer sans attendre la résistance sociale aux attaques de Sarkozy ! (p. 3)
- **Appel de l'Assemblée générale du 8 juin à un Forum de la résistance sociale** (p. 5)
- **Appels d'AG et activité du Groupe CRI** et de quelques autres organisations pour préparer la résistance sociale (p. 6)
- **Tract du CILCA** : Face à Sarkozy, oui à la lutte des salariés, chômeurs et jeunes, non à la « concertation » sociale ! (p. 12)

### **FORUM DU SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE**

- **Résolution** adoptée par les participants au Forum (Paris, 26 mai 2007) (p. 13)
- **Présentation et contribution du CILCA** pour le Forum (p. 14)

### **SUR LES RÉSULTATS DES PRÉSIDENTIELLES**

- **Déclaration du Groupe CRI après le premier tour** : Ni Sarkozy, ni Royal ! Boycottage électoral ! (p. 15)
- **Lettre du Groupe CRI aux organisations** qui ont refusé d'appeler à voter pour S. Royal (p. 21)
- **Déclaration CRI après le second tour** : Construisons un regroupement anti-capitaliste cohérent et conséquent ! (p. 18)
- **Tribune libre d'un sympathisant** : Après l'élection présidentielle, « rénover les pratiques politiques françaises » ? (p. 22)

### **SOLIDARITÉ MILITANTE**

- **Confirmation de la victoire contre l'extradition de militants et contre l'arrestation de sympathisant du (n)PCI** ! (p. 24)
- **Pour la libération des militants d'Action directe** ! Nathalie Ménigon aurait dû quitter la prison le 22 mai ! (p. 24)
- **Enfants sans-papiers** : Laissez-les grandir ici ! Ils sont sous notre protection ! (Communiqué de RESF) (p. 25)

**COLONIALISME** : Sarkozy ou l'histoire apologétique de la colonisation (Tribune d'O. Le Cour Grandmaison) (p. 26)

**MAROC** : Campagne de solidarité avec les militants arrêtés et poursuivis après les manifestations du 1<sup>er</sup> mai (p. 27)

**PALESTINE** : Contre les putschistes de Ramallah. Soutien à la résistance du peuple palestinien (Par P.-Y. Salingue) (p. 28)

**BRÉSIL** : Campagne de solidarité pour l'arrêt de l'intervention judiciaire et policière contre les usines occupées (p. 31)

**VENEZUELA** : Chavez tente d'intégrer totalement le mouvement ouvrier à l'État bourgeois (p. 33)

**LE VIËT NAM** à l'heure de la restauration capitaliste (p. 38)